



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 26 NOVEMBRE 1938

QUEBEC, SATURDAY, 26th NOVEMBER, 1938

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

5265-44-9-0

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

5266-44-9-0

Lettres Patentes

"Arno Quebec Mines Limited".—(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre, 1938, constituant en corporation: Redmond Quain, un des Conseils en Loi de Sa Majesté, Kingsmere, Québec, James T. Wilson, et Philip R. Hurcomb, avocats, Charles Louis Baby, et Donald A. Fraser, comptables, tous quatre d'Ottawa, Ontario, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des droits brevetés pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôt et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis

Letters Patent

"Arno Quebec Mines Limited".—(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1938, incorporating: Redmond Quain, one of His Majesty's Counsel, Kingsmere, Québec, James T. Wilson, and Philip R. Hurcomb, Barristers-at-Law, Charles Louis Baby, and Donald A. Fraser, accountants, all four of Ottawa, Ontario, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water power, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chapter 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, re-

par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi, et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, en actions libérées et en assumer les dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

11. Il est ordonné et déclaré que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Arno Quebec Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cités et districts de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de novembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5597

Sous-secrétaire de la Province.

quired by the Company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire, the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and to pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. It is ordered and declared that the shareholders of the company will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Arno Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of a par value of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Hull, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5598-o

Under Secretary of the Province.

"Baril Investments Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre, 1938, constituant en corporation: Victor Martyn Lynch-Staunton, et Hugh Hatheway Turnbull, avocats, Mary Griffiths, fille majeure, comptable, Arthur Cecil Lambert, commis, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Investir et réinvestir de temps à autre le capital, les augmentations du capital, les revenus et autres deniers de la compagnie de la manière et dans les propriétés, immeubles, hypothèques, parts, actions, obligations et autres valeurs qui seront déterminées par les directeurs de la compagnie de temps à autre, et varier et changer les dits placements et généralement vendre, échanger ou autrement aliéner, faire le commerce ou faire valoir aucun des biens de la compagnie;

(b) Souscrire, conditionnellement ou non, souscrire éventuellement à forfait, acquérir, acheter, prendre, détenir, négocier, vendre à commission ou autrement, convertir ou en aucune manière aliéner les parts, actions, hypothèques, obligations, débetures, actions-débetures et placements et valeurs de toutes sortes, comprenant, mais non par voie de limitation, les actions, parts, débetures, actions-débetures, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par toute compagnie, corporation ou entreprise de toute nature quelconque et constituée, organisée ou exerçant le commerce en n'importe quel pays, ou par toute commission, association, société, firme, syndicat, comité de fidéicommissaires ou individu, ou les bons,

"Baril Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1938, incorporating: Victor Martyn Lynch-Staunton, and Hugh Hatheway Turnbull, advocates, Mary Griffiths, spinster, accountant, Arthur Cecil Lambert, clerk, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To invest and reinvest from time to time the capital, accretions to capital, income and other moneys of the company in such manner and in such properties, real estate, mortgages, stocks, shares, bonds and other securities as may from time to time be determined by the directors of the company, and to vary and change such investments and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with or turn to account any of the assets of the Company;

(b) To subscribe for, conditionally or unconditionally, underwrite, acquire, purchase, take, hold, deal in, sell on commission or otherwise, convert or in any manner dispose of, stocks, shares, mortgages, bonds, debentures, debenture stock and investments and securities of all kinds, including but not by way of limitation, shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any company, corporation or undertaking of whatsoever nature and wheresoever incorporated, organized or carrying on business, or by any commission, association, partnership, firm, syndicate, body of trustees or individual, or bonds, obligations, debentures, debenture

obligations, débetures, actions-débetures, certificats et valeurs de toutes sortes émises ou garanties par un souverain, des gouvernements, commissaires, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autres, soit de ce pays ou d'ailleurs et prêter des deniers sur des biens personnels, les immeubles, propriétés immobilières, nantissements, hypothèques, et sur toutes telles valeurs;

(c) Souscrire toutes actions, participation ou intérêts dans tout syndicat, groupe ou association dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de la compagnie; fournir des fonds directement ou indirectement pour les fins de tout tel syndicat, groupe ou association, et en qualité de membre ou participant dans tel syndicat, groupe ou association, faire toute chose et exploiter toute industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui peut être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(d) Exercer toute industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(f) Prendre, faire, exécuter, conclure, commencer, exercer, poursuivre et défendre toutes démarches, contrats, conventions et projets et faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son bénéfice comme porteur ou intéressée dans toutes actions, parts, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs ou immeubles, propriétés immobilières, nantissements et hypothèques ou tous biens, droits, industrie ou entreprise; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, l'amalgamation ou fusion de toute sorte se rapportant à toute compagnie dont la présente compagnie pourra détenir les actions, parts, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seule ou de concert avec d'autres, toute propriété, droits, industrie ou entreprise dans lesquels la présente compagnie peut être intéressée comme porteur d'aucune telle action, part, débeture, action-débeture, bon, obligation ou autre valeur et promouvoir ou prendre part à la formation de toute compagnie ou corporation ou acquérir ces dites propriétés, droits, industries ou entreprises;

(g) Emettre des actions libérées, actions-débetures, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens, actions, parts, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et servitudes, qui peuvent être acquis par la compagnie, et avec l'approbation des actionnaires pour tous services rendus et travaux exécutés pour la compagnie et dans ou en vue du paiement ou de la satisfaction des dettes et engagements dus par la compagnie;

(h) Se fusionner, ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir toutes obliga-

stocks, scrip and securities of any kind issued or guaranteed by any sovereign, ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad and to lend money on personal property, real estate, immoveable property, mortgages and hypothecs and on any such securities;

(c) To subscribe for any share, participation, or interest in any syndicate, group or association having objects altogether or in part similar to the objects of the company; to contribute funds directly or indirectly for the purposes of any such syndicate, group or association, and, as a member or participant in any such syndicate, group or association, to do any thing or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(d) To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(f) To take, make, execute, enter into, commence, carry on, prosecute and defend all steps, contracts, agreements and schemes and to do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or real estate, immoveable property, mortgages and hypothecs or any property, rights, business or undertaking; to take part in any reorganization, reconstruction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the company may hold shares, stock, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purposes of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or corporation or to acquire such property, rights, business or undertakings;

(g) To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and easements which may be acquired by the company, and with the approval of the shareholders for any services rendered to and work done for the company and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(h) To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; to advance money to and to guarantee any obligations and contracts of or otherwise

tions et contrats ou autrement assister et aider de toute manière toute compagnie ou corporation dont les actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs sont détenus par la compagnie et faire tous actes ou choses pour la préservation et la protection, l'amélioration ou l'accroissement de la valeur de toutes telles actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

(i) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(j) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de ces dits gouvernements ou autorités les droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(k) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, débentures ou autres valeurs quelconques de la compagnie et son actif pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(l) Solliciter, promouvoir, et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou décret qui sembleront susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie; et opposer toutes procédures ou requête qui sembleront devoir être directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(m) Rémunérer toute autre compagnie, ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes les actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la constitution de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(n) Distribuer en nature entre les actionnaires de la compagnie, conformément à leurs droits respectifs ou par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à la présente compagnie dont la compagnie pourrait avoir le pouvoir d'aliéner; et la valeur des biens distribués de cette manière sera déterminée par des auditeurs nommés à l'assemblée annuelle des actionnaires précédant immédiatement la date de la dite distribution et dans le but de déterminer la dite valeur les auditeurs auront droit d'employer

assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities are held by the company and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement, or enhancement of the value of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities;

(i) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(j) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(k) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(l) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(m) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(n) To distribute in kind among the shareholders of the company according to their respective rights or by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in any other company belonging to the company of which the company may have power to dispose; and the value of the property so distributed shall be determined by the auditors appointed at the annual meeting of the shareholders next preceding the date of such distribution and for the purpose of determining such value the auditors shall be entitled to employ at the expense of the company

aux dépens de la compagnie les évaluateurs, ingénieurs ou autres experts qu'ils jugeront nécessaires ou convenables;

(o) Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou une partie quelconque des dépenses nécessaires à sa formation ou à son organisation ou que la compagnie jugera préliminaires;

(p) Etablir des agences et succursales;

(q) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(r) Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

(s) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et promouvoir une ou plusieurs compagnies pour telles fins;

(t) Faire toutes ou chacune des choses précitées en qualité de mandants, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seule ou de concert avec d'autres;

(u) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou peuvent conduire à la réalisation des objets et l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré qu'un directeur de la compagnie pourra être ou devenir membre et ou officier, et/ou actionnaire et/ou directeur de toute firme, association, syndicat ou compagnie avec lesquels cette compagnie a des relations d'affaires ou toute compagnie formée par cette compagnie ou dans laquelle la compagnie serait intéressée comme vendeuse, acheteuse ou actionnaire, ou de toute autre manière quelconque, ou pourra être ou devenir procureur ou conseil ou membre d'une firme agissant comme procureurs ou aviseurs pour la compagnie ou toute telle autre compagnie, et nul tel directeur ne sera tenu de rendre compte de tous bénéfices réalisés par lui comme membre, directeur, actionnaire ou officier d'aucune telle firme, association, syndicat ou compagnie, ou comme procureur ou conseil ou comme membre d'une firme agissant comme procureurs ou aviseurs de la compagnie ou de toute telle autre compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré que nul directeur ne sera disqualifié en vertu de sa charge de faire tous contrats, conventions ou affaires avec la compagnie, — ni aucuns tels contrats, conventions ou négociations avec la compagnie ne sera considéré comme non avenu, ni aucun directeur ne sera tenu de rendre compte à la compagnie pour tous bénéfices réalisés ou provenant de tous contrats, arrangements ou négociations avec la compagnie, par raison du fait que tel directeur était partie à ou intéressé dans ou a retiré des bénéfices d'aucuns tels contrats, conventions ou négociations et qu'il était en même temps un directeur de la compagnie, pourvu que tel directeur fasse connaître au bureau de direction, lors ou avant la date de la détermination de tels contrats, arrangements ou négociations, la nature de son intérêt, si intérêt il y a, ou dans tout autre cas, à la première opportunité après l'acquisition de son intérêt;

Nul directeur ne votera en rapport avec aucun contrat ou contrat projeté dans lequel il est ainsi intéressé tel que susdit et s'il vote, son vote ne sera pas compté, pourvu, cependant, que cette prohibition ne s'applique pas:

such valuers, engineers or other experts as they may deem advisable or necessary;

(o) To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof or which the company may consider to be preliminary;

(p) To establish agencies and branches;

(q) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(r) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(s) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to promote any company or companies for such purpose;

(t) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(u) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company;

And it is further ordained and declared that a director of the company may be or become a member and/or officer and/or shareholder and/or director of any firm, association, syndicate or company with which the company may have business relations or of any company promoted by this company or in which this company may be interested as vendor, purchaser or shareholder, or in any other way whatsoever, or may be or become solicitor or counsel or a member of a firm who are solicitors or counsel for the company or any such other company, and no such director shall be accountable for any benefits received by him as a member, director, shareholder or officer of any such firm, association, syndicate or company, or as solicitor or counsel or as a member of a firm who are solicitors or counsel for the company or any such other company;

And it is further ordained and declared that no director shall be disqualified by his office from entering into contracts, arrangements or dealings with the company, nor shall any contract, arrangement or dealing with the company be avoided, nor shall any director be liable to account to the company for any profits realized by or arising out of any contract, arrangement or dealing with the company by reason of such director being a party to or interested in or deriving profit from any such contract, arrangement or dealing and being at the same time a director of the company, provided that such director discloses to the board at or before the time when such contract, arrangement or dealing is determined upon, the nature of his interest therein, if his interest then exists, or in any other case at the earliest opportunity after the acquisition of his interest.

No director shall vote in respect of any contract or proposed contract in which he is so interested as aforesaid and if he does so vote his vote shall not be counted, provided, however, that this prohibition shall not apply:

(a) dans le cas d'aucun contrat fait par ou au nom de la compagnie pour donner aux directeurs ou aucun d'eux une garantie pour des avances faites ou au moyen d'indemnité;

(b) où il n'y a pas de quorum des directeurs en fonction qui ne sont pas intéressés de cette manière;

(c) dans le cas d'aucun contrat entre la compagnie et toute autre compagnie où l'intérêt du directeur de la compagnie dernière mentionnée consiste seulement en celui d'être directeur ou officier de telle compagnie dernière mentionnée et le porteur de pas plus que le nombre d'actions dans la dite compagnie dernière mentionnée pour le qualifier comme directeur.

Cette prohibition peut être en aucun temps et de temps à autre suspendue ou mise de côté en autant que besoin est par résolution des actionnaires à aucune assemblée générale annuelle ou spéciale. Un avis général donné aux directeurs à une assemblée dûment constituée du bureau de direction et entré dans les minutes de la dite assemblée à l'effet, qu'un directeur est membre et/ou officier et/ou actionnaire de toute firme, syndicat, association ou compagnie spécifiés et doit être considéré comme intéressé dans toute transaction avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie sera preuve suffisante en vertu de ce paragraphe, en ce qui concerne tel directeur et telle transaction et, après tel avis général, il ne sera pas nécessaire que le dit directeur donne un avis spécial de toute transaction particulière avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie.

Et il est de plus ordonné et déclaré que si la compagnie acquiert aucun commerce comme industrie en exploitation à une date antérieure ou postérieure à la date de la constitution en corporation de la compagnie, elle sera autorisée à traiter les gains de tel commerce entre la date de l'incorporation de la compagnie et la date à compter de laquelle tel commerce est acquis comme s'ils étaient des gains de cette compagnie et comme revenu à la place du capital et elle sera autorisée à payer et consentir le paiement de l'intérêt sur le prix d'achat de tout tel commerce et sur toutes débetures et/ou autres valeurs émises en rapport avec iceux à tel taux et à compter de telle date de l'incorporation de la compagnie de la manière que la compagnie pourra déterminer;

Et il est de plus ordonné et déclaré que tous et chacun des directeurs de la compagnie dans le temps et que chacun de leurs héritiers, exécuteurs et administrateurs, seront indemnisés et garantis indemnes, à même les biens et profits de la compagnie, de et contre toutes les actions, frais, charges, pertes, dommages et dépenses que tous ou aucun d'eux, leurs héritiers et aucun d'iceux, leurs exécuteurs ou leurs administrateurs encourront ou pourront encourir ou subir en raison de tout acte fait, concouru ou omis dans ou relativement à l'exécution de leurs devoirs, ou supposés devoirs, dans leurs fonctions ou charges respectives, excepté ceux (s'il y a lieu) qu'ils encourront ou subiront par leur acte, négligence ou défaut volontaire respectivement et aucun d'eux n'aura à répondre des actes, reçus, négligences ou défauts d'un ou plusieurs autres directeurs ou pour avoir été partie conjointe à tous reçus dans l'exercice de leurs fonctions ou pour tous banquiers ou autres personnes chez lesquels tous argents ou effets appartenant à la compagnie seront ou pourront être placés ou déposés en dépôt, ou pour tout défaut de titre de la compagnie de tous biens achetés, ou pour insuffisance ou manque ou défaut de titres de la compagnie de toute garantie

(a) in the case of any contract by or on behalf of the company to give to the directors or any of them security for advances or by way of indemnity;

(b) where there is no quorum of directors in office who are not so interested;

(c) in the case of any contract between the company and any other company where the interest of the director in such last mentioned company consists solely in his being a director or officer of such last mentioned company and the holder of not more than the number of shares in such last mentioned company requisite to qualify him as a director.

This prohibition may at any time and from time to time be suspended or relaxed to any extent by resolution of the shareholders at any annual or special general meeting. A general notice given to the directors at a duly constituted meeting of the board and entered in the minutes of such meeting to the effect that a director is a member and/or officer and/or shareholder in any specified firm, syndicate, association or company and is to be regarded as interested in all transactions with that firm or syndicate or association or company shall be sufficient disclosure under this paragraph as regards such director and the said transactions, and after such general notice it shall not be necessary for the said director to give special notice of any particular transaction with that firm or syndicate or association or company.

And it is further ordained and declared that if the company acquires any business as a going concern as of a date prior or subsequent to the date of the company's incorporation, it shall be entitled to treat the earnings of such business between the date of the company's incorporation and the date as of which such business is acquired as though they were earnings of this company and as revenue instead of capital and shall be entitled to pay and agree to pay interest on the purchase price of any such business and on any debentures and/or other securities issued in connection therewith at such rate and from such date or dates, whether prior or subsequent to the date of the company's incorporation, as the company may determine;

And it is further ordained and declared that the directors for the time being of the company and every of them and every of their heirs, executors and administrators, shall be indemnified and secured harmless out of the assets and profits of the company from and against all actions, costs, charges, losses, damages and expenses which they, or any of them, their and any of their heirs, executors or administrators shall or may incur or sustain by or by reason of any act done, concurred in or omitted in or about the execution of their duty, or supposed duty, in their respective offices or trusts, except such (if any) as they shall incur or sustain by or through their own wilful act, neglect or default respectively, and none of them shall be answerable for the acts, receipts, neglects or defaults of the other or others of them or for joining in any receipt for the sake of conformity or for any bankers or other persons with whom any moneys of effects belonging to the company shall or may be lodged or deposited for the safe custody, or for any defect of title of the company to any property purchased or for insufficiency or deficiency of or defect of title of the company to any security upon which any moneys of or belonging to the

sur laquelle tous argents appartenant à la compagnie seront placés ou investis, ou pour toute perte, infortune ou dommages résultant de toute telle cause telle que susdit, ou qui peuvent arriver dans l'exécution de leurs fonctions ou devoirs respectifs, ou y relatifs, excepté si la chose arrivait par leur négligence ou défaut volontaire respectivement.

Et il est de plus ordonné et déclaré que si autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos:

(a) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des débiteures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

(c) Nonobstant les dispositions du Code Civil, hypothéquer nantir ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, en garantie de toutes telles débiteures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné ci-dessus par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines Corporations (Chap. 227), ou de toute autre manière;

(d) Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter les propriétés mobilières ou donner toute telle garantie pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débiteures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrats ou obligations de la compagnie.

Les limitations et restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Baril Investments Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5599

Sous-secrétaire de la Province.

company shall be placed out or invested, or for any loss, misfortune or damage resulting from any such cause as aforesaid, or which may happen in the execution of their respective offices or trust, or in relations thereto, except the same shall happen by or through their own wilful neglect or default respectively.

And it is further ordained and declared that if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

(a) borrow money upon the credit of the company;

(b) issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with section 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227), or in any other manner;

(d) hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debts, contracts, or obligations of the company.

The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Baril Investments Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5600-o

Under Secretary of the Province.

"J. E. Ker & Co., Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour d'octobre, 1938, constituant en corporation: Harry Cohen, avocat, Eileen Gibbons, et Margaret McMartin, filles majeures, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands de fruits, légumes, épicerie et produits de la ferme, courtiers, commissaires-priseurs, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission et commerçants généraux en gros et en détail;

Importer, exporter, produire, acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en boîte, en conserve,

"J. E. Ker & Co., Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1938, incorporating: Harry Cohen, advocate, Eileen Gibbons, and Margaret McMartin, spinters, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of retail fruit, vegetable, grocery and produce merchants, brokers, auctioneers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents, and general traders; as well as wholesale;

To import, export, produce, sell, buy, manufacture and deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables, grains,

marinés et séchés, grains, provisions, viandes, poissons, volailles et gibiers, et les extraits, sirops, confitures, marmalades, essences, sauces, condiments, gelées, cidre, vinaigre, fruits séchés, les produits des champs, de la ferme et des forêts;

Acheter ou autrement acquérir et se charger comme entreprise en exploitation du commerce de toute personne, firme ou corporation, semblable ou en partie semblable au commerce exercé par cette compagnie et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel du dit commerce ou le payer autrement, et assumer les engagements et se charger de l'exécution des obligations de cette dite firme, personne ou corporation, et particulièrement se charger comme entreprise en exploitation de toutes les opérations, biens, nom de commerce, clientèle de "J. E. Ker & Co., et les payer en actions du capital ou autrement;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement toutes propriétés mobilières et immobilières, réelles et personnelles, que la compagnie croira nécessaires pour les fins de ses opérations, ou une partie quelconque d'icelles, soit directement ou comme un placement de ses surplus de fonds, et les vendre, les louer, les échanger, les nautir et les hypothéquer;

Placer les deniers disponibles de la compagnie dans les placements qui seront de temps à autre déterminés;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, aussi prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne, firme ou compagnie ou toute autre personne ou personnes avec lesquelles cette compa-

provisions, meats, fish fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits and products of the field, farm and forest;

To purchase or otherwise acquire and take over as a going concern the business of any person, firm or corporation similar in whole or in part to the business carried on by this company and to issue fully paid up shares in whole or in part in payment thereof, or otherwise, and to assume the liabilities and undertake to carry out the obligations of such firm, person or corporation, and particularly to take over as a going concern all the business, assets, trade name, good will, of the J. E. Ker & Co., and to pay for same in shares of stock or otherwise;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise all property, moveable and immoveable, real and personal, that the company may deem necessary for the purpose of its undertakings, or any part thereof, either directly or as an investment of its surplus funds, and to sell, lease, exchange, pledge and hypothecate the same;

To invest the moneys of the company not immediately required in such investments as may from time to time be determined;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on and engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company or any other person or persons with whom this company may have business relations, and to take or otherwise

gnie pourrait avoir des relations d'affaires, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle personne, firme ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières ou autres droits, baux, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi avec l'approbation des actionnaires en paiement de services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement et émettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner ou faire le commerce de tous ou de l'un quelconque des biens, propriétés, droits ou entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie; et détenir les actions du capital des autres compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter tous billets promissaires, lettres de change ou autres effets négociables ou transférables;

Etablir des succursales;

Se joindre ou se fusionner avec toutes autres personnes ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, ou autrement acquérir et vendre, échanger, nautir, louer, gager, grever, faire valoir, aliéner et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles et les droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité de ce qui précède plus particulièrement les brevets, permis, concessions, baux, options, contrats, obligations, exploitations et entreprises commerciales de toute description;

Faire toutes les autres choses comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec un ou plusieurs autres;

Généralement faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "J. E. Ker & Co., Limited", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de la valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre, 1938.

JEAN BRUCHESI,
5601 Sous-secrétaire de la Province.

acquire shares and securities of any such person, firm or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment, either in whole or in part of any property, real or personal, corporeal or incorporeal, moveable or immoveable, or other rights, leases, business, franchise, undertaking power, privilege, license, or concession which this company may lawfully acquire, and also with the approval of the shareholders in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of or deal with any or all of the assets, property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company; and to hold shares of stock in other companies;

To draw, make, accept, endorse, discount any promissory notes, bills of exchange, or other negotiable or transferable instruments;

To establish branches;

To consolidate or amalgamate with any other person having objects similar in whole or in part to those of this company;

To purchase, or otherwise acquire and to sell, exchange, pledge, lease, mortgage, charge, turn to account, dispose of and deal with property real and personal and rights and interests of all kinds, moveable and immoveable, corporeal and incorporeal, and without altering the generality of the foregoing more particularly with patents, licenses, concessions, leases, options, contracts, obligations, business concerns and undertakings of every description;

To do all of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with another or others;

To generally do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "J. E. Ker & Co., Limited", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety-nine (199) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of October, 1938.

JEAN BRUCHESI,
5602-0 Under Secretary of the Province.

"J. L. Taylor & Sons, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

"J. L. Taylor & Sons, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day

du neuvième jour de novembre, 1938, constituant en corporation: Alec Phelps Grigg, avocat, de la cité de Montréal, Charles Anderson Taylor, et John Ernest Taylor, tous deux marchands, et Dorothy Lillian Taylor, fille majeure, commis, de la cité de St-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et autrement faire le commerce d'étoffes tissées, étoffes à la verge, merceries pour hommes, vêtements, hardes pour dames et enfants, bottines et souliers, articles en cuir, malles, valises de voyage, ameublement de maison et fournitures, papeterie, quincaillerie, porcelaine et verrerie, nouveautés et bimbeloteries, et exercer les opérations d'un magasin à rayons et de nouveautés;

(b) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(c) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(d) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés mobilières et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations;

(e) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(f) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(g) Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(h) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(i) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître le commerce de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur et par la publication de livres et revues périodiques;

(j) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(k) Recevoir des clients actuels ou futurs des dépôts d'argent pour être portés aux comptes de ces dites personnes en vue d'achats futurs et payer les intérêts sur ces dépôts à tel taux et moyennant telles conditions qui seront jugés convenables;

(l) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour

of November, 1938, incorporating: Alec Phelps Grigg, advocate, of the city of Montreal, Charles Anderson Taylor, and John Ernest Taylor, both merchants, and Dorothy Lillian Taylor, spinster, clerk, of the city of St. Lambert, all of the district of Montreal, for the following purposes:

(a) To buy, sell, import, export, manufacture and otherwise deal in textile fabrics, piece goods, mens' furnishings, clothing, ladies' and children's wear, boots and shoes, leather goods, trunks, travelling cases, household furniture and furnishings, stationery, hardware, china and glassware, novelties and toys, and to operate a general dry goods and departmental store business;

(b) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights;

(c) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(d) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(e) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(f) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(g) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(h) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(i) To adopt such means of making known the business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, and by publication of books or periodicals;

(j) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(k) To receive from customers or intended customers deposits of money to be applied to the accounts of such persons in view of future purchases and to pay interest on such deposits at such rate and on such conditions as may be considered advisable;

(l) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such considera-

la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(m) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

(n) Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "J. L. Taylor & Sons, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de St-Lambert, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de novembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5603

Sous-secrétaire de la Province.

tion as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(m) To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

(n) To carry out all or any of the objects of the company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "J. L. Taylor & Sons, Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of St. Lambert, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5604-o

Under Secretary of the Province.

"Lyric Sweets Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1938, constituant en corporation: George Agelakos, confiseur, Anthony Kufta, et Alexander Michael Kufta, commis, tous de la cité de Verdun, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Posséder et exploiter des restaurants et établissements dont le but est de vendre et servir des aliments, denrées alimentaires et breuvages (excepté ceux qui ne sont pas permis par la loi) et posséder et exploiter des magasins pour la vente de bonbons, confiseries, crème glacée, cigares, cigarettes, tabacs et produits semblables;

2. Maintenir et exploiter des usines, cuisines, entrepôts et établissements semblables nécessaires ou utiles à la préparation ou à la fabrication d'aliments, denrées alimentaires et confiseries requies pour son commerce;

3. Louer, acheter, ouvrir et exploiter des magasins, boutiques ou tous biens immobiliers, comptoirs dans des magasins à rayons, espaces, et toutes les places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

4. Négocier, vendre, louer, échanger ou autrement acquérir ou disposer de toutes marchandises, effets et objets se rapportant au commerce de la compagnie;

5. Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération les actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

6. Fournir et pourvoir des repas aux résidences, appartements, maisons de pension, clubs, bureaux, usines et boutiques, et généralement exercer dans toutes ses spécialités le commerce de pourvoyeurs;

7. Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie des biens immeubles, lots à bâtir, vergers et potagers, et les entretenir et les exploiter, n'importe où ils semblent susceptibles d'être exploités, possédés et entretenus de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à

"Lyric Sweets Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1938, incorporating: George Agelakos, confectioner, Anthony Kufta, and Alexander Michael Kufta, clerks, all of the city of Verdun, district of Montreal, for the following purposes:

1. To own and operate restaurants and establishments devoted to the sale and serving of food, foodstuffs and beverages (except such as are prohibited by law) and to own and operate stores devoted to the sale of candy, confectionery, ice cream, cigars, cigarettes, tobaccos and allied products;

2. To maintain and operate factories, kitchens, warehouses and similar establishments necessary or incidental to the preparation or the manufacture of the foods, foodstuffs and confections required for use in its business;

3. To lease, buy, open and operate stores, shops, or any immoveable property, counters in departmental stores, booths, and all the places of business where the business of the company may be carried on;

4. To deal in, sell, lease, exchange or otherwise acquire or dispose of any merchandise, goods and wares, connected with the business of the company;

5. To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

6. To cater and supply with meals dwelling houses, apartments, boarding houses, clubs, offices, factories and shops, and generally to carry on in all its branches the business of catering;

7. To purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part real estate, building lots, fruit and vegetable gardens and to maintain and operate same, wherever they seem capable of being operated, possessed and maintained so as to directly or indirectly benefit the company;

8. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business

accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

9. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer entièrement ou partiellement en actions acquittées de la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires pour les fins de ses opérations et particulièrement tout fonds de commerce, machinerie et matériel;

11. Payer toutes propriétés, mobilières ou immobilières, droits, privilèges, commerce ou franchises que la compagnie peut acquérir, avec des actions entièrement acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

12. Conclure des conventions ou arrangements au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les concessions réciproques ou la coopération avec toute personne, compagnie ou association, formée ou qui sera formée, exerçant ou sur le point d'exercer une industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie ou transaction nécessaire ou incidente à l'exécution des objets de cette compagnie;

13. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions, et choses semblables, conférant aucun droit d'utiliser aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

14. Fusionner la compagnie, partager les profits ou s'unir avec toute personne, ou compagnie exerçant un commerce semblable ou similaire à celui que cette compagnie a le droit d'exercer, moyennant les conditions que cette compagnie pourra déterminer;

15. Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

16. Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir et détenir et vendre et disposer des actions, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre des droits, hypothèques, privilèges ou nantissements dans et d'autres compagnies ou individus et en disposer;

17. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs et de la manière déterminées de temps à autre;

18. Vendre, échanger, louer, nantir, gager, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer d'aucun et tous biens, mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, et les droits en aucun temps possédés par la compagnie ou dont elle a la jouissance moyennant telle compensation et suivant tels termes et conditions que la compagnie croira convenables;

19. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de

or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay for the same wholly or partly with paid-up shares of the present company;

10. To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary for the purpose of its business and in particular any stock-in-trade, machinery and plant;

11. To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may acquire, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

12. To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association formed or to be formed carrying on or about to carry on any business which the company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company;

13. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any right to use all secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

14. To amalgamate, share profits, or unite with any person or company carrying on any business the same or similar to that which this company is authorized to carry on, upon such terms as this company may decide;

15. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

16. To purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire and hold and to sell and dispose of shares, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights, hypothecs, privileges or pledges in and from other companies or individuals;

17. To invest and deal with the money of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

18. To sell, exchange, lease, pledge, mortgage, hypothecate, alienate or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, of the company, and the rights at any time owned or enjoyed by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company sees fit;

19. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

20. Garantir et donner en garantie et se porter garant du paiement des billets à ordre, lettres de change et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

21. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

22. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, soit par l'émission d'obligations, débentures, notes, traites ou de toute autre manière ou des banques, institutions financières, courtiers privés ou de n'importe quel autre endroit;

23. Faire toutes telles choses qui semblent devoir être directement ou indirectement incidentes ou avantageuses ou convenables ou nécessaires à la réalisation des fins ou des objets de la compagnie ou à aucun d'eux ou qui sembleront nécessaires au développement ou bien-être de la compagnie, sous le nom de "Lyric Sweets Incorporated", avec un capital-total de huit mille dollars (\$8,000.00), divisé en quatre-vingts (80) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Verdun, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5605

Sous-secrétaire de la Province.

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

20. To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of the promissory notes, bills of exchange and other obligations of any other corporation, firm or individual;

21. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

22. To borrow money on the credit of the company either by the issue of bonds, debentures, notes, drafts or in any other manner or with banks, financial institutions, private brokers or any other place;

23. To do all such things as may seem directly or indirectly to be incidental to or conducive to or convenient or proper for the accomplishment of the purposes or the attainment of the objects of the company or any of them or expedient for the development or benefits of the company, under the name of "Lyric Sweets Incorporated", with a total capital stock of eight thousand dollars (\$8,000.00), divided into eighty (80) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Verdun, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5606-0

Under Secretary of the Province.

"Mutual Automotive Repairs Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre, 1938, constituant en corporation: Henry Juhl Fisker, gérant, de la cité de Montréal, Philip Josephus Kathan, agent d'assurance, et Nap Tanguay, machiniste, tous deux de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de réparation d'automobile de toutes sortes, et acheter, vendre soit en gros ou en détail, ou les deux en même temps, manufacturer, importer, exporter des automobiles de toutes sortes;

2. Manufacturer, acheter, vendre, louer, donner à bail, exploiter ou autrement faire le commerce et le négoce d'effets, articles et marchandises nécessaires ou convenables à l'opération, la réparation ou l'aménagement des automobiles, motocyclettes ou véhicules-moteurs de chacune et de toutes sortes, fabrications et descriptions, des moteurs, engins, voitures et moyens de transport de toutes sortes;

3. Acheter, vendre, réparer, aménager et faire le commerce d'appareils, machineries, matériels et articles de toutes sortes qui seront susceptibles d'être utilisés pour les fins de toutes opérations sus-énumérées ou qui pourraient être requis par les clients de tout tel commerce;

4. Louer, donner à bail ou arrenter des automobiles pour toutes fins légales quelconques;

5. Faire toutes les choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

6. Demander, acheter ou autrement acquérir, détenir, aliéner, louer et exploiter tous brevets, permis, concessions, procédés de fabrication, dispositifs ou privilèges conférant aucun droit ex-

"Mutual Automotive Repairs Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1938, incorporating: Henry Juhl Fisker, manager, of the city of Montreal, Philip Josephus Kathan, insurance agent, and Nap Tanguay, machinist, both of the city of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of automobile repairs of every kind and to buy, sell, either wholesale or retail, or both at same time manufacture, import, export automobiles of every kind;

2. To manufacture, buy, sell, lease, let, operate, or otherwise deal in and deal with goods wares and merchandise necessary or incidental to the operation, repair or equipment of automobiles, motor cycles or motor vehicles of any and all kinds, manufactures and descriptions, motors, engines, carriages and conveyances of all kinds;

3. To buy, sell, repair, alter and deal in apparatus machinery materials and articles of all kinds which shall be capable of being used for the purposes of any business herein mentioned or likely to be required by customers of any such business;

4. To lease, let or hire automobiles for any legal purposes whatever;

5. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

6. To apply for, purchase or otherwise acquire, hold, alienate, lease and operate any patents, licenses, concessions, manufacturing processes, devices or privileges conferring any exclusive or

clusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie;

7. Faire des contrats pour garder, réparer, graisser et huiler les automobiles, voitures, machines et engins de toutes sortes;

8. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

9. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

10. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires;

11. Créer et émettre des actions entièrement libérées, parts ou obligations de la compagnie, soit souscrites ou non, et répartir et livrer les dites actions, parts ou obligations en paiement de propriétés, réelles ou personnelles, brevets, ou autres droits, commerces ou clientèle d'icelles; usines ou matériels de toutes sortes acquis par la compagnie;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériels, fonds de commerce;

13. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie, exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

14. Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissances, mandats et autres effets négociables ou transférables;

15. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

16. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

17. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

18. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la ma-

non-exclusive or limited rights to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company;

7. To make contracts for the keeping in, repairs, greasing and oiling of automobiles, cars, machines and engines of all kinds;

8. To enter into any arrangement or sharing of profits, union of interest, co-operations, joint venture, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in, or any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to make or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

9. To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conclusive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

10. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars;

11. To make and issue fully paid up stock, shares or bonds of the company, whether subscribed for or not, and allot and hand over such stock, shares or bonds in payment for property, real or personal, patent or other rights, business or goodwill thereof; plant or materials of any kinds acquired by the company;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

13. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

14. To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

15. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

17. To hypothecate, pledge or otherwise effect the moveable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debts, contract, or obligations of the company;

18. To invest and deal with the money of the company not immediately required on such

nière qui seront de temps à autre déterminées, sous le nom de "Mutual Automotive Repairs Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5607 Sous-secrétaire de la Province.

securities and in such manner as may from time to time be determined, under the name of "Mutual Automotive Repairs Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5608-o Under Secretary of the Province.

"Nordike Mining Syndicate Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre, 1938, constituant en corporation: Joseph James Harold, John William Long, et George Beverly Puddicombe, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. (a) Acquérir, posséder, louer, aliéner, faire des recherches, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, entretenir et administrer des mines et terrains et dépôts miniers, et fouiller, charrier, broyer, laver, fondre, essayer, analyser, réduire, amalgamer, affiner, pomper, aliéner et autrement traiter les minerais, métaux et minéraux appartenant à la compagnie ou non, et les rendre profitables et les vendre ou autrement en disposer en tout ou en partie ou tout intérêt en eux;

1. (b) Exercer le commerce de bailleurs de fonds, courtiers et agents et entreprendre, exercer et exécuter toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles et autres;

2. Prendre, acquérir et détenir en considération du minéral, des métaux ou minéraux vendus ou autrement disposés ou pour tout travail fait par contrat ou autrement, les actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de la compagnie constituée en corporation par les présentes, et les vendre ou autrement en disposer;

3. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction qui semblera susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propres propriétés ou sur celles qui sont sous son contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, barrages, biefs, canaux, forces hydrauliques, pouvoirs électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et magasins nécessaires ou utiles à ses opérations;

5. Procurer à toute compagnie ou corporation et leur transporter et céder ou leur faire transporter et céder toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, droits, privilèges, pouvoirs, contrats, concessions et franchises que telle compagnie ou corporation peut être autorisée ou peut avoir le pouvoir de posséder ou d'acquérir;

6. Recevoir des deniers en dépôt à intérêt ou autrement, et faire des avances et prêts de deniers et des biens de toutes sortes moyennant les

"Nordike Mining Syndicate Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1938, incorporating: Joseph James Harold, John William Long, and George Beverly Puddicombe, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

1. (a) To acquire, own, lease, alienate, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage mines and mineral lands and deposits and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, amalgamate, refine, pipe, convey and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable and to sell or otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein;

1. (b) To carry on as investors, brokers and agents and to undertake, carry on and execute all kinds of financial, commercial, trading and other operations;

2. To take, acquire and hold as consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise dispose of or for work done by contract or otherwise, shares, debentures or other securities of or in any other company having objects, in whole or in part, to those of the company hereby incorporated and to sell and otherwise dispose of the same;

3. To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To procure for any company or corporation and to convey and assign or cause to be conveyed and assigned thereto any properties, real or personal, moveable or immoveable, rights, privileges, powers, contracts, concessions and franchises which such company or corporation may be authorized or empowered to take or acquire;

6. To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be

termes qui seront conclus; prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents;

7. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement négocier des biens immeubles et propriétés immobilières et négocier l'achat, la vente, l'échange ou la location de biens immeubles et propriétés immobilières, et généralement exercer les opérations d'agents en immeuble dans toutes leurs spécialités, et en ce faisant acheter et vendre autant en son propre nom qu'en celui d'autres personnes ou compagnies;

8. Acheter, vendre, échanger, nantir ou autrement disposer ou négocier soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou par de garantie collatérale ou autrement les gages et/ou hypothèques sur propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières;

9. Employer des experts pour faire des enquêtes et examens relatifs à la condition, perspectives, valeur, caractère et circonstances de toute industrie en exploitation et entreprises et généralement de tous biens, propriétés ou droits;

10. Exercer tout autre commerce que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou qui semblera susceptible d'augmenter directement la valeur ou rendre profitable aucun des biens, droits ou profits de la compagnie;

11. Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, biens et obligations ou actif de tout individu, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenables aux fins de la compagnie, et émettre des actions acquittées ou obligations, ou les deux, en paiement de leur prix d'achat;

12. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, pouvoir, autorité, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et dépenses nécessaires;

13. Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

14. Distribuer, en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de tous ou d'une partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

15. Louer, vendre ou autrement disposer du commerce, propriétés ou entreprise de la compagnie ou aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie croira convenable, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

arranged; to take part in the management supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants, or other experts or agents;

7. To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches and in so doing to buy and sell as well on its own behalf as on behalf of others;

8. To buy, sell, exchange, pledge or otherwise dispose of or deal in either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise mortgages and/or hypothecs on property real or personal, moveable or immoveable;

9. To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

10. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights, or profits;

11. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

12. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

13. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

14. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

15. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities, of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

16. Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation et la constitution en corporation de la compagnie;

17. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre les obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre moyennant tels montants et à tels prix qui seront jugés convenables;

18. Hypothéquer, gager, céder, transférer ou nantir toutes propriétés mobilières ou immobilières, appartenant à la compagnie dans le but de garantir toutes obligations, débentures, actions, débentures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre ou tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie;

19. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

20. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

21. Sans limiter la généralité des pouvoirs précédents, faire tous les actes et choses qui seront jugés nécessaires et utiles en rapport avec les objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation; et les pouvoirs de chacun des paragraphes précédents des présentes ne sont pas restreints en aucune manière par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, et avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eut été nécessaire pour obliger la compagnie dans tel contrat ou transaction, pourvu, toutefois, que dans tout tel cas, le fait de tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu de tel contrat ou transaction;

Nul directeur ou directeurs ayant déclaré tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de "Nordike Mining Syndicate Limited", avec un capital total de trente-cinq mille dollars (\$35,000.00), divisé en trente-cinq mille (35,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

16. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company;

17. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

18. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other security which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

19. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

20. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

21. Without limiting the generality of the foregoing powers to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated; and the powers in each of the foregoing paragraphs hereof are not in any way restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, and with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors has or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

No director or directors having disclosed such adverse interest shall be liable to the company or any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction or shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereof, under the name of "Nordike Mining Syndicate Limited", with a total capital stock of thirty-five thousand dollars (\$35,000.00), divided into thirty-five thousand (35,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

"Regent Billiard & Social Club Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1938, constituant en corporation: John Max, marchand, Morris Gold, manufacturier, et Aaron Shulkin, imprimeur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps;

2. Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie et leurs amis, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages et commodités d'un club;

3. Exploiter des boutiques pour cirage de chaussures, boutiques de barbiers, des salles de billards, de pool et de quilles, dépôts de journaux, des magasins de cigarettes, cigares, tabac et bonbons, salle de danse, jeu de tennis, jeu de palet;

4. Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce de restaurateur, y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles, et autres breuvages, et obtenir à ces fins une licence de club, ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise;

5. Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toutes façons; hypothéquer les immeubles de la compagnie, et donner en gage ou nantissement les biens-meubles de ladite compagnie;

6. Acheter, louer, détenir ou acquérir les biens ou les actions, bons et débetures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie, et en disposer comme bon semblera à la compagnie;

7. Souscrire, accepter, endosser et négocier tous les chèques, billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables;

8. Contracter des emprunts et en assumer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèques sur tous ou partie des immeubles de la compagnie;

9. Emettre des actions libérées, des obligations ou débetures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations;

10. Accepter, faire et édicter des règlements, ordonnances ou règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la Province de Québec, pour l'administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie ses règlements, règles ou ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable;

"Regent Billiard & Social Club Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1938, incorporating: John Max, merchant, Morris Gold, manufacturer, and Aaron Shulkin, printer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To procure for its members means of recreation and instruction for the mind and relaxation for the body;

2. To found, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company and their friends, procure a club house and generally give members all the privileges, advantages and comforts of a club;

3. To operate shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms and bowling alleys, newspaper depots, cigarette, cigar and tobacco and candy stores, dancing halls, tennis and quoits games;

4. To carry on in general and in all its branches the business of restaurant-keeper, including the sale of beer, wine and other alcoholic drinks, the sale of which is now or may be in the future permitted by the laws of the Province of Quebec, and also aerolia, mineral, artificial waters and other beverages, and obtain for such purposes a club license or any other license that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking;

5. To acquire, receive, own, lease, exchange and alienate the moveable and immoveable property necessary and required for the attainment of the effects of the company and to dispose of the said property in any manner; to hypothecate the immoveables of the company and to mortgage or pledge the moveable property of the said company;

6. To purchase, lease, hold or acquire the property or shares, bonds and debentures of any corporation carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit;

7. To underwrite, accept, endorse and negotiate any cheques, promissory notes, bills of exchange or other negotiable instruments;

8. To contract loans and assure the re-payment thereof in the manner determined by the directors of the company and in particular by the issue of bonds and debentures bearing a hypothec on all or any of the immoveables of the company;

9. To issue paid up shares, bonds or debentures in full or part payment for the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire, and also in payment for services rendered whether in connection with the formation of the company, or in the course of the operations;

10. To adopt, make, and enact by-laws, rules and regulations not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, and for the general administration and government of the business and operations of the corporation and its members, provided that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change in whole or in part said by-laws, rules and regulations, as the corporation may deem fit;

11. Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations, pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoirs d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges;

12. Faire tous actes, exercer tous pouvoirs ou opérations se rapportant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation;

13. Faire aucune ou toutes les choses susdites mais ne jamais permettre des jeux de hasard ou autres jeux illégaux, et particulièrement ne jamais permettre des jeux d'argent, jeux de hasard ou jeux mixtes de hasard et d'habileté, sous le nom de "Regent Billiard & Social Club Ltd", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera situé au No 276, avenue Laurier Ouest, cité et district de Montréal, Province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5611

Sous-secrétaire de la Province.

11. To derive a revenue by means of admission fees, annual dues, other contributions and assessments for accommodation and supplies, the case of, any property of the club, with power to establish different categories of members and determine their privileges;

12. To do any acts, exercise any powers of business connected with the purposes for which the company was incorporated;

13. To do any and all of the above things but never to engage in any form of gambling or other illegitimate pursuits and particularly not to engage in any gambling games, games of chance, or games of skill and chance mixed, under the name of "Regent Billiard & Social Club Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at 276 Laurier Avenue West, city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5612-o

Under Secretary of the Province.

"Robinson-Edgar Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-et-unième jour d'octobre 1938, constituant en corporation: Lucien Labelle, avocat, Joseph H. Demers, agent d'assurance, Estelle M. Fink, fille majeure, greffier de la ville, et Eugénie Rioux, fille majeure, sténographe, tous de Noranda, Qué., dans les buts suivants:

a) Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transférer ou autrement aliéner, placer, négocier et faire le commerce et le négoce d'automobiles, véhicules-moteurs, camions, tracteurs, machines volantes, bateaux, machines agricoles et autres voitures et leurs pièces, et exercer l'industrie, l'occupation et l'emploi de manufacturiers, réparateurs et marchands d'automobiles, véhicules moteurs, camions, tracteurs et autres véhicules et leurs pièces et tous et chacun des articles se rapportant à leur fabrication, leur réparation, leur vente et leur disposition;

b) Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes de moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces, et toutes sortes de machineries, dispositifs, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et accessoires soit incidents à la construction des automobiles ou véhicules ou autrement, le caoutchouc, les articles et effets de toutes sortes dont le caoutchouc est une partie constituante avec ensemble les différents matériels qui entrent dans la fabrication des dits articles et effets, ainsi que des appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour l'économie du combustible et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec iceux, pour la fabrication, l'entretien et la mise en opération d'iceux respectivement;

c) Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, transporteurs, marchands, employeurs et distributeurs du pétrole et des produits du pétrole et les sous-produits de toute sorte et description;

"Robinson-Edgar Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1938, incorporating: Lucien Labelle, barrister, Joseph H. Demers, insurance agent, Estelle M. Fink, spinster, town clerk, and Eugénie Rioux, spinster, stenographer, all of Noranda, Que., for the following purposes:

a) To purchase or otherwise acquire, hold, own, sell, assign, transfer, otherwise dispose of, invest, trade and deal in and with automobiles, motor cars, trucks, tractors, flying machines, boats, farm machinery and other vehicles and parts thereof, and to carry on the business, occupation and employment of manufacturers and repairers of and dealers in automobiles, motor cars, trucks, tractors and other vehicles and parts thereof and of all and any articles connected with the manufacture and repair thereof and the sale and disposition thereof;

b) To manufacture, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of motors, engines, machines, carburetors, accessory parts and all kinds of machinery, implements, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances whether incidental to the construction of motor cars or vehicles or otherwise, rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a component part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods and also fuel saving mechanical electrical apparatus and devices and all things capable of being used therewith for the manufacture, maintenance and working thereof respectively;

c) To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, appliers and distributors of petroleum and petroleum products and by-products of every kind and description;

d) Réparer, reconstruire et autrement faire le commerce d'automobiles, moteurs et autres véhicules et accessoires s'y rapportant;

e) Garder, entretenir, exploiter et administrer des garages, entrepôts, hangars, magasins et autres endroits semblables pour garder, nettoyer, réparer et prendre soin généralement des automobiles, moteurs et autres voitures de toutes et de chaque sorte, description et classe et tous leurs accessoires, et arrenter, louer et faire le louage des automobiles, camions et véhicules-moteurs de toutes sortes, moyennant les termes et conditions qui seront jugés convenables;

f) Acheter, vendre et faire le commerce ou le négoce, soit en gros ou en détail, d'huiles, graisses, gazoline, benzine, pétrole et leurs dérivés et toutes sortes de produits pétroliers et leurs sous-produits, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, entretenir, administrer et exploiter des postes de gasoline, d'huile et pétrole, hangars, magasins, entrepôts et autres endroits pour garder, nettoyer, réparer et prendre soin en général des automobiles, moteurs et autres voitures de toute nature et description et tous leurs accessoires de chacune et de toute sorte et description;

g) Conclure des conventions avec tout gouvernement ou toute autorité suprême, municipale, locale ou autre, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets et obtenir du dit gouvernement ou de la dite autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

h) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière légale que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps à autre;

i) Demander, acheter ou autrement acquérir ou contrôler tous baux, octrois, permis, concessions, marques de commerce, noms de commerce, droits d'auteur, brevets et choses de même nature conférant aucun droit extensif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention ou procédé qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter à la compagnie; aussi utiliser, exercer, travailler, développer, vendre ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements acquis de cette manière;

j) Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, droits de propriété, baux, permis, concessions, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges ou pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie que cette compagnie peut légalement acquérir;

k) Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement de services rendus à la compagnie;

l) Payer toutes les dépenses incidentes ou connexes à la formation de la compagnie et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes actions du capital de la compagnie, ou au sujet

d) To repair, re-construct and otherwise deal with automobiles, motor and other vehicles and appliances in connection therewith;

e) To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor and other vehicles of all and every kind, description and class and of all the accessories thereof, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, upon such terms and conditions as may be considered advisable;

f) To buy, sell and deal in or with, whether by wholesale or retail, oils, grease, gasoline, benzine, petroleum and its derivatives and all kinds of petroleum products, by-products and to purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate gasoline, oil and petroleum stations, store-houses, store-rooms, warehouses and other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor and other vehicles of every kind and description and of all accessories thereof and thereto of any and every kind and description;

g) To enter into any arrangement with any government or authority, supreme, municipal, local or otherwise, which may seem conducive of the company's objects or any of them and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

h) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such lawful manner as the directors of the company may from time to time determine;

i) To apply for, purchase or otherwise acquire or control any leases, grants, licenses, concessions, trademarks, trade names, copyrights, patents, and the like, conferring any extensive or limited right to use, or any secret or any other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company; and to use, exercise, work, develop, sell or grant license in respect of or otherwise turn to account the property, rights, interest or information so acquired;

j) To issue fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment either in whole or in part for any property real or personal, moveable or immoveable, property rights, lease, license, concession, business, franchise, undertaking, power, privilege or for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company which this company may lawfully acquire;

k) To issue fully paid shares, bonds, debentures, or other securities of the company in payment for services rendered to the company;

l) To pay all expenses of or incidental to the formation of the company and remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital, or about the formation of the

de la formation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

m) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la co-opération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec tout individu, firme, société, compagnie ou corporation exerçant ou exploitant une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite, dans l'opinion des directeurs de cette compagnie, de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie ou corporation, et les vendre, les détenir ou les revendre, avec ou sans garantie du capital ou des intérêts, ou les négocier ou autrement en disposer;

n) Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce, des propriétés, biens, droits ou intérêts, et l'entreprise entière de cette compagnie, conformément à la Loi, pour la considération que les directeurs de cette compagnie croiront convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

o) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des fins ou objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

p) Faire autoriser, enregistrer ou autrement reconnaître la compagnie pour exercer le commerce dans tout pays étranger et désigner les personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes choses conformément à la Loi du dit pays étranger et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

q) Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter tous billets promissaires, lettres de change, connaissements, récépissés d'entrepôt, mandats, obligations, débetures et autres effets négociables ou transférables;

r) Prêter des deniers et faire des avances de deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou personne;

s) Avoir l'exercice et la jouissance de tous les droits et privilèges, et faire tous les autres actes et choses qui sont incidents ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou l'un quelconque des dits objets, sous le nom de "Robinson-Edgar Limited".

La capitalisation de la compagnie est quarante mille dollars (\$40,000.00) divisé en cinquante (50) actions privilégiées, sans droit de vote et de participation, cumulatives et rachetables à six pour cent d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, et 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations, et conditions, ci-après dans les présentes énoncées, à savoir:

1. Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié cumulatif sans participation à un taux, mais n'excédant pas six pour cent (6%) par année, payable semi-annuellement sur les actions privilégiées émises et libérées à compter de la date de l'émission, et lors de toute ventilation de la corporation, ou de toute liquidation ou distribution, soit volontaire ou

company or the conducting of the company's business;

m) To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any individual, firm, partnership, company or corporation carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conducted, in the opinion of the directors of this company, so as directly or indirectly to benefit this company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or corporation, and to sell, hold, or resell the same, with or without guarantee of principal or interest, or otherwise to deal with or to dispose of the same;

n) To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of the business, property, assets, rights, or interests, and the entire undertaking of this company, or any part thereof according to law, for such consideration as the directors of this company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company;

o) To consolidate or amalgamate with any other company having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company;

p) To procure the company to be licensed, registered or otherwise recognized to carry on business in any foreign country, and to designate persons therein as attorneys, as representatives of the company, with power to represent the company in all matters according to the laws of such foreign country and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

q) To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants, bonds, debentures and other negotiable or transferable instruments;

r) To lend money and to make cash advances to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company or person;

s) To exercise and enjoy all such rights and privileges, and do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Robinson-Edgar Limited".

The capitalization of the company is forty thousand dollars (\$40,000.00) divided into fifty (50) redeemable six percent, cumulative non-voting, non-participating preference shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and 350 common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said preference shares shall be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The said preference shares shall be entitled to a preferential, cumulative, non-participating dividend at the rate of, but not exceeding six percent (6%) per annum, payable semi-annually, on the preference shares issued and paid for from the date of such issuance, and upon any winding up of the corporation, or any liquidation or distribution, whether voluntary or otherwise of the

autres des biens de la compagnie, les dites actions privilégiées auront droit d'être remboursées en entier à leur valeur au pair de \$100.00 par action, avec ensemble tous les dividendes accrus avant qu'aucun montant ne soit payé sur les actions ordinaires de la compagnie;

2. Tous les autres profits de la compagnie disponibles pour distribution comme dividendes, seront distribués aux actions ordinaires en cours de la compagnie, et les dites actions ordinaires auront droit, lors de toute ventilation, liquidation ou distribution des biens de la compagnie tel que précité, à toutes les autres propriétés et biens disponibles après la satisfaction aux droits des porteurs des dites actions privilégiées tel qu'énoncé dans les présentes;

3. Les dites actions privilégiées seront achetables ou rachetables en tout ou en partie par la compagnie en aucun temps à \$100.00 par action, avec ensemble tous les dividendes courus, sur un avis de trente jours aux porteurs d'icelles, enregistrés dans les livres de la compagnie;

4. Les actionnaires possédant les dites actions privilégiées n'auront pas droit de voter à aucune assemblée des actionnaires, ni de recevoir avis de la dite assemblée, excepté si la compagnie néglige de payer les dividendes sur les dites actions privilégiées pour deux dates semi-annuelles consécutives de dividendes ou si une assemblée est convoquée pour la ventilation, liquidation ou pour mettre la compagnie en faillite.

Le bureau principal de la compagnie sera à Noranda, Québec, district de Pontiac.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour d'octobre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5613 Sous-secrétaire de la Province.

assets of the company, the said preference shares shall be entitled to be paid in full at their par value of \$100.00 per share, together with all accrued dividends before any amount is paid upon the common shares of the company;

2. All other profits of the company available for distribution in dividends, shall be attributed to the outstanding common shares of the company, and the said common shares shall, upon any winding up, liquidation, or distribution of the assets of the company as aforesaid, be entitled to all other available property and assets after satisfaction of the rights of the holders of said preference shares as set out herein;

3. The said preference shares may be redeemed or repurchased in whole or in part by the company at any time at \$100.00 per share, together with all accrued dividends upon thirty days' previous notice to the holders thereof, of record on the books of the company;

4. Shareholders owning said preference shares shall not be entitled to vote at any meeting of shareholders, nor receive notice of said meeting, except if the company has failed to pay dividends on said preference shares for two consecutive semi-annual dividend dates, or if a meeting is called for the winding up, liquidation, or putting into bankruptcy of the company.

The head office of the company will be at Noranda, Que., in the district of Pontiac.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of October, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5614-o Under Secretary of the Province.

"St. Lawrence Mica Corporation Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1938, constituant en corporation: J.-Émile Garneau, courtier, Joseph-Antoine Gosselin, comptable et Jules Hallé, ingénieur, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ic eux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chapitre 80), en la manière y prescrite;

"St. Lawrence Mica Corporation Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1938, incorporating: J. Emile Garneau, broker, Joseph Antoine Gosselin, accountant, and Jules Hallé, engineer, all of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water power, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débiteures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette dite loi, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Il est ordonné et déclaré que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "St. Lawrence Mica Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq cent mille dollars (\$500,000.00), divisé en cinq cent mille (500,000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5615-0

Sous-secrétaire de la Province.

Manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and to pay for the same, in whole or in part, if so desired, by paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

It is ordained and declared that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid, or agreed to be paid, to the company for its shares, under the name of "St. Lawrence Mica Corporation Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5616

Under Secretary of the Province.

"Valmor Dress Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre, 1938, constituant en corporation: Cyrille Alfred Pilon, marchand, Rose Benoit, fille majeure, gérante, tous deux de la cité de Montréal, et Harry Orstein, marchand de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie de manufacturiers en gros et en détail de robes pour dames, costumes, vêtements, manteaux, blouses, jupes et tous hardes et vêtements pour femmes, hommes et enfants et toute autre industrie qui pourrait être convenablement exercée en même temps que la dite industrie;

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants aussi bien que distributeurs de toutes sortes de soies, laines, cotons, toiles, dentelles, draps, satins, crêpes, celanese, velours, chiffon, tweeds, étoffes et effets et marchandises de toute description et nature utilisés dans le cours des opérations de ladite compagnie;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, aliéner, fournir, manufacturer et produire des articles, effets et marchandises de toutes sortes et espèces appartenant ou se rapportant à la totalité ou à une partie quelconque du commerce susdit ou dont elle fait le commerce;

Exercer toutes ou l'une quelconque des opérations suivantes, à savoir: acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit en tout ou en partie, produire, importer, exporter, échanger

"Valmor Dress Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1938, incorporating: Cyrille Alfred Pilon, merchant, Rose Benoit, fille majeure manageress, both of the city of Montreal, and Harry Orstein, merchant, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and all its branches the business, wholesale and retail manufacturers of ladies' dresses, suits, garments, coats, blouses, skirts and all women's, men's and children's wearing apparel and clothing and any other business which may be conveniently carried on in connection with the said business;

To carry on the business as importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail merchants and dealers as well as distributors in all kinds of silks, wools, cottons, linens, laces, cloth, satin, crepes, celanese, velvet, chiffon, tweeds, fabrics and goods and merchandise of every description and kind used in the course of the business of the said company;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all kinds and nature of goods, wares and merchandise dealt in or appertaining to or incidental to the business or any part of the business as aforesaid;

To carry on any or all of the businesses following, namely, to buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, produce, import, export, exchange or otherwise deal

ou autrement négocier les articles, effets, matériels, commodités et marchandises, et les articles et objets de commerce de toute nature et description quelconque, soit comme mandants ou agents, utilisés dans le cours de ses opérations;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

Se joindre ou s'unir, conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre personne ou compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les propriétés, franchises, entreprises et commerces de toute personne ou compagnie, et en assumer les obligations, et les payer en tout ou en partie en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie; prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle du commerce ou des opérations de toute telle compagnie ou entreprise;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prélever ou contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute telle personne ou personnes;

with, in goods, wares, materials, commodities and merchandise, and articles and objects of commerce of every kind and description whatsoever, whether principals or agents used in the course of its business;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To consolidate or amalgamate, enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other person or company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any person or company, and to assume the obligations thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company; to take part in the management, supervision or control of the business or operation of any such company or undertaking;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts of any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise or assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou sorte, réelles ou personnelles, pour les dettes, engagements ou objets de la compagnie encourus ou qui seront encourus en rapport avec les fins et objets de la compagnie;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée par les directeurs de la compagnie;

Acquérir, par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement faire le commerce et le négoce de terrains et édifices et des intérêts en iceux, et ceci de toute nature et description;

Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie dans le but de garantir le paiement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie comme mandants, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou une partie quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation;

Exécuter toutes les choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Valmor Dress Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5617 Sous-secrétaire de la Province.

To take, acquire and hold securities of any matter or kind, real or personal, for debts, liabilities, or objects to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined by the directors of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in, with lands and buildings, and rights therein and that of any kind and description;

To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, in order to secure payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

To carry out any or all of the objects of the company as principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

To carry out such things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Valmor Dress Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5618-o Under Secretary of the Province.

"The Elmage Investment Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1938, constituant en corporation: Joseph-Timothée Donohue, et Georges Donohue, industriels, Mark Donohue, avocat, tous de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme mandant ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou faire le commerce d'obligations ou débetures, parts, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute banque à charte, ou d'une ou plusieurs compagnies dûment constituées en corporation;

Exercer dans chacune ou toutes ses places d'affaires le commerce de courtier en placement ou en obligations, courtier en actions dans toutes leurs spécialités, souscripteur éventuel à forfait;

Faire le commerce d'agents financiers et de courtiers; acquérir, posséder et aliéner, de quelque manière ou pour quelque considération que ce soit, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, des actions, bons, billets, créances, obligations, hypothèques, gages, garanties, ou valeurs de toute espèce; fixer et

"The Elmage Investment Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1938, incorporating: Joseph Timothée Donohue, and Georges Donohue, industrialists, Mark Donohue, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank, or of any other duly incorporated company or companies;

To carry on in all or any of its places of business, the business of investment or bond broker, stock broker in all lines, underwriter;

To carry on the business of financial agents and brokers; to acquire own and dispose of, in any manner whatsoever or for any consideration whatsoever, for its own account or for the account of others, shares, bonds, notes, credits, obligations, hypothecs, pledges, guarantees or securities of any kind; to fix and receive for such

toucher pour ces services une rémunération à forfait ou à commission, en argent ou en nature; percevoir, placer et disposer des intérêts, dividendes, droits, actions, capital, prix ou revenus provenant de ces valeurs ou de la vente de ces valeurs;

Acheter et acquérir, detenir ou posséder, vendre, céder, transporter, aliéner, transiger, escompter ou autrement négocier des contrats de vente conditionnelle, des billets de créance, privilégiés, des contrats de vente à tempérament, des hypothèques mobilières, des effets de commerce de toutes sortes, des billets à ordre, des comptes recevables, des connaissances, des récipiés d'entrepôt, des lettres de change, des traites, des droits d'actions, des droits ou redevances de toute personne ou compagnie (*royalties*) des titres de créance de toute nature et description, ou autres valeurs ou documents transférables ou négociables, et prêter de l'argent sur la garantie de ces effets;

Prêter de l'argent à des personnes, sociétés, compagnies, successions ou corporations, pour leur permettre d'acquérir et de construire des immeubles, de financer leurs entreprises ou pour toute autre fin; faire le commerce de placement d'argent sur les immeubles ou sur toutes valeurs mobilières; acquérir par achat ou autrement, les propriétés ou dettes actives qui pourraient avoir été engagées ou hypothéquées en sa faveur comme garantie de tel prêt, les administrer et les revendre;

Prendre part à l'administration, à la surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie, ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer toute personne;

Emettre et répartir, comme entièrement libérées, les actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement intégral ou partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, concessions minières (*claims*) actions, obligations, et débentures ou autres biens ou droits, qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et, avec l'approbation des actionnaires, de tous services rendus ou qui lui seront rendus;

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autre titre légal et detenir et posséder des terrains et immeubles de toute description nécessaires ou utiles aux fins du commerce de la compagnie, et vendre, louer, arreter, transporter, échanger, hypothéquer, disposer et autrement négocier tels terrains, immeubles aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Garantir et donner garantie et se porter garants du paiement de billets promissaires, lettres de change, et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se fusionner, faire le partage des profits et s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire, en tout ou en partie à celui de cette compagnie, et acquérir, detenir, vendre et aliéner des droits d'hypothèques, privilèges ou nantissements dans ou des autres compagnies ou individus;

services a remuneration, fixed or on commission, in cash or in kind; to collect, invest and dispose of interests, dividends, rights, shares, capital, prices or revenues derived from such securities or the sale of such securities;

To purchase and acquire, hold and own, sell, convey, transfer, alienate, deal with, discount or otherwise deal in conditional sales agreements, lien notes, contracts of sales by instalment, moveable hypothecs, commercial instruments of all kinds, promissory notes, accounts receivable, bills of lading, warehouse, receipts, bills of exchange, drafts, rights of action, rights or claims of any person or company (royalties), evidences of indebtedness of all kinds and description or other transferable or negotiable securities or documents, and to loan money on the guarantee of such instruments;

To lend money to persons, partnerships, companies, estates or corporations, to permit them to acquire and construct immoveables, to finance their undertakings or for any other purpose; to carry on the business of investing money on immoveables or in any other moveable securities; to acquire by purchase or otherwise, the properties or active debts which may have been pledged or hypothecated in its favour as security for such loan, to manage and resell the same;

To take part in the management, supervision and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any person;

To issue and allot, as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, mining claims, stocks, bonds and debentures or other property or rights, which it may lawfully acquire by virtue of the powers, herein granted, and, with the approval of the shareholders, of any services rendered or to be rendered to it;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title and to hold, and own lands and immoveables of every description necessary or useful for the purposes of the business of the company, and to sell, lease, rent, transfer, exchange, hypothecate, dispose of and other deal with such lands, immoveables upon such terms and conditions as the company may deem expedient;

To guarantee and give security for and go security for the payment of promissory notes, bills of exchange and other obligations of any other corporation, firm or individual;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To amalgamate, share profits and unite with any person or company carrying on any business similar or analogous to that of the present company, and to acquire, hold, sell and dispose of hypothecary rights, privileges or mortgages in or of other companies or individuals;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, faire et émettre tous billets, lettres de change, chèques, connaissements, récépissés d'entrepôt, traites, ou autres effets de commerce, tant pour ses propres affaires que pour les affaires transigées pour le compte de ses clients;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, ou sur les titres ou les valeurs détenues par la compagnie;

Prêter de l'argent à toute autre compagnie, société, firme ou personne ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie se propose de faire des affaires (u) à aucune autre compagnie dont aucune des actions sont détenues par la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, société, firme ou personne;

Les actionnaires voulant transférer leurs actions devront d'abord les offrir aux directeurs pour vente au prix évalué, suivant le dernier bilan audité de la compagnie, et les dits directeurs auront un délai de trente jours pour accepter ou refuser de les acquérir et, après ce temps, il sera loisible à l'actionnaire voulant vendre ses actions de les offrir à n'importe quelle autre personne;

Les objets et pouvoirs des paragraphes précédents seront interprétés de manière à étendre et non à limiter les pouvoirs généralement conférés par les lois de la province de Québec;

Les objets, pouvoirs ou fins précités seront considérés distincts et indépendants les uns des autres et la compagnie pourra poursuivre la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des dits objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, sous le nom de "The Elmage Investment Company".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en dix mille (10,000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5619-o Sous-secrétaire de la Province.

To draw, subscribe for, accept, endorse, make and issue any notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, warehouse receipts, drafts, or other instruments of trade, both for its own affairs as well as for the affairs transacted for the account of its customers;

To borrow money on the credit of the company, or upon the stock or securities held by the company;

To lend money to any other company or any society, firm or person having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, society, firm or person;

The shareholders wishing to transfer their shares must first offer them to the directors for sale at the rated price, according to the last statement audited by the company, and the said directors shall have a delay of thirty days wherein to accept or refuse to acquire the same and, after such time, the shareholders desiring to sell their shares shall be free to offer them for sale to anyone whomsoever;

The objects and powers of the preceding paragraphs shall be interpreted so as to extend and not limit the powers generally conferred by the laws of the Province of Quebec;

The objects, powers or purposes aforesaid shall be considered distinct and independent the one from the other and the company may pursue the attainment of one or more of the said objects, powers or purposes, to the exclusion of the others, under the name of "The Elmage Investment Company".

The capital stock of the company is divided into ten thousand (10,000) shares without par or nominal value, and the amount of the capital stock with which the company shall commence its operations is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5620 Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"East Rouyn (Quebec) Limited"—(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huitième jour de novembre 1938, à la compagnie "East Rouyn (Quebec) Limited", (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

1. Que le capital-actions de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de \$2,500,000.00 à \$3,000,000.00, le nouveau capital de \$500,000.00 devant être divisé en 500,000 actions d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce huitième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5621 Sous-secrétaire de la Province.

"East Rouyn (Quebec) Limited"—(No Personal Liability)

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1938, to the company "East Rouyn (Quebec) Limited" (No Personal Liability), ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

1. That the capital stock of the company be and the same is hereby increased from \$2,500,000.00 to \$3,000,000.00, the new capital of \$500,000.00 to be divided into 500,000 shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5622-o Under Secretary of the Province.

"Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dixième jour de novembre 1938, changeant le nom de la compagnie "Maison Stober Inc.", en celui de "Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

5623-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1938, changing the name of the company "Maison Stober Inc.", to that of "Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

5624

Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

ES.-L. PATENAUDE

[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—**SALUT.**

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'une requête nous a été présentée, deman-

dant de détacher de la municipalité de Saint-Joseph-de-la-Beauce, dans le comté de Beauce, le territoire ci-après décrit, et de l'ériger en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la partie sud-ouest de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce", dans le comté de Beauce;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, et qu'il restera à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce, après ce démembrement, une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 8 novembre 1938, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans la seigneurie de St-Joseph, dans le comté de Beauce, faisant actuellement partie de la municipalité de St-Joseph-de-la-Beauce, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph, dans le 1er rang sud-ouest, les lots 36 à 208 inclusivement, les rangs St-Jacques, St-Alphonse, St-Bruneau, Petit St-Antoine, dans le rang St-Charles les lots 268 à 275, 301 à 304, 304a, 304b, et 305 à 311 tous inclusivement, dans le rang Ste-Adélaïde, les lots 312, 313, 314, 315, et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: Partant du point d'intersection de l'axe de la rivière Chaudière avec le prolongement de la ligne séparative des seigneuries de St-Joseph et de Rigaud-Vaudreuil; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: le dit prolongement et la dite ligne, faisant en même temps les lignes sud-est des lots 207, 208, 209 et 384, la ligne séparant le rang St-Alphonse des rangs St-Jules et Ste-Julie, la ligne séparant

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

ES. L. PATENAUDE

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—**GREETING.**

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN,
Deputy-Attorney-
General.

WHEREAS a petition has been presented to Us, request-

ing to detach from the Municipality of Saint-Joseph-de-la-Beauce, in the county of Beauce, the territory hereinafter described, and to erect it into a separate municipality under the name of the "Municipality of the South West part of the parish of Saint-Joseph-de-Beauce", in the county of Beauce;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this behalf have been fulfilled, and that there shall remain to the municipality of the parish of Saint Joseph-de-Beauce, after this dismemberment, a population of more than three hundred souls.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 8, 1938, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory situate in the Seigniorie of St. Joseph, in the county of Beauce, forming actually part of the municipality of St-Joseph-de-la-Beauce, comprising, with reference to the official cadastre for the parish of Saint Joseph, in the 1st South West range, lots 36 to 208 inclusively, the St-Jacques, St-Alphonse, St-Bruneau, Petit-St-Antoine ranges, in the St-Charles range lots 268 to 275, 301 to 304, 304a, 304b, and 305 to 311 all inclusively, in the St-Adelaide range, lots 312, 313, 314, 315, and whereof the limits are described as follows, namely: starting at the point of intersection of the axis of the Chaudière river with the prolongation of the divisional line of the Seigniories of St-Joseph and Rigaud-Vaudreuil; thence, passing successively by the following lines and limitations: the said prolongation and the said line, forming at the same time the southeast lines of lots 207, 208, 209 and 384, the line separating St-Alphonse range from St-Jules and Ste-Julie ranges, the line separating

le rang Ste-Julie des rangs St-Bruneau et Ste-Adélaïde jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 315, cette dernière ligne, le côté sud-est du chemin séparant les rangs Ste-Adélaïde et St-Charles jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 304 A, le dit prolongement, la dite ligne et les lignes sud-ouest des lots 304B, 301 et 275, la ligne nord-ouest du rang St-Charles jusqu'à la ligne sud-ouest du 1er rang sud-ouest; de là, suivant une succession de lignes droites allant dans les directions nord-est, nord-ouest et sud-ouest et faisant dans une direction générale la limite ouest du 1er rang sud-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 36, de là, cette dernière ligne et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Chaudière, et enfin le dit axe en le suivant vers le sud-est jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec tous les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de St-Joseph-de-la-Beauce et sera érigé en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la partie sud-ouest de la paroisse de St-Joseph-de-Beauce", dans le comté municipal de Beauce, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce QUINZIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,
5645-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Ste-Julie range from St-Bruneau and Ste-Adélaïde, to the southwest line of lot 315, this last line, the southwest side of the road separating Ste-Adélaïde and St-Charles ranges to the prolongation of the southwest line of lot 304A, the said prolongation, the said line and the southwest lines of lots 304B, 301 and 275, the northwest line of St-Charles range to the southwest line of the 1st southwest range; thence, following a succession of straight lines running in northeasterly, northwesterly and southwesterly directions and forming in a general direction the western limit of the 1st southwest range to the northwest line of lot 36, thence, this last line and its prolongation to the axis of the Chaudière river, and finally the said axis following it southeasterly to the point of departure; the said territory, together with all the roads, railway rights of way, rivers, lakes, water courses or parts thereof comprised within the limits above described, shall be detached from the municipality of St-Joseph-de-la-Beauce and shall be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the southwest part of the parish of St-Joseph-de-Beauce", in the municipal county of Beauce, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this FIFTEENTH day of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty eight and in the second year of Our Reign.

By command,
5646 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Québec. Dans la Cour Supérieure. No 37,537. Dame Amanda Bolduc, épouse commune en biens de Delphis Roy, rentier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Delphis Roy, rentier, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le dix-neuvième jour d'octobre, mil neuf cent trente-huit.

Québec, ce 21 novembre 1938.
Les procureurs de la demanderesse,
5643-o CHAUVEAU, RIVARD & BLAIS.

Action for separation as to bed and board and property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court. No. 37,537. Amanda Bolduc, wife common as to property of Delphis Roy, independent gentleman, of the city of Quebec, duly authorized to appear in court, plaintiff, vs. Delphis Roy, independent gentleman, of the city of Quebec, defendant.

An action in separation as to property and body was taken in this case, on October nineteen, 1938.

Quebec, November 21st, 1938.
CHAUVEAU, RIVARD & BLAIS,
5644-o Attorneys for Plaintiff.

Assurances

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une résolution passée le 19 septembre 1938, l'Union Belge du district de Montréal a décidé de ne plus accepter de contrat et qu'une assemblée générale spéciale de tous les membres en règle aura lieu le 18ème jour de décembre 1938 à 3.30 heures à 3774 St-Denis pour procéder à la nomination de Monsieur Alphonse Tavernier comme liquidateur de cette société, conformément aux dispositions de l'article 276 de la loi des assurances de Québec.

Daté à Montréal ce 17ème jour de décembre 1938.

Le secrétaire,
JOS. HILGERS.

5637-47-2-0

Insurances

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is hereby given that pursuant to a resolution passed at a special meeting of "l'Union Belge du district de Montreal" held on September 19th, 1938, it has been decided to cease to accept contracts and that a special meeting of the members in good standing of the said association will be held on the 18th day of December 1938 at 3.30 o'clock at 3774 St. Denis St. in order to proceed to the appointment of Mr. Alphonse Tavernier as liquidator of the said association pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act.

Dated at Montreal this 17th day of December 1938.

The secretary,
JOS. HILGERS.

5638-47-2-0

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Ste-Anne de Sorel dans le comté de Richelieu a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assuré contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S.R.Q., 1925), ce dix-neuvième jour de novembre 1938.

Le surintendant des assurances,
GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province de Québec,
Service des Assurances, Département du Trésor,
Québec, P.Q.

5651-47-2-0

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la Paroisse de Ste-Anne de Sorel" in the county of Richelieu has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind any building erected upon taxable land within the said municipality, any farm live stock as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R.S.Q. 1925), this nineteenth day of November 1938.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Québec,
Insurance Branch, Treasury Department,
Québec, Que.

5652-47-2-0

Avis divers

MONTREAL REPERTORY THEATRE INC.

Règlement No 11. Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de douze (12) directeurs, dont trois (3) formeront quorum.

Montréal, le 30 septembre 1938.

Le secrétaire,
JEFFREY B. MACPHAIL.

5627

Miscellaneous Notices

MONTREAL REPERTORY THEATRE INC.

By-law No. 11. The affairs of the corporation shall be managed by a board of twelve (12) directors, of whom three (3) shall constitute a quorum.

Montreal, 30th September 1938.

JEFFREY B. MACPHAIL,
Secretary.

5628-0

La formation d'une société sous le nom de Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Pulpe de Chandler Incorporé, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du dix novembre 1938.

Le siège principal de la société est à Chandler, comté de Gaspé-Sud, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

5635-0

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique de l'Industrie de la Pulpe de Chandler Incorporé", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on the tenth of November 1938.

The principal place of business of the association is in Chandler, county of Gaspé-South, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

5636

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
PROVINCE DE QUÉBEC OF QUÉBEC

Ordonnance No 6-H-38A.

Ordinance No. 6-H-38A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Extracts from the minutes of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du vendredi, 4 novembre 1938, tenue à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Friday, 4th November, 1938, held at Montreal, at 10 o'clock in the forenoon.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Mare-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Mare H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Vu l'entente intervenue entre les producteurs-distributeurs vis-à-vis du Syndicat des Producteurs de Lait de Shawinigan:

In view of the agreement passed by the producer-distributors regarding the Milk Producers Syndicate of Shawinigan:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

L'ordonnance No 6-H-38 concernant la région de Shawinigan est amendée en ajoutant à l'article 3 le paragraphe suivant:

Order No. 6-H-38 concerning the region of Shawinigan is amended by adding the following paragraph to article 3:

"Tout cultivateur-producteur de lait qui, lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne, vend et distribue au public, pour son propre bénéfice, le lait qu'il produit pour être consommé à l'état nature, et qui fait par là le commerce de laitier, devra verser, le dernier jour de chaque mois, entre les mains de la Commission de l'industrie laitière, un demi sou pour chaque cent livres de lait ainsi vendu. Le secrétaire de la Commission transmettra, de temps à autre, les sommes ainsi perçues au secrétaire-trésorier du Syndicat des Producteurs de Lait de Shawinigan."

"Any farmer-producer who himself or through some other person, sells or distributes to the public, for his own profit, the milk he produces for consumption in the raw state, and who thereby acts as milk dealer, will have to remit, on the last day of each month, into the hands of the Dairy Industry Commission, half a cent for each hundred pounds of milk thus sold. The secretary of the Commission will turn over, from time to time, the sums so received to the secretary-treasurer of the Milk Producers Syndicate."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The present ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of the said Commission is charged with the publication of the said ordinance in the next number of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. MCARTHUR.

Signed: H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. MCARTHUR.

Certifié,

Certified,

M.-H. HUDON, secrétaire,
Commission de l'Industrie laitière.

M. H. HUDON, secretary,
Dairy Industry Commission.

Québec, le 14 novembre, 1938. 5647-0

Quebec, November 14, 1938. 5648

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

CORPORATION DU VILLAGE ST-BENOIT-JOSEPH-LABRE (AMQUI)
(Comté de Matapédia)

CORPORATION OF THE VILLAGE OF ST-BENOIT-JOSEPH-LABRE (AMQUI)
(County of Matapédia)

Avis public est par le présent donné que, conformément aux dispositions du règlement No 25 de la corporation ci-dessus mentionnée, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission municipale de Québec, à Québec, le 10 novembre 1938 et que les obligations ci-après désignées, émises par ladite corporation, sous l'autorité du règlement précité, ont été tirées et seront remboursables le ou à compter du 1er janvier 1939:

Public notice is hereby given that in accordance with the provisions of by-law No. 25 of the above mentioned corporation, a drawing by lot was made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, on November 10, 1938, and that the following bonds, issued by the said corporation under authority of said by-law, were drawn and will become payable on and from the first of January 1939:

Nos C-9, C-48, C-76, C-78, C-83, C-85, C-94, de la dénomination de \$100.00;

Nos. C-9, C-48, C-76, C-78, C-83, C-85, C-94, of the denomination of \$100.00;

Nos D-6 et D-94 de la dénomination de \$500.00.

Nos. D-6 and D-94 of the denomination of \$500.00.

Les porteurs des obligations ci-dessus désignées, devront, le ou après le 1er janvier 1939, présenter et remettre les dites obligations pour paiement (ou les transmettre, par courrier re-

The holders of the above mentioned bonds shall, on or after January 1, 1939, present for payment and remit said bonds (or send same by registered mail or through their bank) to the

commandé ou par l'entremise d'une banque) à la Banque de Montréal, à Amqui, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

A compter du 1er janvier 1939, lesdites obligations cesseront de porter intérêt.

Donné à Amqui, ce 21^{ème} jour de novembre 1938.

5659-o

Le secrétaire-trésorier,
J.-W. PELLETIER.

Bank of Montreal, Amqui, with all unmatured coupons attached.

On and from January 1, 1939, said bonds shall cease to bear interest.

Given at Amqui, on the 21st of November 1938.

5660-o

J. W. PELLETIER,
Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, à Montréal, le septième jour de décembre 1938, à 10 hrs a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut la corporation de la ville de Greenfield-Park, comté de Chambly, conformément à l'article 33 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R. 1925, ch. 111a, tel qu'édité par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec,
Québec, le 23 novembre 1938. 5687-o

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure. No 22820. Moraud, Allyn & Grenier, demandeurs, vs Marie-Anne Chartré et Adrien-Maurice Cavelier, défendeurs, et St. Lawrence Valley Cider Co., tierce-saisie, et Philippe-H. Jobidon, intervenant.

Avis public est par les présentes, donné à tous les créanciers du défendeur Adrien-Maurice Cavelier, d'avoir à produire leur réclamation dans le dossier ci-haut, dans les quinze jours de la date des présentes pour y être payés, au marc la livre.

Québec, ce 12 novembre, 1938.

Le procureur de l'intervenant,
5511-46-2-o JACQUES CASGRAIN.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court. No. 22820. Moraud, Allyn & Grenier, plaintiff, vs Marie Anne Chartré & Adrien Maurice Cavelier, defendants, and St. Lawrence Valley Cider Co., garnishee, and Philippe H. Jobidon, intervening party.

Public notice is hereby given to all creditors of the defendant Adrien Maurice Cavelier to file their claims in the aforesaid record and within fifteen days of the date of the present notice to be paid at so much in the dollar.

Quebec 12th of November, 1938.

JACQUES CASGRAIN,
5512-46-2-o Attorney for the intervening party.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 176423. Dame Marie-Ange Lefebvre, épouse commune en biens de Gérard Mongrain, des Cité et District de Montréal, demanderesse; vs le dit Gérard Mongrain, vendeur des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21 novembre 1938.

Le procureur de la demanderesse,
5667-o Y. LAMONTAGNE.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 176423. Dame Marie-Ange Lefebvre, wife common as to property of Gérard Mongrain, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs the said Gérard Mongrain, salesman of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 21st day of November, 1938.

5668-o Y. LAMONTAGNE,
Attorney for the plaintiff.

Bureaux-chefs

Province de Québec, District de Québec.
"Re: Champoux & Parent Inc."

Avis est donné que la compagnie "Champoux & Parent Inc." constituée en corporation par lettres-patentes, en date du 3^{ème} jour de novembre 1938, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 297 Boulevard Charest.

Chief Offices

Province of Quebec, District of Quebec.
"Re: Champoux & Parent Inc."

Notice is given that the company "Champoux & Parent Inc." incorporated by letters patent under date of the 3rd day of November 1938, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 297 Boulevard Charest.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 17ième jour de novembre 1938.

5629-o Le secrétaire,
A.-E. BEAUVAIS.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 17th day of November 1938.

5630 A. E. BEAUVAIS,
Secretary.

"THE ELMAGE INVESTMENT COMPANY"

Avis est donné que la compagnie "The Elmage Investment Company" constituée en corporation par lettres patentes, en date du 14ième jour de novembre 1938, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 51, de la rue Des Jardins.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 16ième jour de novembre 1938.

5631-o Le secrétaire,
MARK DONOHUE.

"THE ELMAGE INVESTMENT COMPANY"

Notice is given that the company "The Elmage Investment Company" incorporated by letters patent under date of the 14th day of November 1938, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 51 Garden Street.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 16th day of November 1938.

5632 MARK DONOHUE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "J.-L. Taylor & Sons, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9ème jour de novembre 1938, a établi son bureau principal au No 306 de la rue Victoria, en la cité de St-Lambert.

Daté à St-Lambert, ce 18ème jour de novembre 1938.

5633 Le secrétaire-trésorier,
J.-E. TAYLOR.

Notice is hereby given that J. L. Taylor & Sons, Ltd., incorporated by Letters Patent on the 9th day of November, 1938, has established its head office at No. 306 Victoria Street, in the city of St. Lambert.

Dated at St. Lambert, this 18th day of November, 1938.

5634-o J. E. TAYLOR,
Secretary-Treasurer.

RÈGLEMENT No 2

La Compagnie Giguère & Frères Ltée a et aura bureau et domicile légal à 347 Prince-Edouard, Québec, P.Q.

5665-o Le secrétaire,
FERNAND GAUTHIER.

BY-LAW No. 2

The Company Giguère & Frères Ltée has and will have an office and legal domicile at 347 Prince Edward, Quebec, P.Q.

5666 FERNAND GAUTHIER,
Secretary.

Charte:—Abandon de

Avis est donné par les présentes que "La Compagnie Immobilière d'Acton-Vale", adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, une requête en annulation de sa charte, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des Compagnies du Québec.

Acton-Vale, ce 22 novembre 1938.
Le secrétaire,
DR. LEON GAUTHIER.

Charter:—Surrender of

Notice is hereby given that "La Compagnie Immobilière d'Acton-Vale", will ask the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to surrender its charter, according to the article 25 of the Quebec Companies' Act.

Acton-Vale, November 22nd, 1938.
DR. LEON GAUTHIER,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

La compagnie "Champion Savings Corporation Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

Company authorized to do business

The Company "Champion Savings Corporation Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

La principale place d'affaires, dans la Province, est 201 rue Notre-Dame ouest, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Lloyd Roger Champion, de la cité de Montréal.

Québec, 14 novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
5649-0 Sous-secrétaire de la Province.

The principal place of business, in the Province, is at 201 Notre Dame Street West, Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Lloyd Roger Champion, of the city of Montreal.

Quebec, November 14th, 1938.

JEAN B. UCHESI,
5650 Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite par Friedrich (Fritz) Georg Schlesinger et son épouse Andrea Paula Schlesinger, tous deux de la cité de Montréal, à la prochaine session de la Législature de Québec, pour la passation d'une loi pour changer leurs noms et prénoms en ceux de Frederic George Edgar Stanley et Andrea Paula Joan Stanley respectivement, et de changer les noms et prénoms de leurs deux enfants mâles mineurs; et pour toutes autres fins se rapportant aux présentes.

Montréal, le 27 octobre 1938.

Le procureur des requérants,
5325-44-4 WALTER S. JOHNSON, C.R.

Avis public est par les présentes donné que, "The Apostolic Church of the British Isles—In Quebec", une congrégation de dénomination protestante, fera application à la prochaine session de la Législature de Québec, à l'effet d'obtenir une charte lui conférant entre autres pouvoirs, le droit de fonder et d'établir, dans la Province de Québec, des congrégations dont le but sera d'exercer des oeuvres religieuses qui seront conformes aux mêmes croyances et aux mêmes doctrines que celles pratiquées par les membres de la dite dénomination, y compris les oeuvres missionnaires à travers l'univers.

Le projet de loi qui sera présenté comprendra les privilèges et les obligations d'usage qui sont accordés et requis de telles organisations religieuses.

Daté de Montréal, Québec, ce dixième jour de novembre, mil neuf cent trente huit.

Le procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.
10 St-Jacques ouest, Montréal. 5655-47-4-0

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made by Friedrich (Fritz) Georg Schlesinger and his wife Andrea Paula Schlesinger, both of the city of Montreal, at the next session of the Quebec Legislature, for an act to allow them to change their names and surname to Frederic George Edgar Stanley and Andrea Paula Joan Stanley respectively, and to change the names and surname of their two minor male children; and for all other purposes relating to these presents.

Montreal, Oct. 27, 1938.

WALTER S. JOHNSON, K.C.,
5326-44-4-0 Attorney for Applicants.

Public notice is hereby given that The Apostolic Church of the British Isles—In Quebec, a Protestant denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as a body corporate and politic with the objects of establishing congregations throughout the said Province and carrying on religious work according to the tenets and beliefs of the said denomination, and including missionary work elsewhere throughout the world.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to and the usual obligations required of such religious organizations.

Dated at Montreal, Quebec, this tenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-eight.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor of the Applicant.
10 St. James St West, Montreal. 5656-47-4-0

Département de l'Instruction publique

No 1565-37

Québec, le 14 novembre 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Nazaire de Berry, comté de l'Abitibi, les lots Nos 59 à 62 inclusivement, des rangs III, IV, du canton de Berry et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Dominique du Rosaire, même comté.

5595-46-2-0

Department of Public Instruction

No. 1565-37

Quebec, November 14, 1938.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Nazaire de Berry, county of Abitibi, lots Nos. 59 to 62 inclusively, of Ranges III, IV, of the township of Berry and to annex them to the School Municipality of St-Dominique du Rosaire, same county.

5596-46-2

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que le 21 novembre 1938, la compagnie "Arcan Holdings, Limited", constituée en corporation par lettres

Winding up Notice

Notice is hereby given that on November 21, 1938, Arcan Holdings, Limited, incorporated by Quebec Letters Patent, April 4, 1936, and having

patentes de la Province de Québec, en date du 4 avril 1936, et ayant son bureau principal à Montréal, a passé un règlement à l'effet de discontinuer son commerce à compter de cette date et de pourvoir à la distribution de son actif net au pro rata entre ses actionnaires.

Montréal, le 22 novembre 1938.

Le procureur de la compagnie,
5661 WALTER S. JOHNSON, C.R.

Avis est par les présentes donné que le 21 novembre 1938, la compagnie "Arlac Holdings, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 1er avril 1930, et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, a passé un règlement à l'effet de discontinuer ses opérations à compter de cette date et de pourvoir à la distribution de son actif au pro rata entre ses actionnaires.

Montréal, le 23 novembre 1938.

Le procureur de la compagnie,
5679 WALTER S. JOHNSON, C.R.

its head office in Montreal, passed a by-law discontinuing business on that date and providing for the distribution of its net assets rateably amongst its shareholders.

Montreal, November 22nd, 1938.

WALTER S. JOHNSON, K.C.,
5662-o Attorney for the Company.

Notice is hereby given that on November 21, 1938, "Arlac Holdings, Limited", incorporated by Quebec Letters Patent, April 1, 1930, and having its head office in Montreal, passed a By-law discontinuing business on that date and providing for the distribution of its assets rateably amongst its Shareholders.

Montreal, November 23, 1938.

WALTER S. JOHNSON, K.C.,
5680-o Attorney for the Company.

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Rimouski sous le nom de "Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de St-Donat", avec sa principale place d'affaires à St-Donat.

Québec, le 16 novembre 1938.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
5625-o ALBERT RIOUX.

AVIS DE LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE TERREBONNE

Avis est par le présent donné que la Société d'agriculture du comté de Terrebonne est déclarée dissoute, en vertu des dispositions de l'article 69 de la loi des Sociétés d'agriculture (Chapitre 54 des Statuts refondus de 1925), cette société ayant cessé de fonctionner suivant la loi depuis 1929, et que ses biens seront réalisés et employés par le Ministre de l'agriculture, conformément aux dispositions de l'article 69 précité.

Québec, le 22 novembre 1938.

Le sous-Ministre de l'Agriculture,
5681-o ALBERT RIOUX.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bellechasse, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Vallier" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Vallier, comté de Bellechasse.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 21ème jour de novembre 1938.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
5685-o ALBERT RIOUX.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Rimouski, under the name of "Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de St-Donat", with its principal place of business at St-Donat.

Québec, November 16, 1938.

ALBERT RIOUX,
5626 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE OF THE DISSOLUTION OF "LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE TERREBONNE"

Notice is hereby given that "La Société d'agriculture du comté de Terrebonne" is declared dissolved, under the provisions of article 69 of the Agricultural Society Act (Chapter 54 of the Revised Statutes of 1925), the said Society having ceased to operate according to Law since 1929, and that its assets shall be realized and used by the Minister of Agriculture, in conformity with the provisions of article 69 aforesaid.

Québec, November 22, 1938.

ALBERT RIOUX,
5682 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Bellechasse, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Vallier", and that its principal place of business is in the municipality of St-Vallier, county of Bellechasse.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 21st day of November, 1938.

ALBERT RIOUX,
5686 Deputy Minister of Agriculture.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

Québec, le 15 octobre 1938.

M. Odessa Quenneville, de St-Jérôme: grand connétable du district de Terrebonne et huissier-audienier des Cours civiles siégeant au chef-lieu du district de Terrebonne.

5683-0

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment:

Quebec, October 15, 1938.

Mr. Odessa Quenneville, of St-Jérôme: high constable for the district of Terrebonne and Court crier of the Civil Courts sitting in the chief-place of the district of Terrebonne.

5684

Ordre de Cour

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour de Magistrat, No 4511. Albert Bédard, demandeur; vs Omer Caron, défendeur; et Dame Arthémise Hamel, opposante.

Sur ordre du Prothonotaire de la Cour Supérieure, en l'absence du Juge, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Omer Caron, de St-Fortunat, défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du prothonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Arthabaska, 19 novembre 1938.

Le G. C. M.,

5673-47-2-0 PROVENCHER & PICHÉ.

Province de Québec, District d'Arthabaska, Cour Supérieure, No 2168, 2169. Dame Arthémise Hamel, demanderesse; vs Omer Caron, défendeur; et Albert Bédard, opposant.

Sur ordre du Prothonotaire, de la Cour Supérieure, en l'absence du Juge, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Omer Caron, de St-Fortunat, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure, pour ce district, à Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Arthabaska, 23 novembre 1938.

Le P. C. S.,

5675-47-2-0 PROVENCHER & PICHÉ.

Rule of Court

Province of Quebec, District of Arthabaska, Magistrate's Court, No. 4511. Albert Bédard, plaintiff; vs Omer Caron, defendant; and Dame Arthémise Hamel, opposant.

Upon the order of the Prothonotary of the Superior Court, in the absence of the Judge, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Omer Caron, of St. Fortunat, defendant, the creditors of the said defendant who have not as yet filed their claims, are now called to do so in this case at the Prothonotary's office of the Superior Court for this district, at Arthabaska, within the fifteen days following the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Arthabaska, November 19, 1938.

PROVENCHER & PICHÉ,

5674-47-2 C. M. C.

Province of Quebec, District of Arthabaska, Superior Court, No. 2168, 2169. Dame Arthémise Hamel, plaintiff; vs Omer Caron, defendant; and Albert Bédard, opposant.

Upon order of the Prothonotary of the Superior Court, in the absence of the Judge, given this day, seeing the alleged insolvency of the said Omer Caron, of St. Fortunat, defendant, the creditors of the said defendant who have not as yet filed their claims, are now called upon to do so in this case in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the said district, at Arthabaska, within fifteen days from the date of the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

Arthabaska, November 23, 1938.

PROVENCHER & PICHÉ,

5676-47-2 P. S. C.

Soumissions

Province de Québec, District de Beauharnois, Cité de Salaberry de Valleyfield.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la cité de Salaberry de Valleyfield", seront reçues au bureau du soussigné, en l'hôtel-de-ville, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le mercredi, quatorzième jour de décembre 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de quarante mille dollars (\$40,000.00) de la cité de Salaberry de Valleyfield, portant

Tenders

Province of Quebec, District of Beauharnois, City of Salaberry de Valleyfield.

Public notice is hereby given that sealed tenders, and endorsed "tender for bonds of the city of Salaberry de Valleyfield", will be received at the city clerk's office, in the city hall, until four o'clock in the afternoon, on Wednesday, the fourteenth day of December 1938, for the purchase of an issue of bonds for forty thousand dollars (\$40,000.00) of the city of Salaberry de Valleyfield, bearing interest at the rate of four

intérêt au taux de quatre pour cent (4%) l'an, datées du 1er jour de novembre 1938, et émises en vertu du règlement No 382, dûment approuvé suivant la Loi.

Le capital et les intérêts semi-annuels (1er mai et 1er novembre de chaque année) seront payables au bureau du trésorier de la cité de Salaberry de Valleyfield, en l'hôtel-de-ville, ou au bureau de la Banque Canadienne Nationale, à Valleyfield, ou au bureau-chef de la même banque, à Montréal. Les dites obligations seront de la dénomination de \$500.00 ou de \$1,000.00, au choix de l'acquéreur, pourront être enregistrées quant au capital, et seront remboursables comme suit:

Cinq cents piastres à chaque premier novembre des années 1939, 1940 et 1941;

Mille piastres à chaque premier novembre des années 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952 et 1953;

Mille cinq cents piastres à chaque premier novembre des années 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961;

Deux mille piastres à chaque premier novembre des années 1962, 1963, 1964, 1965, 1966 et 1967;

Deux mille cinq cents piastres au 1er novembre 1968;

Toutes et chacune de ces obligations, cependant, seront en aucun temps rachetables par la cité de Salaberry de Valleyfield, au prix de 101 et les intérêts dus à l'époque du rachat, sur avis public de soixante (60) jours, précédant la date de paiement d'un coupon d'intérêt. Cet avis sera donné de la même façon que les avis publics ordinaires de la cité de Salaberry de Valleyfield,

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

La cité de Salaberry de Valleyfield se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions produites.

Salaberry de Valleyfield, ce 21ième jour de novembre 1938.

Le greffier de la cité,
CHARLES CODEBECQ.

5641-o

per cent (4%) per annum, dated from the 1st day of November 1938, and issued in by-law No. 382, duly approved according to law.

The capital and the semi-annual interest (May 1st and November 1st of each year) will be payable at the office of the Treasurer of the city of Salaberry de Valleyfield, or at the office of Banque Canadienne Nationale, at Valleyfield, or at the head-office of the same bank, at Montreal. The said bonds will be issued in denominations of \$500.00 or \$1,000.00 at the purchaser's option, will be registerable as to principal, and redeemable as follows:

Five hundred dollars on each first day of November of the years 1939, 1940 and 1941;

One thousand dollars on each first day of November of the years 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952 and 1953;

One thousand five hundred dollars on each first day of November of the years 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 and 1961;

Two thousand dollars on each first day of November of the years 1962, 1963, 1964, 1965, 1966 and 1967;

Two thousand five hundred dollars on the 1st day of November 1968;

All and each of these bonds, however, shall be at any time redeemable by the city of Salaberry de Valleyfield, at the price of 101 and the interest due at the date of the redeem, upon the giving by the said city of a public notice of sixty days, preceding the date of payment of an interest's coupon. This notice shall be given the same way as ordinary public notices of the city of Salaberry de Valleyfield.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Each tender must specify whether the accrued interest is or not comprised in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those herein stipulated shall be rejected.

The city of Salaberry de Valleyfield does not obligate itself to accept the highest nor any of the tenders.

Salaberry de Valleyfield, November 21st 1938.

CHARLES CODEBECQ,
City Clerk.

5642-o

Vente—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Alfred Pigeon, forgeron de Waterloo, cédant autorisé.

Avis est, par le présent, donné, que MARDI, le TREIZIEME jour du mois de DECEMBRE 1938, à DIX heures de l'avant-midi sera vendu par encaissement public à l'endroit où se trouve situé l'immeuble, en la ville de Waterloo, l'immeuble suivant et décrit comme suit:

Cette partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-seize (Ptie 796) du cadastre pour la ville de Waterloo appartenant au dit Alfred Pigeon, avec bâtisses dessus.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du notaire J. A. Drouin, 136 rue Principale, Granby.

Sale—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Alfred Pigeon, blacksmith, of Waterloo, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of DECEMBER 1938, at TEN o'clock in the forenoon there shall be sold by public auction at the place where the immovable is situate, in the town of Waterloo, the following immovable and described as follows:

That part of lot number seven hundred and ninety-six (Pt. 796) of the cadastre for the town of Waterloo belonging to the said Alfred Pigeon, with buildings thereon.

The titles and certificates may be examined at the office of notary J. A. Drouin, 136 rue Principale, Granby.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps durant le jour.

Cette vente est faite en conformité avec l'art. 45, paragraphe 2 de la Loi des Faillites et a les mêmes effets que la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
5653-47-2-o J.-A. DROUIN.

These properties may be inspected at any time during the day.

This sale is made in conformity with Art. 45, paragraph 2 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. A. DROUIN,
5654-47-2 Authorized Trustee.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, Ville de Coaticook.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Romuald Dumont, secrétaire-trésorier de la ville de Coaticook, que la propriété ci-après désignée sera vendue à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'hôtel de ville, dans la dite ville de Coaticook, le MARDI, VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent trente-huit (1938), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et des intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Nom: Fauteux, Mlle Olympe; Lots: Pt. 1714; Taxes municipales et intérêts: \$13.40; Taxes scolaires et intérêts: \$8.74; Total: \$22.14.

L'immeuble susdit est du cadastre et du livre de renvoi de la ville de Coaticook.

Donné sous mon seing, à Coaticook, ce dix-septième jour de novembre mil neuf cent trente-huit.

Le secrétaire-trésorier,
5639-47-2-o ROMUALD DUMONT.

Province of Quebec, Town of Coaticook.

Public notice is hereby given by the undersigned, Romuald Dumont, secretary-treasurer of the town of Coaticook, that the property hereinafter described will be sold, by public auction, at the office of the Council, at the town hall, in the said town of Coaticook, on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER one thousand nine hundred and thirty-eight (1938), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and also to the payment of the costs, unless these taxes, interests and costs be paid before the sale.

Name: Fauteux, Mlle Olympe; Lots: Pt. 1714; Municipal taxes and interest: \$13.40; School taxes and interest: \$8.74; Total: \$22.14.

The above mentioned immovable is on the cadastral plan and in the book of reference of the town of Coaticook.

Given under my hand, at Coaticook, this seventeenth day of November one thousand nine hundred and thirty-eight.

ROMUALD DUMONT,
5640-47-2-o Secretary-Treasurer.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité: que les propriétés ci-bas décrites seront vendues, au bureau de poste à Barkmere, MERCREDI, le VINGT ET UN DECEMBRE, mil neuf cent trente huit, à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire le paiement de taxes municipales dues, plus l'intérêt accru et qui s'accroîtra là-dessus, et le coût de vente, à moins que les dites taxes, intérêt et coût soient payés avant la vente.

Que le certain lot de terre connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de références du canton d'Arundel, sous le No trois, dans le sixième rang, moins cependant, la portion vendue à C.-A. Spencer par titres enregistrés sous le numéro 23672, et à Albert Richard Whittall par titres enregistrés sous le numéro 30776 et appartenant à A. Samson et A. Fortin.

Donné ce 19ième jour de novembre, mil neuf cent trente huit.

Le secrétaire-trésorier,
5657-47-2-o C.-L. REEVE.

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the aforesaid municipality: that the properties hereinafter described will be sold at the post office, in Barkmere, on WEDNESDAY, DECEMBER TWENTY-FIRST, nineteen hundred and thirty eight, at TEN o'clock of the forenoon, to satisfy the payment of municipal taxes due, plus interest accrued and to accrue thereon, and costs, unless the said taxes, interest and costs, be paid before the sale.

That certain lot of land known and designated upon the official plan and in the book of references of the township of Arundel under the number three, in the sixth range thereof, less however the portion whereof sold to C. A. Spencer by deed registered under the number 23672, and to Albert Richard Whittall by deed registered under the number 30776 and belonging to A. Samson and A. Fortin.

Given this nineteenth day of November, one thousand nine hundred and thirty-eight.

C. L. REEVE,
5658-47-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.

Canada, } JEAN - ALAIN DES-
Province de Québec, } ROSIERS, épiciers,
District d'Abitibi, } de Val d'Or, y faisant
No 5102. } affaires, sous le nom
de "Cash & Save Reg'd", (demandeur dans
l'instance originale), saisissant; vs RIVER
VIEW HOTEL, société commerciale ayant un
bureau d'affaires dans le canton Dubuisson, et
GILBERT LECLAIR et ILDEGE SAMUEL,
tous deux du canton Dubuisson et y faisant
affaires comme associés sous le nom de "River
View Hotel", (défendeurs dans l'instance origi-
nale), saisis.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu au bureau d'enregistrement à Amos, le vingt-deuxième jour de novembre 1938, à dix heures de l'avant-midi, aura lieu le MARDI, le DIXIÈME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau d'enregistre-
ment à Amos.

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, 23 novembre 1938. 5671-47-2-o
[Première publication, le 26 novembre 1938]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Province de Québec, } J. B. TIMMER-
Arthabaska, à savoir: } J. MANS, commer-
No 2294 } çant de la ville de
Victoriaville, demandeur; vs MEDERIC TES-
SIER, de la ville de St-Hyacinthe, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre étant la moitié nord-est du lot numéro seize du onzième rang du canton de Warwick, contenant cinq arpents de front, plus ou moins, sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Warwick sous le numéro mille quatre vingt onze (1091) prenant au nord-est à Josaphat Babineau, et au sud-ouest à Philippe Poirier, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Clothilde de Horton, comté d'Arthabaska, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE, 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, ce 3 novembre, 1938. 5333-44-2-o
[Première publication, 5 novembre 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: } EASTERN TRUST
No B169455. } COMPANY, corpo-
ration dûment incorporée, ayant son bureau
chef et sa principale place d'affaire dans la ville
de Halifax, province de la Nouvelle-Ecosse, et
une place d'affaire dans la ville de Montréal,

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

Canada, } JEAN - ALAIN DES-
Province of Quebec, } ROSIERS, grocer,
District of Abitibi, } of Val d'Or, there carry-
No. 5102. } ing on business under
the name of Cash & Save Reg'd.. (Plaintiff in
original suit), Seizing; vs RIVER VIEW HOTEL,
commercial partnership having a business office
in the township of Dubuisson, and GILBERT
LECLAIR and ILDEGE SAMUEL, both of
the township of Dubuisson and there carrying
on business as partners under the name of "River
View Hotel", (Defendants in original suit),
Seized.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which was to have taken place at the Registry office at Amos, on the twenty-second day of November, 1938, at ten o'clock in the forenoon, shall take place on TUESDAY, the TENTH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, at the Registry office in Amos.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, November 23, 1938. 5672-47-2
[First publication, November 26th, 1938]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska

Province of Quebec, } J. B. TIMMER-
Arthabaska to wit: } J. MANS, dealer of
No. 2294 } the city of Victoria-
ville, plaintiff; vs. MEDERIC TESSIER, of the
city of St-Hyacinthe, defendant.

As belonging to the defendant:

A piece of land the half north-east of the lot number sixteen of the eleventh range of township of Warwick, containing five arpents in front, more or less, on the depth of lot, known and designated to the official plan of township of Warwick under the number one thousand and ninety one (1091) taking to north east to Josaphat Babineau, and to south-west to Philippe Poirier, with buildings thereon erected.

To be sold to the parochial church of Ste-Clothilde de Horton, county of Arthabaska, the FIFTH day of DECEMBER 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, November 3, 1938. 5334-44-2-o
[First publication, November 5th, 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal

Arthabaska to wit: } EASTERN TRUST
No. B169455 } COMPANY, a cor-
poration duly incorporated, having its head
office and principal place of business in the city
of Halifax, Province of Nova Scotia and a place
of business in the city of Montreal, Province of

province de Québec, demanderesse; vs ST. FRANCIS HYDRO ELECTRIC COMPANY, LIMITED, dûment incorporée, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaire dans la ville de Montréal, province de Québec, défenderesse.

Quebec, plaintiff; vs. ST. FRANCIS HYDRO ELECTRIC COMPANY LIMITED, a corporation duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, defendant.

Comme appartenant à la défenderesse:

As belonging to the defendant:

DESCRIPTION DES PROPRIÉTÉS DANS LES DISTRICTS
D'ARTHABASKA ET DE RICHELIEU

Ce certain emplacement composé de:

1. Ce certain emplacement situé dans la paroisse St-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, dans la dite Province de Québec, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Wendover comme étant le No quatre-vingt-deux (82) mesurant, le dit emplacement, cent pieds de profondeur sur six cents pieds de largeur, plus ou moins, et étant borné en front par la rivière St-François, au nord-est et sud-est par d'autres parties du dit lot No quatre-vingt-deux appartenant à Samuel Grondin ou représentants, et au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-trois (83) des dits plan et livre de renvoi officiels.

2. Ce certain emplacement situé dans la dite paroisse de St-Joachim de Courval, dans le troisième rang du dit canton de Wendover, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Wendover comme étant le No quatre-vingt-trois (83), le dit emplacement mesurant quatre arpents et une demie le long de la rivière St-François, sur une profondeur de trois-quarts d'un arpent, plus ou moins, et étant borné au sud-est par le dit lot No quatre-vingt-deux, au sud-ouest par la rivière St-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-quatre (84) aux dits plan et livre de renvoi officiels, et au nord-est par une autre partie dudit lot No quatre-vingt-trois et séparé d'icelle partie par un fossé situé à une distance d'environ trois-quarts d'arpent de ladite rivière St-François.

3. Ce certain emplacement situé dans la dite paroisse de St-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Wendover, comme étant le lot No quatre-vingt-quatre (84), le dit emplacement comprenant toute la largeur dudit lot No quatre-vingt-quatre le long de la rivière St-François et ayant une profondeur de une (1) acre, borné comme suit: au sud-est par le dit lot No quatre-vingt-trois, au sud-ouest par la rivière St-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-cinq (85) aux dits plan et livre de renvoi officiels, et au nord-est par le résidu dudit lot No quatre-vingt-quatre appartenant à Joseph St-Cyr et Emmanuel St-Cyr ou représentants.

4. Ce certain emplacement situé dans la dite paroisse de St-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Wendover, comme étant le lot No quatre-vingt-cinq (85), le dit emplacement comprenant toute la largeur dudit lot le long de la rivière St-François et ayant une profondeur de une (1) acre et borné comme suit: au sud-est par le dit lot No quatre-vingt-quatre, au sud-ouest par la rivière St-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-six (86) aux dits plan et livre de renvoi officiels et au nord-est par la partie dudit lot appartenant à Samuel Pierre Grondin ou représentants.

DESCRIPTION OF PROPERTIES IN THE DISTRICTS
OF ARTHABASKA & RICHELIEU

That certain emplacement composed of:

1. That certain emplacement situate in the Parish of Saint Joachim de Courval, in the Third Range of the Township of Wendover, in said Province of Quebec, forming part of the lot known on the Official Plan and Book of Reference of the said Township of Wendover as Number Eighty-two (82), measuring, said emplacement, one hundred feet in depth by six hundred feet in width, more or less, and being bounded in front by the River Saint Francis, to the Northeast and Southeast by other portions of said Lot Number Eighty-two belonging to Samuel Grondin or representatives, and to the Northwest by Lot Number Eighty-three (83) on said Official Plan and Book of Reference.

2. That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval, in the Third Range of the said Township of Wendover, forming part of the lot known on the Official Plan and Book of Reference of the said Township of Wendover as Number Eighty-three (83), said emplacement measuring four arpents and a half along the River St. Francis, by a depth of three-quarters of an arpent, more or less, and being bounded to the Southeast by said Lot Number Eighty-two, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by Lot Number Eighty-four (84), on said Official Plan and Book of Reference, and to the Northeast by another part of said Lot Number Eighty-three and separated therefrom by a ditch situated at about three-quarters of an arpent from the said River Saint Francis.

3. That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the said Township of Wendover as Lot Number Eighty-four (84), said emplacement comprising the entire width of the said Lot Number Eighty-four along the River Saint Francis and having a depth of one (1) acre, bounded as follows: to the Southeast by said Lot Number Eighty-three, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by Lot Number Eighty-five (85) on said Official Plan and Book of Reference, and to the Northeast by the remainder of said Lot Number Eighty-four belonging to Joseph St. Cyr and Emmanuel St. Cyr or representatives.

4. That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known and designated on the Official Plan and Book of Reference of said Township of Wendover as Lot Number Eighty-five (85), said emplacement comprising the entire width of said lot along the River St. Francis and having a depth of one (1) acre and bounded as follows: to the Southeast by said Lot Number Eighty-four, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by Lot Number Eighty-six (86), on the said Official Plan and Book of Reference and to the Northeast by the portion of said Lot belonging to Samuel Pierre Grondin or representatives.

5. Ce certain emplacement situé dans la dite paroisse de St-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Wendover comme étant le lot No quatre-vingt-six (86) ledit emplacement comprenant toute la largeur du dit lot le long de la rivière St-François par une profondeur de une (1) acre, et étant borné au sud-est par le dit lot No quatre-vingt-cinq, au sud-ouest par la rivière St-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-sept (87), aux dits plan et livre de renvoi officiels, au nord-est par les parties restantes dudit lot appartenant à Samuel-Pierre Grondin et Willie Grondin respectivement, ou représentants.

6. Ce certain emplacement situé dans la dite paroisse de St-Joachim de Courval, dans le troisième rang du canton Wendover, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Wendover comme étant le lot No quatre-vingt-sept (87) le dit emplacement comprenant toute la largeur du dit lot le long de la rivière St-François et ayant une profondeur d'une (1) acre et borné comme suit: au sud-est par le lot No quatre-vingt-six, au sud-ouest par la rivière St-François, au nord-ouest par le lot No quatre-vingt-huit (88) des dits plan et livre de renvoi officiels et au nord-est par la partie du dit lot appartenant à Willie Grondin ou représentants.

7. Ce certain emplacement situé dans le canton de Grantham, dans le comté de Drummond, et faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comme lot No cinquante-cinq (55) le dit emplacement étant borné à l'est par la rivière St-François, au sud par le chemin public situé entre le dit lot No cinquante-cinq (55) et le lot No cinquante-trois (53), à l'ouest par le chemin verbalisé du premier rang du canton de Grantham et au nord par la partie du dit lot appartenant à Ludger Lahaie ou ses représentants.

8. Ce certain emplacement situé dans le village de St-Joachim de Courval faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Zéphirin de Courval, comme étant le lot No six cent cinquante-trois (653) le dit emplacement ayant une largeur le long de la rivière St-François de quatre acres, plus ou moins, une profondeur sur le côté sud-est de deux cent quatre-vingt-cinq (285) pieds, une largeur sur le côté nord-ouest de cent (100) pieds, et étant borné vers le sud-ouest par la rivière St-François, sur le côté nord-est par le résidu dudit lot appartenant à Herménégilde Gamelin ou représentants, d'un côté vers le sud-est par le lot No six cent cinquante-quatre (654) aux dits plan et livre de renvoi officiels, et sur l'autre côté vers le nord-ouest par le lot No six cent cinquante-deux (652) des dits plan et livre de renvoi officiels.

Tous les droits, titres et intérêts de la défenderesse de ce certain emplacement situé dans le village de St-Joachim de Courval, contenant huit (8) acres environ en superficie et étant partie du lot connu et désigné par le No quatre-vingt-neuf (89) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Wendover, bornée la dite partie du front au sud-ouest par la dite rivière St-François, au nord-est en arrière par le chemin principal, sur un côté au sud-est par le dit lot No quatre-vingt-

5. That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known on the Official Plan and Book of Reference of said Township of Wendover as Lot Number Eighty-six (86), said emplacement comprising the entire width of said lot along the River Saint Francis by a depth of one (1) acre, and being bounded to the Southeast by said Lot Number Eighty-five, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by lot Number Eighty-seven (87) on said Official Plan and Book of Reference, and to the Northeast by the remaining portions of said lot belonging to Samuel Pierre Grondin and Willie Grondin, respectively or representatives.

6. That certain emplacement situate in said Parish of Saint Joachim de Courval in the Third Range of the Township of Wendover, forming part of the lot known on the Official Plan and Book of Reference of said Township of Wendover as Lot Number Eighty-seven (87), said emplacement comprising the entire width of said lot along the River Saint Francis and having a depth of one (1) acre, and bounded as follows: to the Southeast by said Lot Number Eighty-six, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by Lot Number Eighty-eight (88) on the said Official Plan and Book of Reference, and to the Northeast by the portion of said lot belonging to Willie Grondin or representatives.

7. That certain emplacement situate in the Township of Grantham, in the County of Drummond, and forming part of the lot known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Grantham as Lot Number Fifty-five (55), said emplacement being bounded to the East by the River Saint Francis, to the South by the public road lying between said Lot Number Fifty-five and Lot Number Fifty-three (53), to the West by the homologated road of the First Range of the Township of Grantham and to the North by a portion of said lot belonging to Ludger Lahaie or representatives.

8. That certain emplacement situate in the Village of Saint Joachim de Courval forming part of the lot known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Parish of Saint Zéphirin de Courval as Lot Number Six hundred and fifty-three (653), said emplacement having a width along the River Saint Francis of four acres, more or less, a depth on the Southeast side of two hundred and eighty-five (285) feet, a depth on its Northwest side of one hundred (100) feet and being bounded towards the Southwest by the River Saint Francis, towards the Northeast side by the remainder of said lot belonging to Herménégilde Gamelin or representatives, on one side towards the Southeast by lot Number Six hundred and fifty-four (654) on said Official Plan and Book of Reference and on the other side towards the Northwest by Lot Number Six hundred and fifty-two (652) on the said Official Plan and Book of Reference.

All the right, title and interest of the Defendant in and to that certain emplacement situate in the Village of Saint Joachim de Courval containing about eight (8) acres in superficies and being part of the lot known and designated by the Number Eighty-nine (89) on the Official Plan and in the Book of Reference of said Township of Wendover, bounded, said portion, in front to the Southwest by said River Saint Francis, to the Northeast in rear by the

huit (88) et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No six cent cinquante-quatre (654), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Zéphirin de Courval.

Tous les droits, titres et intérêts de la défenderesse dans un tiers indivis d'un certain emplacement ou île ordinairement connue comme Ile Jersey située dans la rivière St-François, étant connue et désignée comme lot No cinquante-quatre (54) des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Grantham.

Tous les droits, titres et intérêts de la défenderesse dans ce certain emplacement situé dans le premier rang du dit canton de Grantham, formant partie des lots connus aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Grantham comme Nos cinquante-neuf (59) et soixante (60) et ayant une superficie totale de sept cents acres, plus ou moins, le dit emplacement étant borné en front par la dite rivière St-François, en arrière par une autre partie des dits lots, sur un côté au sud par les Delles Carol ou leurs représentants et de l'autre côté au nord par Léon Farly ou ses représentants.

Ce certain emplacement situé dans le dit village de St-Joachim de Courval, faisant partie du lot connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de St-Zéphirin de Courval, comme étant le lot No six cent cinquante-quatre (654) et étant toute cette partie du dit lot sise entre le chemin public et la rivière Saint-François, lequel dit emplacement est borné au sud-est par le lot No quatre-vingt-neuf des plan et livre de renvoi officiels du canton de Wendover, au sud-ouest par la rivière Saint-François, au nord-ouest par le dit lot No six cent cinquante-trois et au nord-est par le dit chemin public.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de St-Majorie, comté de Drummond, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 23 novembre 1938. 5669-47-2-o
[Première publication, le 26 novembre 1938]

main road, on one side to the Southeast by said Lot Number Eighty-eight (88) and on the other side to the Northwest by Lot Number Six hundred and fifty-four (654) on the Official Plan and Book of Reference for the Parish of Saint Zephirin de Courval.

All the right, title and interest of the Defendant in and to an undivided one third of that certain emplacement or island commonly known as Jersey Island situate in the said St. Francis River, being known and designated as Lot Number Fifty-four (54) on the Official Plan and Book of Reference of the said Township of Grantham.

All the right, title and interest of the defendant in and to that certain emplacement situate in the First Range of the said Township of Grantham, forming part of the lots known on the official Plan and Book of Reference of the said Township of Grantham as Numbers Fifty-nine and Sixty (59 & 60), and having a total superficies of seven hundred acres, more or less, bounded, said emplacement, in front by said River Saint Francis, in rear by another part of said Lots, on one side to the South by the Misses Carol or representatives, and on the other side to the North by Leon Farly or representatives.

All the right, title and interest of the defendant in and to that certain emplacement situate in the said Village of Saint Joachim de Courval, forming part of the lot known on the Official Plan and Book of Reference of the said Parish of Saint Zephirin de Courval as Lot Number Six hundred and fifty-four (654) and being all that part of said lot lying between the public road and the River Saint Francis, and which said emplacement is bounded to the Southeast by Lot Number Eighty-nine on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Wendover, to the Southwest by the River Saint Francis, to the Northwest by said Lot Number Six hundred and fifty-three, and to the Northeast by the said public road.

To be sold (en bloc) at the parochial church door of St-Majorie, county of Drummond, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, Nov. 23, 1938. 5670-47-2-o
[First publication, November 26, 1938]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce
Beauce, à savoir: { ISIDORE DEBLOIS, ren-
No 15801 } tier de Ste-Marguerite,
Dorchester, demandeur; vs. ODILON GRENIER
de St-Edouard de Frampton, Dorchester, défendeur.

1. Une terre contenant deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur située en le troisième rang du canton de Frampton, paroisse de St-Edouard, bornée au sud-ouest à Michel Furlong, au sud-est à William Magher, au nord-est au chemin public, au nord-ouest à Mchay Doran, connue et désignée sous le No (224) deux cent vingt-quatre du cadastre officiel de la dite paroisse de St-Edouard de Frampton.

2. Une terre contenant soixante et un acres et soixante et deux perches en superficie, plus ou moins, située au même endroit que ci-dessus

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce
Beauce, to wit: { ISIDORE DEBLOIS, an-
No. 15801 } nuitant, of Ste-Margue-
rite, Dorchester, plaintiff; vs. ODILON GRENIER, of St-Edouard de Frampton, Dorchester, defendant.

1. A farm measuring two arpents in front by twenty arpents in depth situate in the third range of the township of Frampton, parish of St-Edouard, bounded on the southwest by Michel Furlong, on the southeast by William Magher, on the northeast by the public road, on the northwest by Mchay Doran, known and designated under No. (224) two hundred and twenty-four of the official cadastre for the said parish of St-Edouard de Frampton.

2. A farm measuring sixty-one acres and sixty-two perches in superficies, more or less, situate at the same place as hereinabove described, known

décrit, connue et désignée sous les numéros (220 et 221) deux cent vingt et deux cent vingt et un du cadastre officiel de la paroisse de St-Edouard de Frampton.

3. Un terrain contenant quatre perches de front sur vingt-cinq acres de profondeur plus ou moins, située au même endroit que ci-dessus décrit, borné en front vers le sud-ouest au chemin royal du lieu, en arrière au bout de sa dite profondeur, au nord-ouest à la terre ci-dessus et en deuxième lieu désignée, au sud-ouest à Arthur Carter, et à Charles Lehouillier, faisant partie du numéro (224) deux cent vingt-quatre du cadastre officiel de la paroisse de St-Edouard de Frampton, comté Dorchester, avec réserve pour la fabrique de St-Edouard de Frampton, du terrain ayant servi autrefois de cimetière catholique faisant partie du numéro (222) deux cent vingt-deux du dit cadastre.

Pour être vendus, à la porte de l'église de la paroisse de St-Edouard de Frampton, comté de Dorchester, MARDI le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1938 à DIX heures a.m.

Donné ce 21ème jour de novembre 1938 en le bureau du shérif.

Le shérif de Beauce,

XAVIER BEAUDOIN.

[Première publication, le 26 novembre 1938]
5663-47-2-o.

and designated under numbers (220 and 221) two hundred and twenty, and two hundred and twenty-one of the official cadastre for the parish of St-Edouard de Frampton.

3. A lot of land measuring four perches in front by twenty-five acres in depth, more or less, situate at the same place as hereinabove described, bounded in front towards the southwest by the King's highway of the place, in rear by the end of its said depth, on the northwest by the farm hereinabove and secondly described, on the southwest by Arthur Carter and Charles Lehouillier, forming part of number (224) two hundred and twenty-four of the official cadastre for the parish of St-Edouard de Frampton, county of Dorchester, with reserve for the Fabrique de St-Edouard de Frampton, of the lot of land having served heretofore as Catholic cemetery forming part of number (222) two hundred and twenty-two of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of St-Edouard de Frampton, county of Dorchester, on TUESDAY the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1938, at TEN o'clock a.m.

Given this 21st day of November 1938, in the sheriff's office.

XAVIER BEAUDOIN,

Sheriff of Beauce.

[First publication, November 26, 1938]
5664-47-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: **THE PRUDENTIAL**
No 174603 **INSURANCE COMPANY OF AMERICA**, demanderesse; vs. **JOSEPH LEOPOLD GAUTHIER**, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Verdun, à l'angle de l'avenue Beatty, en la cité de Verdun, mesurant d'après l'occupation actuelle, cinquante pieds et trois pouces en largeur, en front, cinquante pieds deux pouces, en largeur, en arrière, par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison, dont la partie du mur nord-est est mitoyenne, et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle conduisant au dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la subdivision numéro neuf cent deux du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-902) aux plans et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant, d'après l'occupation actuelle, vingt-cinq pieds et un pouce et demie en largeur, en front, et vingt-cinq pieds et un pouce en largeur, en arrière, par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur;

2. De la subdivision numéro neuf cent trois du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-903) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant, d'après l'occupation actuelle, vingt-cinq pieds et un pouce et demie en largeur, en front, vingt-cinq pieds et un pouce en largeur, en arrière, par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE PRUDENTIAL**
No. 174603 **INSURANCE COMPANY OF AMERICA**, plaintiff; vs. **JOSEPH LEOPOLD GAUTHIER**, defendant.

An emplacement fronting on Verdun Avenue at the corner of Beatty Avenue, in the city of Verdun, measuring according to actual occupation, fifty feet and three inches in width in front, fifty feet two inches in width in rear, by ninety-five feet in depth, English measure and more or less, with a house, whereof part of the north-east wall is mitoyen, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of subdivision number nine hundred and two of the original lot number four thousand six hundred and seventy-nine (4679-902) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring, according to actual occupation, twenty-five feet and one inch and one-half of an inch in width in front, and twenty-five feet and one inch in width in rear, by ninety-five feet in depth;

2. Of subdivision number nine hundred and three of the original lot number four thousand six hundred and seventy-nine (4679-903) of the aforesaid official plan and book of reference, measuring, according to actual occupation, twenty-five feet and one inch and one-half of an inch in width in front, twenty-five feet and one inch in width in rear, by ninety-five feet in depth.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$2,075.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 28 octobre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 31 octobre 1938. 5335-44-2
[Première publication, 5 novembre 1938].

A deposit of \$2,075.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated October 28th 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 31st, 1938. 5336-44-2-o
[First publication, November 5th 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { ROBERT ANSTRUTHER RAMSAY, demandeur; vs DAME MARY CATHERINE LAWES, veuve de feu Isidore Crépeau, défenderesse.

Ce certain emplacement situé en la cité d'Outremont, ayant front sur l'avenue Outremont, connu comme étant la subdivision numéro trente-huit de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35-38) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingt-neuf pieds six pouces en profondeur et une superficie de deux mille deux cent trente-et-un pieds carrés, mesure anglaise, et plus ou moins. Avec le droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres y ayant droit. Avec la maison lambrissée en brique sus-érigée portant le No 207, avenue Outremont, en la cité d'Outremont.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$575.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 26 octobre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 2 novembre 1938. 5337-44-2
[Première publication, 5 novembre 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { ROBERT ANSTRUTHER RAMSAY, plaintiff, vs. DAME MARY CATHERINE LAWES widow of the late Isidore Crépeau, defendant.

That certain emplacement in the city of Outremont, fronting on Outremont Avenue known as subdivision number thirty-eight of the official subdivision of lot number thirty-five (35-38) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in width by eighty-nine feet six inches in depth and a superficial area of two thousand two hundred and thirty-one square feet English measure, and more or less. With the right of passage in the lane in rear in common with others having rights therein. With the brick encased house thereon erected bearing the No. 207 Outremont Avenue, in the city of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$575.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated October 26th 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 2nd, 1938. 5338-44-2-o
[First publication, November 5th 1938].

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que la Fédération Nationale Catholique des Métiers du bâtiment lui a présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Brodie's Limited, 1070, rue Bleury, Montréal; National Granite Works Limited, 892 ouest, rue Sherbrooke, Montréal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Québec; Silver Granite Company Limited, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal; Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Québec; Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Québec; W. M. Haselton Granite Quarries, Beebe, Québec;

possédant et exploitant des carrières de granit et des ateliers de taillage de granit et faisant affaires dans toute la Province;

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), notice is hereby given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment" has presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Brodie's Limited, 1070 Bleury Street, Montreal; National Granite Works Limited, 892 Sherbrooke St. W. Montreal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Quebec; Silver Granite Company Limited, 1117 St. Catherine St. W., Montreal; Deschambault Quarry Corporation, St. Marc des Carrières, Quebec; Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Quebec; W. M. Haselton Granite Quarries, Beebe, Quebec;

owning and operating granite quarries and granite cutting plants and carrying on business throughout said Province;

Quinlan Cut Stone Limited, 4414 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal; Morrison Quarry Company Registered, 1070, rue Bleury, Montréal; Martineau Fils Limitée, 517 ouest, rue Marie-Anne, Montréal; H.-R. Hutchison, 3726, rue St-Ambroise, Montréal; Lasalle Stone & Marble Company Limited, Avenue Lafleur, Ville Lasalle, Qué.; Missisquoi Stone & Marble Co., Ltd., Philipsburg, Qué.; Joseph O. Gauthier, St-Marc des Carrières, Québec; Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Qué.; Arco Stone Company Limited, 2565 est, rue Bélanger, Montréal; Art Stone Limited, 5701, rue De Normandie, Montréal;

tous propriétaires de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre, à l'exception du granit et du marbre, et constituant le groupe prépondérant des employeurs dans cette industrie faisant affaires dans toute la Province;

Missisquoi Stone & Marble Company, Philipsburg, Qué.; Smith Marble & Construction Co., Ltd., 207 Avenue Van Horne, Montréal; Pizzagalli Terrazzo Tile Manufacturing Co., 105 ouest, rue Jean Talon, Montréal; Deery Marble Company Limited, 6554, rue Durocher, Montréal; Lasalle Stone & Marble Company Ltd., Avenue Lafleur, Ville Lasalle, Qué.; Canadian Flooring Tile Company Ltd., 27 ouest, rue Jean Talon, Montréal; Paul-Ovide Lepage, 4094, rue Parthenais, Montréal; Art Tile & Ceramique Company, 6557, rue Garnier, Montréal;

tous propriétaires d'ateliers de marbre et de terrazzo et comprenant le groupe prépondérant des employeurs de ladite industrie faisant affaires dans toute la Province;

Canadian Welding Works Limited, 278, rue de la Reine, Montréal; A. Faustin Limited, 1525, rue Moreau, Montréal; Robert Mitchell Company Limited, 750 Avenue Belair, Montréal; A. & S. Architectural Iron, 87, ouest, rue Vitre, Montréal; Montreal Architectural Iron Works Limited, 279, rue Prince, Montréal; Montreal Metalworked Products Limited, 5290, rue St-Patrick, Montréal;

tous faisant affaires comme manufacturiers et entrepreneurs en fer et en bronze ornemental dans la cité de Montréal, et comprenant le groupe prépondérant des employeurs de ladite industrie et exerçant leurs affaires dans la Province;

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment; Les filiales de la Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment, comprenant le Syndicat des Tailleurs de Pierre de Montréal; le Syndicat National catholique des Briqueteurs-Maçons et Tailleurs de Pierre du Canada, section No 1, Québec, l'Union Nationale Catholique des Tailleurs de Pierre des Trois-Rivières, le Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de St-Marc des Carrières et le Syndicat National Catholique aux Carrières de Frontenac, et "The Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal";

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

Quinlan Cut Stone Limited, 4414 St. Catherine St. W., Montreal; Morrison Quarry Company Registered, 1070 Bleury Street., Montreal; Martineau Fils Limitée, 517 Marie-Anne St. W., Montreal; H. R. Hutchison, 3726 St. Ambrose Street, Montreal; Lasalle Stone & Marble Company Ltd., Lafleur Avenue, Ville Lasalle, P.Q.; Missisquoi Stone & Marble Co. Ltd., Philipsburg, Quebec; Joseph O. Gauthier, St. Marc des Carrières, Quebec; Deschambault Quarry Corporation, St. Marc des Carrières, Quebec; Arco Stone Company Limited, 2565 Belanger Street, E., Montreal; Art Stone Limited, 5701 De Normandie Street, Montreal;

all owners of quarries and cut stone plants operating in limestone, sandstone, artificial stone and all other stone excepting granite and marble, and comprising the preponderant group of the employers of such industry doing business in the whole Province;

Missisquoi Stone & Marble Company Ltd., Philipsburg, Quebec; Smith Marble & Construction Co. Ltd., 207 Van Horne Avenue, Montreal; Pizzagalli Terrazzo Tile Manufacturing Co., 105 Jean Talon Street, W., Montreal; Deery Marble Company Limited, 6554 Durocher Street, Montreal; Lasalle Stone & Marble Company Ltd., Lafleur Avenue, Ville Lasalle, P.Q.; Canadian Flooring Tile Company Ltd., 27 Jean Talon St. W., Montreal; Paul-Ovide Lepage, 4094 Parthenais Street, Montreal; Art Tile & Ceramique Company, 6557 Garnier Street, Montreal;

all owners of marble and terrazzo plants and comprising the preponderant group of the employers of such industry doing business in the Province of Quebec;

Canadian Welding Works Limited, 278 Queen Street, Montreal; A. Faustin Limited, 1525 Moreau Street, Montreal; Robert Mitchell Company Limited, 750 Belair Avenue, Montreal; A. & S. Architectural Iron, 87 Vitre Street W., Montreal; Montreal Architectural Iron Works Limited, 279 Prince St., Montreal; Montreal Metalworked Products Limited, 5290 St. Patrick St., Montreal;

all operating as Ornamental Iron and Bronze Manufacturers and Contractors in the city of Montreal, Province of Quebec, and comprising the preponderant group of the employers of such industry doing business in the Province;

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment"; the branches of "La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment"; comprising: "Le Syndicat des Tailleurs de Pierre de Montréal", "Le Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Tailleurs de Pierre du Canada, Section No 1, Québec", "L'Union Nationale Catholique des Tailleurs de Pierre des Trois-Rivières", "Le Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de St. Marc des Carrières" and "Le Syndicat National Catholique aux Carrières de Frontenac", and "The Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal";

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

SECTION I

INDUSTRIE DU GRANIT

I. *a. Juridiction industrielle:* La présente section s'applique et comprend toutes les opérations d'extraction, de cassage, de concassage et de finition du granit.

b. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II. *Taux des salaires:* Les taux de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaires
Taillieurs de granit.....	\$ 0.60
Manœuvres.....	0.30
Carriers.....	0.40
Forgerons.....	0.50
Opérateurs de scie à chasse (<i>gang saw</i>).....	0.45
Polisseurs à la machine.....	0.50
Apprentis polisseurs—1ère année.....	0.25
Polisseurs à la main, expert, après un an.....	0.40
Opérateurs de grue (<i>hoist</i>).....	0.45
Opérateurs de dégauchisseuse.....	0.50
Opérateurs de machines à carborundum.....	0.45
Ingénieur-en-chef.....	0.60
Ingénieurs-mécaniciens.....	0.50
Assistants-ingénieurs.....	0.45
Opérateurs de grue mobile (<i>crane</i>).....	0.45
Chauffeurs.....	0.45
Apprentis—tailleurs de granit:	
1ère année.....	0.20
2ième année.....	0.25
3ième année.....	0.35
4ième année.....	0.50

Il est particulièrement stipulé et convenu qu'un taux de \$0.70 l'heure pour les tailleurs de granit sera payé dans les limites de la cité de Québec, l'île de Montréal, la cité de Sherbrooke et la cité des Trois-Rivières.

Salaires horaires	Dans les cités	Dans les centres ruraux
-------------------	----------------	-------------------------

II. <i>a. Préposés au lettrage et aux dessins sur composition-compagnons tailleurs de granit ou non.</i>	\$ 0.70	\$ 0.60
Préposés au jet de sable qui ne sont pas dessinateurs ni compagnons tailleurs de granit.....	0.50	0.50

III. *Durée du travail:* La durée maximum du travail des tailleurs de granit, des apprentis tailleurs de granit et des préposés au lettrage sera de 45 heures par semaine et de 8 heures par jour, pour les cinq premiers jours de la semaine et de 5 heures le samedi. Les forgerons travailleront 8 heures par jour dans les ateliers et 5 heures le samedi, et 9 heures par jour dans les carrières et 5 heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de la présente section, sera de 50 heures par semaine, soit 9 heures par jour pour les 5 premiers jours de la semaine et de 5 heures le samedi.

IV. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V. *Apprentissage:* a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage relativement au métier de tailleur de granit. Aucun apprenti ne

SECTION I

GRANITE INDUSTRY

I. *a. Industrial jurisdiction:* The present section shall apply and extend to all granite quarrying, breaking, crushing and finishing operations.

b. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this section shall comprise and include the entire Province of Quebec.

II. *Rates of wages:* The rates of wages shall be the following for each of the following trades:

Trades	Wage rate per hour
Granite cutters.....	\$ 0.60
Labourers.....	.30
Quarrymen.....	.40
Blacksmiths.....	.50
Gang saw operators.....	.45
Machine polishers.....	.50
Apprentice polishers—1st year.....	.25
Hand polishers, expert, after 1 year.....	.40
Hoist operators.....	.45
Surface Machine operators.....	.50
Carborundum Machine operators.....	.45
Chief engineer.....	.60
Mechanical engineers.....	.50
Assistant engineer.....	.45
Crane operators.....	.45
Firemen.....	.45
Apprentice Granite Cutters:	
First year.....	.20
Second year.....	.25
Third year.....	.35
Fourth year.....	.50

It is particularly stipulated and agreed that a rate of \$0.70 an hour for granite cutters shall apply within the limits of the City of Quebec, the Island of Montreal, the City of Sherbrooke, and the city of Three Rivers.

Hourly rates	In cities	In rural districts
--------------	-----------	--------------------

II. <i>a. Letterers or designers on composition who are journeymen granite cutters or not.</i>	\$ 0.70	\$ 0.60
Sand blast operators not designers who are not journeymen granite cutters.....	.50	.50

III. *Duration of labour:* The maximum duration of labour for granite cutters, apprentices granite cutters and letterers shall be 45 hours per week and 8 hours per day, for the first 5 days of the week and 5 hours on Saturday. Blacksmiths shall work 8 hours per day in plants, with 5 hours on Saturday, and 9 hours per day in quarries with 5 hours on Saturday. The maximum duration of labour for the other trades mentioned in article II of the present section shall be 50 hours per week, that is 9 hours per day for the first 5 days of the week and 5 hours on Saturday.

IV. *Overtime work:* Overtime work shall be paid at the rate of time and one-quarter of the regular rates.

V. *Apprenticeship:* a. Four years shall constitute the period of apprenticeship for the granite cutting trade. No apprentice shall begin his ap-

pourra commencer la période de son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize ans ou après avoir dépassé l'âge de vingt ans.

b. En aucun temps plus d'un apprenti ne pourra être employé pour chaque 8 tailleurs de granit engagés dans chaque atelier.

VI. La partie de première part pourra engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article II de la présente section, mais un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé par dix tailleurs de granit normaux le comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

SECTION 2

INDUSTRIE DU MARBRE

I. Les taux de salaire ci-dessous mentionnés seront payés pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de marbre	\$ 0.60
Apprentis—tailleurs de marbre:	
1ère année	0.20
2ième année	0.25
3ième année	0.35
4ième année	0.50
Compresseurs	0.35
Ajusteurs de scie (<i>setters</i>)	0.35
Aides	0.30
Mécaniciens (<i>millwrights</i>)	0.40
Opérateurs de machines à scier (<i>gang saws</i>)	0.40
Opérateurs de machines à carborundum (grasses ou petites)	0.50
Apprentis—opérateurs de machines à carborundum:	
Premiers 6 mois	0.35
Deuxièmes 6 mois	0.40
Troisièmes 6 mois	0.45
Polisseurs de face (<i>bed rubber face</i>)	0.45
Polisseurs de bouts (<i>bed rubber end</i>)	0.35
Polisseurs à la machine (marbre et terrazo)	0.40
Polisseurs à la main	0.35
Ménisiers pour boîtes (<i>boxers</i>)	0.35
Mouleurs de terrazo	0.55
Opérateurs de grue (<i>cranemen</i>)	0.40

II. *Durée du travail:* La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre sera de 8 heures par jour et de 44 heures par semaine, comprenant 4 heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés à l'article I de cette section sera de 55 heures par semaine, de 10 heures par jour et de 5 heures le samedi.

III. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

IV. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec.

V. *Juridiction industrielle:* La présente section s'applique à et comprend toutes les opérations de l'industrie du marbre, terrazo, tuile ou similaire.

VI. *Apprentissage:* a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre et dix-huit mois d'emploi

prenticeship before the sixteenth year or after the twentieth year of his age.

b. At no time shall there be employed more than one apprentice to each eight granite cutters employed in each plant.

VI. The Party of the First Part shall have the privilege of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed upon figure in article 2 of the present section, but not more than one such man at any time to each ten granite cutters, the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

SECTION 2

MARBLE INDUSTRY

I. The hereunder mentioned rates of wages shall be paid in the following trades:

Trades	Wage rate per hour
Marble cutters	\$ 0.60
Apprentices marble cutters:	
First year	20
Second year	25
Third year	35
Fourth year	50
Compressormen	35
Saw setters	35
Helpers	30
Millwrights	40
Sawymen on gang saws	40
Carborundum machine operators (large or small)	50
Apprentice Carborundum Machine Operators:	
First 6 months	35
Second 6 months	40
Third 6 months	45
Bed rubber face	45
Bed rubber end	35
Machine polishers (marble and terrazzo)	40
Hand polishers	35
Boxers	35
Terrazzo casters	55
Cranemen	40

II. *Duration of labour:* The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day and forty-four (44) hours per week, including four (4) hours on Saturday, in respect of marble cutters and apprentice marble cutters. All other classifications of labour shall work ten (10) hours per day with five (5) hours on Saturday, making a maximum of fifty-five (55) hours per week.

III. *Overtime:* Overtime work shall be paid at the rate of time and one-quarter of the regular rates.

IV. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this section shall comprise and include the entire Province of Quebec.

V. *Industrial jurisdiction:* The present Section 2 shall apply and extend to all operations in marble, terrazzo, tile and similar industries.

VI. *Apprenticeship:* a. Four years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble cutting, and eighteen months con-

ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à carborundum.

b. En aucun temps, plus d'un apprenti ne pourra être employé pour chaque cinq compagnons pour chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section, à l'exception des opérateurs de machines à carborundum qui ne devront pas employer plus d'un apprenti pour chaque trois opérateurs.

c. Aucun apprenti ne pourra commencer son apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

VII. La partie de première part pourra engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires fixés à l'article I de la présente section, mais un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque dix tailleurs de marbre normaux, le comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

SECTION 3

INDUSTRIE DE LA PIERRE

I. Les taux de salaires seront les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de pierre.....	\$0.60
Apprentis—tailleurs de pierre:	
1ère année.....	0.20
2ième année.....	0.25
3ième année.....	0.35
4ième année.....	0.50
Opérateurs de machines à raboter (<i>planermen</i>).....	0.45
Apprentis—opérateurs de machines à raboter:	
Premier 9 mois.....	0.35
Deuxième 9 mois.....	0.40
Opérateurs de machines à carborundum.....	0.40
Tourneurs de pierre.....	0.45
Opérateurs de machines à scier (y compris ("gang saws")).....	0.40
Opérateurs de grue (<i>cranemen</i>).....	0.40
Aides.....	0.30
Forgerons.....	0.50

II. Pierre artificielle:

Finisseurs en pierre artificielle.....	\$ 0.50
Opérateurs de hie et mouleurs.....	0.40
Aides.....	0.30
Modeleurs.....	0.60

Apprentis:

1ère année.....	0.30
2ième année.....	0.40

III. *Durée du travail:* La durée maximum du travail des tailleurs de pierre et des apprentis-tailleurs de pierre sera de 44 heures par semaine, de 8 heures par jour et de 4 heures seulement le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés à l'article I de la présente section sera de 55 heures par semaine, de 10 heures par jour et de 5 heures seulement le samedi.

IV. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V. *Jurisdiction territoriale:* La jurisdiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

tinuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b. At no time shall there be employed more than one apprentice to each five (5) journeymen for each category of trade hereinbefore mentioned with the exception of the carborundum machine operators which shall not employ more than one apprentice for each three carborundum machine operators.

c. No apprentice shall begin his apprenticeship before the sixteenth year of his age.

VII. The Party of the First Part shall have the privilege of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed upon figure in Article I, but not more than one such man at any time to each ten normal marble cutters, the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

SECTION 3

STONE INDUSTRY

I. The rates of wages shall be the following for the hereinafter mentioned trades:

Trades	Wage rate per hour
Stone cutters.....	\$ 0.60
Apprentice stone cutters:	
First year.....	.20
Second year.....	.25
Third year.....	.35
Fourth year.....	.50
Planermen.....	.45
Apprentice planermen:	
First 9 months.....	.35
Second 9 months.....	.40
Carborundum machine operators.....	.40
Stone turners.....	.45
Sawymen (including gang saw operators).....	.40
Cranemen.....	.40
Helpers.....	.30
Blacksmiths.....	.50

II. Artificial stone:

Artificial stone finishers.....	.50
Rammers and moulders.....	.40
Helpers.....	.30
Pattern makers.....	.60

Apprentices:

First year.....	.30
Second year.....	.40

III. *Duration of labour:* The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day and forty-four (44) hours per week, including four (4) hours on Saturday, in respect to stone cutters and apprentice stone cutters. All other classifications of labour mentioned in article I shall work ten (10) hours per day with five (5) hours on Saturday making a maximum week of fifty-five (55) hours.

IV. *Overtime work:* Overtime work shall be paid at the rate of time and one-quarter of the regular rates.

V. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this section shall comprise and include the entire Province of Quebec.

VI. *Jurisdiction industrielle*: La présente section s'applique à et comprend tout travail de finition dans l'industrie de la pierre à chaux, de la pierre à sable, de la pierre artificielle, des blocs de ciment et similaires, autres que celles du granit et du marbre.

VII. *Apprentissage*: a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre, et dix-huit mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à raboter.

b. En aucun temps, plus d'un apprenti ne pourra être employé pour chaque 8 compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section à l'exception des opérateurs de machines à raboter (*planermen*) qui ne devront pas employer plus d'un apprenti pour chaque 3 compagnons.

VIII. Les employés devront fournir leurs outils et les employeurs devront faire aiguiser et réparer lesdits outils si nécessaire.

IX. *Ouvriers handicapés*: Des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités pourront être engagés mais à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article I de la présente section, mais un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque 10 tailleurs de pierre normaux, le comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

X. Dans le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux, pour le remplissage (*infilling*) d'une construction, il est toutefois convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non polie connue sous le nom de "random ashlar", "Scotch work" ou petite course, pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11 3/4" de hauteur et le salaire sera d'un dollar et vingt-cinq sous (\$1.25) par verge carrée.

VI. *Industrial jurisdiction*: The present Section shall apply and extend to all finishing operations in the limestone, sandstone, artificial stone, cement blocks, and similar industries other than granite and marble.

VII. *Apprenticeship*: a. Four years shall constitute the period apprenticeship in the trade of stone cutting, and eighteen months continuous employment shall be the period of apprenticeship for planermen.

b. At no time shall there be employed more than one apprentice to each eight (8) journeymen for each category of operations mentioned in this agreement with the exception of the planermen which shall not employ more than one apprentice for each three (3) planermen.

VIII. The employees shall furnish their own tools and the employers shall sharpen and repair same when necessary.

IX. *Handicapped workmen*: The employer shall have the privileges of employing workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed upon figure fixed in Article I, but not more than one such man at any time to each ten (10) stone cutters, the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

X. It is agreed, in order to encourage the use of limestone for the field (infilling) of buildings, that piece work shall be allowed for rock face stone commonly known as Random Ashlar, Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven and three-quarters inches (11 3/4) high, the rate of pay to be one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per square yard.

SECTION 4

INDUSTRIE DU FER ET DU BRONZE ORNEMENTAL

I. *Jurisdiction*: a. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente section comprend l'île de Montréal, l'île Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean, Richelieu et Iberville.

b. *Jurisdiction industrielle*: La présente section s'applique à la fabrication et à l'érection de fer ornemental et de matériel de bronze dans les limites de la juridiction mentionnée au paragraphe "a" du présent article.

c. *Jurisdiction professionnelle*: La juridiction professionnelle de la présente section régit les employés travaillant dans les ateliers mentionnés au paragraphe "b" du présent article, ainsi que ceux engagés dans l'érection de fer ornemental et de matériel de bronze.

II. *Taux des salaires*: Les salaires minima seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaires
Mécaniciens.....	\$ 0.66
Ajusteurs.....	0.55
Aides.....	0.45
Erecteurs.....	0.66
Aides—érecteurs.....	0.50

SECTION 4

ORNAMENTAL IRON AND BRONZE INDUSTRY

I. *Jurisdiction*: a. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present Section comprises the Island of Montreal, Ile Bizard, the Counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean, Richelieu, and Iberville.

b. *Industrial jurisdiction*: The present Section applies to the manufacture and erection of all ornamental iron and bronze material within the territorial jurisdiction mentioned in paragraph "a" of the present article.

c. *Professional jurisdiction*: The professional jurisdiction of the present Section 4 shall govern the employees working in the shops mentioned in paragraph "b" of the present article as well as those engaged in the erection of any ornamental iron and bronze material.

II. *Rates of wages*: The following minimum rates of wages shall be payable in each of the hereinafter given categories:

Trades	Wage rate per hour
Mechanics.....	\$.0.66
Fitters.....	.55
Helpers.....	.45
Erectors.....	.66
Erectors' helpers.....	.50

Dans les établissements régis par la présente section, les pourcentages suivants doivent être observés en rapport avec leur échelle de salaires respective:

17% des employés recevront.....	0.66
33% des employés recevront.....	0.55
50% des employés recevront.....	0.45

III. *Durée du travail*: La durée hebdomadaire du travail sera de 44 heures et répartie quotidiennement de la façon suivante: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m., à l'exception du samedi où le travail se fera entre 8.00 a.m. et midi.

IV. *Travail supplémentaire*: a. Tout travail excédant la durée de 8 heures les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, ou de 4 heures le samedi, et tout travail exécuté le jour de l'An, de la Reine Victoria, le jour d'Action de Grâce, la Fête du Travail, le jour de Noël et les dimanches ou tout travail exécuté dans toute autre période de la journée en dehors de celles mentionnées à l'article III, constituera du travail supplémentaire.

b. Il est particulièrement stipulé que tout travail spécial ou urgent lequel, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées, peut être fait dans n'importe quelle autre période de la journée en vertu d'un permis approuvé par le comité paritaire; tel travail sera sujet aux taux réguliers de salaires.

c. Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport aux taux réguliers. Tout travail exécuté le jour de l'An, de la Reine Victoria, le Vendredi Saint, de la Confédération, le jour d'Action de Grâce, la Fête du Travail, le Jour de Noël, le dimanche, ou de minuit à 8.00 a.m. un jour régulier de travail, sera rémunéré au double du salaire régulier.

d. L'heure légale sera l'heure normale ou l'heure avancée suivant l'heure en force dans la localité où les travaux sont exécutés.

V. *Pension, logement, transport*: La pension, le logement et le transport devront être fournis par l'employeur à l'employé obligé de travailler en dehors de la cité de Montréal; le temps de déplacement sera payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus que 8 heures de déplacement seront payés dans un jour de calendrier.

VI. Les employés requis de travailler dans une classification d'un taux de salaire inférieur que leur taux ordinaire, seront rémunérés au taux le plus élevé.

VII. *Travail à la pièce*: Il est expressément stipulé que tout contrat signé par un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce sera de nul effet.

VIII. *Apprentissage*: a. Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier recevront le pourcentage suivant calculé sur le taux de salaire des mécaniciens:

1ère année, 1ers 6 mois.....	25%
1ère année, 2èmes 6 mois.....	30%
2ème année.....	45%
3ème année.....	60%
4ème année.....	75%

Pour les travaux d'érection les apprentis seront considérés comme des aides après une période de

in the establishments governed by the present Section, the following percentages, with regard to their respective scale of wages shall be observed:

17% of the employees shall receive.....	\$ 0.66
33% of the employees shall receive.....	.55
50% of the employees shall receive.....	.45

III. *Duration of labour*: a. The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours and daily distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, from 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m. excepting Saturday when the work shall be done between 8.00 a.m. and noon.

IV. *Overtime work*: a. Any work exceeding the eight (8) hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, or four (4) hours on Saturday, and any work performed on New Year's Day, Victoria Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, and Sunday or any work performed during any other period of the day outside of those mentioned in Section 3, shall be considered as overtime.

b. It is particularly stipulated that all special or emergency work which, for sufficient reason, cannot be executed within the daily periods of labour hereinbefore specified may be done at other periods of the day under permit approved by the Joint Committee; such work shall be subject to regular rates of wages.

c. Overtime work shall be paid at the rate of time and one half of the respective regular rates. Work done on New Year's Day, Victoria Day, Good Friday, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sunday, or from midnight to 8.00 a.m. on regular working days shall be paid double time.

d. The legal time shall be standard or daylight saving time depending on which time may be in force in the locality where the work is executed.

V. *Board, lodging, transportation*: Board, lodging and transportation shall be furnished by the employer to employees called upon to work beyond the city of Montreal, the travelling time shall be paid on a prorata from 8.00 a.m. to 10.00 p.m., but not more than eight (8) hours travelling time shall be paid for anyone calendar day.

VI. Employees called upon to work in any classification of a lower rate than their usual class shall be paid the higher rate.

VII. *Piece work*: It is expressly stipulated that all contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece work of labour contract basis are invalid.

VIII. *Apprenticeship*: The apprentice mechanics in the shop shall receive the following percentage based on the rates of wages of mechanics:

1st year, 1st six months.....	25%
1st year, 2nd six months.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

For erection work the apprentices shall qualify as helpers after a six (6) months probation period,

6 mois d'essai, durant lequel temps il recevront \$0.45 l'heure.

b. Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier ne devront pas commencer leur apprentissage avant d'avoir 16 ans, ni après avoir 21 ans. Quatre années constitueront la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti devra avoir travaillé 208 semaines. Il sera permis d'avoir un apprenti pour chaque groupe de sept mécaniciens travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept mécaniciens à son emploi, il lui sera quand même permis d'avoir un apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis seront les mêmes que celles des compagnons.

IX. En cas de conflit entre la partie de seconde part et les employés, la partie de seconde part convient de ne pas retirer ses hommes des ateliers observant entièrement les conditions stipulées dans la présente section.

X. L'heure légale sera l'heure normale ou l'heure avancée suivant l'heure en force dans la localité où les travaux sont exécutés.

XI. Cette section sera en vigueur à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1939; elle continuera d'être en vigueur pour une période additionnelle de 30 jours, en attendant l'adoption d'un nouvel arrêté ministériel la remplaçant. Cette section aura un effet rétroactif au 1er avril 1938.

Comité paritaire: A compter de la sanction de la présente convention collective de travail par arrêté ministériel, le comité paritaire, formé pour surveiller et assurer l'application de l'ancien décret, continuera à surveiller et à administrer la présente convention collective jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Le dit nouveau comité, à compter de sa formation, remplacera l'ancien comité. Toute propriété et droits de l'ancien comité sera légalement transféré au comité nouvellement formé et ledit nouveau comité aura les devoirs et responsabilités de l'ancien comité.

Durée de la convention: La présente convention collective de travail sera valable à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel la rendant obligatoire et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939. Cependant, il est convenu que la convention se renouvellera automatiquement d'année en année et ce, jusqu'à ce qu'une partie contractante donne un avis écrit 90 jours à l'autre partie de son intention de ne pas continuer ou renouveler la convention pour une année subséquente. Il est de plus entendu que si les parties contractantes d'une section de cette convention décide de ne pas continuer ou renouveler telle section, les autres sections continueront d'être en vigueur tel que décidé et convenu ci-haut. Nonobstant les prescriptions de la convention relative à l'industrie des matériaux de construction, en autant que la durée du travail est visée, la section 4 (industrie du fer et du bronze ornemental) sera en vigueur à compter du 1er avril 1938 et continuera d'être en vigueur jusqu'au 31 mars 1939. Elle continuera d'être en vigueur pour une nouvelle période de 30 jours après cette date, en attendant l'adoption d'un nouvel arrêté la remplaçant.

during which time they shall receive \$0.45 per hour.

b. The apprentice mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before sixteen (16) years of age or more than twenty-one (21) years. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period, that is to say that each apprentice shall have worked during two hundred and eight (208) weeks. One apprentice shall be allowed to seven (7) employees working in each shop. If an employer has less than seven (7) employees at his service, he shall be allowed to have one apprentice. Overtime hours for the apprentice shall be the same as those of the journeymen.

IX. In case of disputes between the Party of the Second Part and the employees, the Party of the Second Part agrees not to withdraw its men from shops fully observing the conditions stipulated in the present Section.

X. The hours hereinabove specified shall mean standard time or daylight saving time, depending on which time may be in force in the locality where the work may be executed.

XI. This Section shall come into force on the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain in force until the 31st of March 1939; it shall continue to be in force for a thirty (30) day period following this date, pending the adoption of a new Order-in-Council replacing same. This section shall have a retroactive effect to the 1st of April 1938.

Joint Committee: From and after the sanction of the present Collective Labour Agreement by Order-in-Council, the Joint Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the previous Decree, shall continue to supervise and administer the present Collective Agreement, until such time as a new Joint Committee is formed. Said new Joint Committee, from and after its formation, shall replace the former Committee. All property and rights of the former Committee shall legally be transferred to the newly formed Committee and said new Committee shall assume all duties and responsibilities of the former Committee.

Duration of agreement: The present Collective Labour Agreement shall have effect as from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council rendering same obligatory and shall continue in effect until the 31st day of December 1939. However, it is agreed that the agreement shall be renewed automatically from year to year and until one of the contracting parties gives a ninety (90) day written notice to the other of its intention not to continue or renew the Agreement for any subsequent year. It is furthermore agreed that if the contracting parties to one Section of the Agreement decide not to continue or renew said Section, the other Sections shall continue to be in force as so decided and agreed hereinabove. Notwithstanding the provisions of the Agreement relating to the Building Materials Industry insofar as the duration of labour is concerned, Section 4 (Ornamental Iron and Bronze Industry) shall be in force from the 1st day of April 1938 and shall continue to be in force until the 31st day of March 1939. It shall continue to be in force for a period of thirty (30) days from said date, pending approval of an Order-in-Council replacing same.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail.

Québec, ce 26 novembre 1938.

5699-o

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November 26th, 1938.

5700-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 7 révisée de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2361 du 17 novembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 26 novembre 1938:

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 7 revised of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 2361 of the 17th of November, 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 26th of November, 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 7 révisée

INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CONTREFORTS DE CHAUSSURES

L'Office des Salaires Raisonables, à l'unanimité de ses membres, et conformément à la loi des salaires raisonnables, (1 Georges VI, chapitre 50, article 9), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et décrète que les salaires minima qui doivent être payés à la catégorie d'employés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont celles ci-après fixées et déterminées, savoir:

PREMIERE PARTIE

Application

1. La présente ordonnance (No 7 révisée) s'applique aux salariés visés par la loi des salaires raisonnables qui sont employés à la fabrication des contreforts (renforts) de chaussures, dans les limites de la province de Québec.

2. *Groupes:* Les employés sont divisés en groupes comme suit:

Groupe 1.—Mouleurs,

Groupe 2.—Apprentis mouleurs,

Groupe 3.—Ajusteurs de machine automatique à peler (automatic skiver machine setters),

Groupe 4.—Coupeurs,

Groupe 5.—Tous les autres employés, tels que: tailladeurs (slashers), empaqueteurs, (packers), emballeurs (balers), humecteurs (wetters), rouleurs (rollers), étampeurs (stampers), coupeurs de bouts (end clippers), tamponneurs (buffers) et opérateurs de machine à peler (skivers).

3. *Classes:* Les employés des Groupes 1 et 5 sont divisés en classes comme suit:

Groupe 1:

Classe A—Pas moins de 25%.

Classe B—Pas plus de 25%.

Classe C—Pas plus de 25%.

Classe D—Pas plus de 25%.

Groupe 5:

Classe A—Pas moins de 60%.

Classe B—Pas plus de 25%.

Classe C—Pas plus de 15%.

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 7 revised

EMPLOYEES ENGAGED IN THE MANUFACTURING OF SHOE COUNTERS

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members, and in conformity with the Fair Wage Act, (1 George VI, Chapter 50, Article 9), following a report from a conciliation committee,

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to the category of workers hereinafter designated, and the hours and working conditions to be observed are those hereinafter fixed and determined, namely:

PART I

Application

1. The present Ordinance (No. 7 Revised) shall apply to the wage-earners contemplated by the Fair Wage Act, engaged in the manufacture of shoe counters, within the limits of the Province of Quebec.

2. *Groups:* The employees shall be divided into groups, as follows:

Group 1—Moulders,

Group 2—Moulder Apprentices,

Group 3—Automatic Skiver Machine Setters,

Group 4—Cutters,

Group 5—All other employees such as Slashers, Packers, Balers, Wetters, Rollers, Stampers, End Clippers, Buffers and Skiver Machine Operators.

3. *Classes:* Employees of Groups 1 and 5 shall be divided into classes, as follows:

Group 1—

Class A—Not less than 25%

Class B—Not more than 25%

Class C—Not more than 25%

Class D—Not more than 25%

Group 5—

Class A—Not less than 60%

Class B—Not more than 25%

Class C—Not more than 15%

DEUXIEME PARTIE

Echelles de salaires et heures de travail

4. Salaires:

Groupe 1:

- Classe A—34c. par heure.
- Classe B—32c. par heure.
- Classe C—30c. par heure.
- Classe D—28c. par heure.

Groupe 2:

- Les premiers six mois—20c. par heure
- De six mois à un an—25c. par heure.

Groupe 3: 31c. par heure.

Groupe 4: 30c. par heure.

Groupe 5:

- Classe A—24c. par heure.
- Classe B—20c. par heure.
- Classe C—15c. par heure.

5. Taux pour le travail à la pièce—Groupe 1:

Pour le travail à la pièce, les prix suivants doivent être payés:

Sur les formes régulières (straight moulds):

Un dollar et trente cents (\$1.30) par mille paires;

Sur les formes droites ou gauches: Un dollar et soixante cents (\$1.60) par mille paires;

Sur les "Benco" régulières (straight Benco): Deux dollars (\$2.00) par mille paires;

Sur les formes Benco droites et gauches (left and right): Deux dollars et vingt-cinq (\$2.25) par mille paires;

Sur les formes de bottes de voitures (couvre-chaussures — Carriage-boot moulds): Deux dollars et cinquante cents (\$2.50) par mille paires;

avec en plus sept cents (7c.) par chaque "lot" d'ouvrage distribué qui requiert ajustement quelle que soit la quantité du lot.

6. Heures de travail:

A. Pendant 32 semaines de l'année civile—50 heures par semaine.

B. Pendant 20 semaines de l'année civile—55 heures par semaine.

7. Limitation d'heure par jour: Aucune.

8. Temps supplémentaire:

a. En plus de 12 heures par jour: Une fois et demie le taux horaire, tel qu'indiqué ci-dessus.

b. En plus de 50 ou 55 heures par semaine selon le cas: Une fois et demie le taux horaire, tel qu'indiqué ci-dessus.

c. Pour le travail fait les jours de fêtes légales ou religieuses: Deux fois le taux horaire, tel qu'indiqué ci-dessus.

9. Temps supplémentaire des ouvriers à la pièce: Ces employés doivent gagner et être payés l'équivalent des taux stipulés dans cette ordonnance pour toute heure de travail fait.

TROISIEME PARTIE

Dispositions diverses

10. Les mouleurs ne seront pas responsables du dommage provenant de ce que les contreforts, trop grands pour la forme, se déchirent, se plient ou se coupent.

11. L'approbation du contremaître (ou de celui qui agit comme tel) à qui est soumis un échantillon de contrefort, est une autorisation suffisante pour permettre au mouleur de continuer son travail.

PART II

Scales of Wages and Hours of Work

4. Wages:

Group 1:

- Class A—34c per hour
- Class B—32c per hour
- Class C—30c per hour
- Class D—28c per hour

Group 2—

- First six months, 20c per hour
- Second six months, 25c per hour

Group 3—31c per hour

Group 4—30c per hour

Group 5—

- Class A—24c per hour.
- Class B—20c per hour.
- Class C—15c per hour.

5. Piece Work Rates for Group 1: The following prices shall be paid for piece work:

Straight Moulds: One dollar and thirty cents (\$1.30) per thousand pairs.

Right or Left Moulds: One dollar and sixty cents (\$1.60) per thousand pairs.

Straight Benco: Two Dollars (\$2.00) per thousand pairs.

Right or Left Benco: Two dollars and twenty-five cents (\$2.25) per thousand pairs.

Carriage-boot Moulds: Two dollars and fifty cents (\$2.50) per thousand pairs.

with an additional seven cents (7c) per each lot of work distributed which requires adjustment, regardless of the quantity in the lot.

6. Hours of Work:

A. For 32 weeks during the calendar year—50 hours per week.

B. For 20 weeks during the calendar year—55 hours per week.

7. Daily limit of Hours: None.

8. Overtime:

a. Over 12 hours in any one day: time and one half of the hourly rate as shown above.

b. Over 50 or 55 hours, according to the case, per week: time and one half of the hourly rate as shown above.

c. For work done on Legal or Religious Holidays: twice the hourly rate as shown above.

9. Overtime for Piece Workers: These workers must earn, and be paid, the equivalent of the rates stipulated in this Ordinance for each hour of work done.

PART III

General provisions

10. Moulders shall not be held responsible for any damage due to the fact that counters, too large for the mould, tear, split or cut.

11. The approval of the foreman (or his substitute) to whom a sample of a counter is submitted is sufficient authorization to allow the moulder to continue his work.

12. Lorsque les contreforts auront été envoyés au département d'emballage, seuls ceux qui ne peuvent servir pourront être renvoyés au mouleur pour correction.

13. L'absence pour cause de maladie ne privera pas un mouleur de conserver son tour de rôle dans la mise au travail.

14. *Fêtes légales et religieuses*: Les jours suivants seront reconnus des jours de fêtes religieuses ou légales:

Le Jour de l'An, l'Épiphanie, Le Vendredi Saint, L'Ascension, La St-Jean-Baptiste, La Confédération, La fête du Travail, La Toussaint, L'Immaculée Conception, La Noël.

15. *Exception au paiement du travail supplémentaire les jours de fêtes religieuses ou légales*: Le paiement à temps double pour le travail fait les jours de fêtes ne s'applique pas aux employés du groupe 3.

16. *Proportion des apprentis*: La proportion des employés du groupe 2 ne doit pas excéder un (1) pour chaque cinq (5) employés du groupe 1.

17. *Période d'apprentissage*: La période d'apprentissage ne doit pas excéder douze (12) mois ou un total de 2150 heures.

18. *Ordonnance No 4*: Les dispositions de l'ordonnance No 4 de l'Office qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance s'appliqueront *mutatis mutandis* aux employés visés par la présente ordonnance.

Dispositions finales

La présente ordonnance (No 7 révisée) remplacera, pour toutes fins, les dispositions de l'ordonnance No 7 de l'Office et deviendra en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et y demeurera pour une période de douze mois. Elle sera alors renouvelée pour une autre période de douze mois à moins d'ordonnance ou de décision au contraire du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Fait et daté à Québec, ce 25^{ième} jour de septembre 1938.

FERDINAND ROY, président,
GEORGES CROMP, vice-président,
C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY,

5689-o Membres de l'Office.

12. When counters are sent to the packing department, only those which are found to be improper shall be returned to the moulder for correction.

13. Absence caused by illness shall not prevent a moulder from keeping his rank for the purpose of receiving work.

14. *Legal and Religious Holidays*: The following days shall be considered to be legal or religious holidays:

New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. Jean-Baptiste, Dominion Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception, Christmas Day.

15. *Exemption from the Paying of Overtime on Legal and Religious Holidays*: The paying of double time for work done on Legal or Religious holidays shall not apply to the employees of Group 3.

16. *Proportion of Apprentices*: The proportion of employees in Group 2 shall not exceed one for each five employees in Group 1.

17. *Period of Apprenticeship*: The period of apprenticeship shall not exceed twelve months, or a total of 2150 hours.

18. *Ordinance No. 4*: The provisions of Ordinance No. 4 of the Board which are not incompatible with those of the present Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees contemplated by the present Ordinance.

Final Provisions

The present Ordinance (No. 7 Revised) shall replace, for all purposes, the provisions of Ordinance No. 7 of this Board and shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and shall remain in force for a period of twelve months. It shall then be renewed for a further period of twelve other months, unless an Ordinance or an order to the contrary is issued by the Lieutenant-Governor in Council.

Passed and dated at Quebec this twenty-fifth day of September, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGES CROMP, vice-chairman,
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY,

5690-o Members of the Board.

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 16 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2362 du 17 novembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 17 décembre 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 16

EXPORTATEURS ET MARCHANDS DE GROS DE
BEURRE ET DE FROMAGE

L'Office des Salaires Raisonables, à l'unanimité de ses membres et conformément à la loi de salaires raisonnables, (1 George VI, chapitre 50), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation.

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 16 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 2362 of the 17th of November 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 17th of December 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 16

BUTTER AND CHEESE WHOLESALESMEN AND EXPORTERS

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members, and in conformity with the Fair Wage Act, (1 George VI, Chapter 50), following a report from a conciliation committee,

Ordonne et décrète que les salaires minima qui doivent être payés à la catégorie d'employés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont celles ci-après fixées et déterminées, savoir:

Order and decrees that the minimum wages which shall be paid to the wage-earners hereinafter described and the hours and working conditions which must be observed are those hereinafter fixed and determined, namely:

PREMIERE PARTIE

Application

1. La présente ordonnance (No 16) s'applique à tous les salariés des établissements d'exportation et de vente en gros de beurre et de fromage situés dans la cité et l'île de Montréal.

2. *Groupes:*

Lesdits salariés sont divisés en huit (8) groupes, comme suit:

(1) Tous les employés, excepté ceux des groupes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8;

(2) Manipulateurs de beurre et de fromage employés à l'heure;

(3) Employés de bureau;

(4) Messagers et autres exécutant un travail analogue ne requérant pas plus d'instruction que celle d'un enseignement primaire;

(5) Surintendants, contremaîtres, surveillants et autres occupant un poste de commandement;

(6) Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs;

(7) Hommes d'entretien;

(8) Gardiens.

3. *Classes:*

Les employés du groupe 1 sont divisés en classes et la proportion dans chaque classe est la suivante:

Classe A—pas moins de 60%—;

Classe B—pas moins de 25%;

Classe C—pas plus de 15%.

DEUXIEME PARTIE

Echelle de salaires et heures de travail

4. *Salaires:*

Groupe 1:

Classe A—pas moins de 26 cents l'heure;

Classe B—pas moins de 22 cents l'heure;

* Classe C—pas moins de 17 cents l'heure.

Groupe 2:

Du 1er juin au 30 novembre—45 cents l'heure;

Du 1er décembre au 31 mai—40 cents l'heure.

Groupe 3:

25 cents l'heure.

Groupe 4:

10 cents l'heure.

Groupe 5:

Les salaires payés à ces employés sont ceux mutuellement convenus entre employeurs et employés, pourvu qu'ils ne soient pas inférieurs à \$18. par semaine.

Groupe 6:

Première classe—\$200.00 par mois;

Deuxième Classe—\$32.40 par semaine;

Troisième classe—\$27.00 par semaine;

Quatrième classe—\$24.30 par semaine;

Chauffeurs—\$18.90 par semaine.

PART I

Application

1. The present Ordinance (No. 16) shall apply to all wage-earners employed in establishments engaged in the wholesaling and exporting of Butter and Cheese and situated in the City and Island of Montreal.

2. *Groups:* The said wage-earners shall be divided into eight groups, as follows:

(1) All employees except those in groups, 2, 3, 4, 5, 6, 7, and 8.

(2) Butter and Cheese handlers (hourly men).

(3) Office Employees.

(4) Messenger boys and others doing similar service not requiring more than primary school education.

(5) Superintendents, foremen, overseers and others in a position of authority.

(6) Stationary Enginemen and Firemen.

(7) Maintenance Men.

(8) Watchmen.

3. *Classes:* The employees in Group 1 shall be further divided into classes, and the proportion of each class shall be as follows:

Class A—Not less than 60%

Class B—Not less than 25%

Class C—Not more than 15%

PART II

Scale of Wages and Hours of Work

4. *Wages:*

Group 1:

Class A—Not less than 26c per hour

Class B—Nor less than 22c per hour

Class C—Not less than 17c per hour

Group 2:

From June 1st to November 30th—45c per hour.

From December 1st to May 31st—40c per hour.

Group 3:

25c per hour.

Group 4:

10c per hour.

Group 5:

The Wages paid to the employees in this group shall be those mutually agreed upon between the employer and the employee, provided, however, that they are not less than \$18.00 per week.

Group 6:

First Class—\$200.00 per month.

Second Class—\$32.40 per week.

Third Class—\$27.00 per week.

Fourth Class—\$24.30 per week.

Firemen—\$18.90 per week.

Groupe 7:

Ces employés sont payés selon les dispositions de l'article 59 de l'ordonnance No 4, jusqu'à ce que l'Office donne une interprétation ou émette une ordonnance spéciale.

Groupe 8:

25 cents l'heure.

5. Heures de travail:

Le nombre d'heures par semaine régulière de travail des employés de chaque groupe, est le suivant:

Groupes, 1, 2, 3 et 4:

Du 1er juin au 30 novembre—55 heures, sans limitation d'heures par jour;

Du 1er décembre au 31 mai—48 heures, sans limitation d'heures par jour.

Groupe 5:

72 heures sans limitation d'heures par jour.

Groupe 6:

Aucune limitation quotidienne d'heure de travail. Une moyenne hebdomadaire de 60 heures pour les employés de ce groupe travaillant régulièrement durant des périodes de douze (12) mois, à compter du 15 mai 1938, qui lorsqu'ils seront malades recevront le salaire d'au moins quatre semaines par période de douze (12) mois et deux (2) semaines de vacances payées par telle période de douze (12) mois. A l'exception des employés qui seront destitués avec raison les dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office s'appliqueront à ceux de ce groupe qui ne bénéficient pas des conditions ci-haut mentionnées.

Groupe 7:

Du 1er juin au 30 novembre—61 heures.

Du 1er décembre au 31 mai—54 heures.

Groupe 8:

60 heures.

6. Temps supplémentaire:

Groupes 1, 3, 4, 5, 7 et 8:

En plus de 48, 54, 55, 61 et 72 heures par semaine selon le cas:

Le taux horaire régulier majoré de la moitié du taux minimum fixé dans cette ordonnance.

Groupe 2:

En plus de 48 ou 55 heures par semaine, selon le cas:

Le taux horaire régulier seulement.

Groupe 6:

Pas de taux supplémentaire:

Group 7:

These employees shall be paid according to Section 59, Ordinance No. 4 until such time as the Board issues a special ruling or ordinance.

Group 8:

25c per hour.

5. Hours of Work:

The number of hours for the work of a regular week, for the employees of each group, shall be as follows:

Groups 1, 2, 3 and 4:

June 1st to November 30th—55 hours, with no daily limitation of hours. December 1st to May 31st—48 hours, with no daily limitation of hours.

Group 5:

72 hours, with no daily limitation of hours.

Group 6:

No daily limitation. An average of 60 hours per week for the employees of this group who are employed continuously for periods of twelve months commencing May 15th, 1938, and who, if sick, receive sick leave with pay for not less than four weeks during each twelve months and two weeks holidays with pay for each twelve months. With the exception of those employees who are discharged for cause, the provisions of Ordinance No. 6 of this Board shall apply to those of this group who do not receive the above conditions.

Group 7:

June 1st to November 30th—61 hours per week.

December 1st to May 31st—54 hours per week.

Group 8:

60 hours.

6. Overtime:

Groups 1, 3, 4, 5, 7 and 8:

After 48, 54, 55, 61 and 72 hours, according to the case:

The regular hourly rate plus one-half of the minimum rates fixed in this ordinance.

Group 2:

After 48 or 55 hours per week, according to the case:

The regular hourly rate only.

Group 6:

No overtime provisions.

TROISIEME PARTIE

Dispositions générales

7. Fêtes:

L'observance des jours de fêtes religieuses et légales sera déterminée par entente mutuelle entre employeurs et employés.

8. Ordonnance No 4:

Les dispositions de l'ordonnance No 4, qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions spéciales de cette ordonnance s'appliqueront *mutatis mutandis* aux employés visés par cette ordonnance.

9. Employés du groupe 6:

Les employés de ce groupe seront payés les taux ci-dessus selon la classe de l'ouvrage fait et non selon le grade du certificat qu'ils détiennent.

PART III

General Provisions

7. Holidays: The observance of religious and legal holidays may be agreed upon mutually between the employer and the employee.

8. Ordinance No. 4: The provisions of Ordinance No. 4 which are not incompatible with the special provisions of this ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees covered by this ordinance.

9. Employees of Group 6: Employees of this group shall be paid the rates hereinabove mentioned according to the class of work done and not according to the grade of certificate which they hold.

Dispositions finales

10. Les dispositions de la présente ordonnance (No 16) restent en vigueur jusqu'au 15 mai 1939. Elles seront alors renouvelées pour une autre période de douze (12) mois à moins d'ordonnance ou de décision contraire du Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Fait à Montréal ce 14ème jour d'octobre 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le vice-président: GEORGES CROMP,
Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY
5697-o THOMAS AUBRY.

Final provisions

10. The provisions of the present ordinance (No. 16) shall remain in force until May 15th, 1939. They shall then be renewed for a further period of twelve months unless an ordinance or decision of the Lieutenant-Governor in Council is issued to the contrary.

Passed at Montreal, this 14th day of October, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman.
GEORGES CROMP, Vice-Chairman,
C. H. CHEASLEY, Member of the Board,
THOMAS AUBRY, Member of the Board.

5698-o

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 17 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2363 du 17 novembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 17 décembre 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 17

BUANDERIES, ÉTABLISSEMENTS DE NETTOYAGE À SEC, DE TEINTURERIES, DE NETTOYAGE DE TAPIS ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE MÊME NATURE

L'Office des Salaires Raisonables, à l'unanimité de ses membres, et conformément à la loi des salaires raisonnables (1 George VI, Chapitre 50, Article 9), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et décrète que les salaires minima qui doivent être payés à la catégorie d'employés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont celles ci-après fixées et déterminées, savoir:

PREMIERE PARTIE

Application

1. La présente ordonnance No 17 ne s'applique qu'aux salariés couverts par la loi des salaires raisonnables, travaillant dans les établissements de buanderie, de nettoyage à sec, de teinturerie, de nettoyage de tapis et autres de même nature, ayant plus de cinq employés et qui sont situés dans la cité et l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinq milles autour de l'île de Montréal.

Doivent être considérés comme tels, les établissements ayant à leur disposition, pour usage ou occupation, des terrains, édifices, machineries, matériel roulant, outillages et fournitures de toutes sortes qui leur permettent de faire toutes ou une partie des opérations du blanchissage, du nettoyage à sec, du nettoyage humide, au gaz ou par procédés chimiques, du blanchiment, de la teinture des vêtements, effets personnels, mobilier de maison, tapis, rideaux, effets de maison, rembourrages, marchandises de toutes sortes et lingeries. Les réparations de meubles et le rembourrage, faits en plus du service de nettoyage, sont couverts par cette ordonnance. Cependant, le nettoyage d'automobiles n'y est pas compris.

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 17 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 2363 of the 17th of November 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 17th of December 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 17

LAUNDRY, DRY CLEANING, DYEING, CARPET CLEANING, AND ALLIED SERVICE ESTABLISHMENTS

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members and in conformity with the Fair Wage Act, (1 George VI, Chapter 50, section 9) following a report from a conciliation committee,

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to the wage-earners herein-after described and the hours and working conditions which must be observed are those hereinafter fixed and determined, namely:

PART I

Application

1. The present ordinance (No. 17) shall apply to those wage-earners covered by the Fair Wage Act who are employed in Laundry, Dry Cleaning, Dyeing, Carpet Cleaning and allied service establishments having more than five employees and situated in the City and Island of Montreal and the territory included within a radius of five miles around the Island of Montreal.

Such establishments shall be considered to be those which have at their disposal, for use or occupancy, land, buildings, machinery, rolling stock, equipment and supplies of all description, which enable them to make all or several of the operations of laundering, dry cleaning, wet cleaning or cleaning by gas or chemical processes, bleaching or dyeing of garments, personal effects, household goods, carpets, curtains, upholstery, furniture, merchandise in trade and linen supply. Repairs to furniture or to upholstery as a complement to a cleaning service shall be covered by this ordinance. However, an automobile laundry shall not be covered.

2. *Groupes*: Lesdits salariés sont divisés en neuf groupes comme suit:

Group 1:

Les employés féminins, excepté ceux couverts par les groupes 3 et 5.

Group 2:

Les employés masculins, excepté ceux des groupes 3, 4, 5, 6 et 7, travaillant à l'intérieur de l'établissement ou à des occupations se rattachant aux opérations actuelles de l'établissement.

Group 3:

Employés de bureau.

Group 4:

Distributeurs.

Group 5:

Surintendants, contremaîtres, contremaîtresses surveillants, etc.

Group 6:

Garçons de bureau, messagers et garçons-livreurs.

Group 7:

Employés surnuméraires.

Group 8:

Hommes d'entretien.

Group 9:

Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs.

3. *Classes*: Les groupes Nos 1, 2, 3 et 4 doivent être divisés en classes et la proportion de chaque classe sera la suivante:

Groupes Nos 1, 2 et 3:

Classe A—Pas moins de 25%;

Classe B—Pas moins de 25%;

Classe C—Pas moins de 25%;

Classe D—Pas plus de 25%.

Group No 4:

Classe A—Pas moins de 50%;

Classe B—Pas moins de 30%;

Classe C—Pas plus de 20%.

DEUXIEME PARTIE

Echelles de salaires et heures de travail

4. Salaires:

Group No 1:

Classe A—26c l'heure;

Classe B—24c l'heure;

Classe C—21c l'heure;

Classe D—19c l'heure.

Groupes Nos 2 et 3:

Classe A—30c l'heure;

Classe B—26c l'heure;

Classe C—23c l'heure;

Classe D—20c l'heure.

Group No 4:

Classe A—\$20. par semaine;

Classe B—\$18. par semaine;

Classe C—\$15. par semaine.

Group No 5:

Les salaires de ce groupe seront ceux convenus mutuellement entre employeurs et employés. Cependant, ils ne devront pas être inférieurs à \$18. par semaine en aucun cas.

Group No 6:

15c l'heure.

Group No 7:

Ceux qui font un travail analogue à celui des employés du groupe (1)—22c l'heure.

Ceux qui font un travail analogue à celui des employés des groupes (2 et 3)—27c l'heure.

Ceux qui font un travail analogue à celui des employés du groupe (4)—\$18. par semaine.

2. *Groups*: The said wage-earners shall be divided into nine groups, as follows:

Group 1:

Female employees, except those covered in Groups 3 and 5.

Group 2:

Male employees—except those in Groups 3, 4, 5, 6 and 7—working inside the establishment or at occupations connected with the actual operating of the establishment.

Group 3:

Office employees.

Group 4:

Drivers.

Group 5:

Superintendents, Foremen, Foreladies, Overseers, etc.

Group 6:

Office boys, Messenger boys and Delivery boys.

Group 7:

Temporary Employees.

Group 8:

Maintenance men.

Group 9:

Stationary Enginemen and Firemen.

3. *Classes*: Groups Nos. 1, 2, 3 and 4 shall be further divided into classes, and the proportion of each group for each class shall be as follows:

Groups Nos. 1, 2, and 3:

Class A—not less than 25%;

Class B—not less than 25%;

Class C—not less than 25%;

Class D—not more than 25%.

Group No. 4:

Class A—not less than 50%;

Class B—not less than 30%;

Class C—not more than 20%.

PART II

Scales of Wages and Hours of Work

4. Wages.

Group No. 1:

Class A—26c. per hour;

Class B—24c. per hour;

Class C—21c. per hour;

Class D—19c. per hour.

Groups Nos. 2 and 3:

Class A—30c. per hour;

Class B—26c. per hour;

Class C—23c. per hour;

Class D—20c. per hour.

Group No. 4:

Class A—\$20.00 per week;

Class B—\$18.00 per week;

Class C—\$15.00 per week.

Group No. 5:

The wages of this group shall be those mutually agreed upon between employer and employee. However, they must not be less than \$18.00 per week in any case.

Group No. 6:

15c. per hour.

Group No. 7:

Those doing similar work to employees of Group 1—22c. per hour. Those doing similar work to employees of Groups 2 and 3—27c. per hour. Those doing similar work to employees of Group 4—\$18.00 per week.

Groupe No 8:

Ces employés doivent être payés selon les dispositions de l'article 59 de l'ordonnance No 4, jusqu'à ce que l'Office émette une ordonnance spéciale couvrant les hommes d'entretien, mais sont inclus avec les employés du groupe (2) pour les fins du pourcentage.

Groupe No 9:

Ces employés doivent être payés conformément aux dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables, mais sont inclus avec les employés du Groupe (2) pour les fins du pourcentage.

5. *Heures de travail:* Le nombre d'heures par semaine régulière de travail de chaque groupe est le suivant:

Groupe No 1:

54 heures par semaine.

Les employés de ce groupe peuvent travailler jusqu'à 12 heures par jour, mais pour pas plus de (3) trois jours en une semaine.

Groupe No 2:

59 heures par semaine.

Groupe No 3:

a) Employés féminins—48 heures par semaine;

b) Employés masculins—59 heures par semaine.

Groupe No 4:

72 heures par semaine.

Groupe No 5:

72 heures par semaine.

Groupe No 6:

Suivant les heures fixées pour les groupes auxquels ils appartiennent.

Groupe No 7:

Suivant les heures fixées pour les groupes auxquels ils appartiennent.

Groupe No 8:

65 heures par semaine.

Groupe No 9:

Ces employés doivent être rétribués selon les dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables.

6. Temps supplémentaire:

Pour les groupes 1, 2, 3, 6 et 7:

a) En plus de 10 heures par jour: Une fois et demie le taux horaire régulier, à moins que le nombre d'heures de travail de la même semaine n'égale 48, 54, 59 ou 72 heures, selon le groupe, alors que le paiement sera celui indiqué au paragraphe (c) ci-dessous.

b) En plus de 12 heures par jour dans tous les cas: Une fois et demie le taux horaire régulier.

Pour les groupes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8:

c) En plus de 48, 54, 59, 65 et 72 heures par semaine:

Une fois et demie le taux horaire régulier.

Pour le groupe No 9:

Le travail, pour ce groupe, doit être rémunéré selon les dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables.

7. *Employés du groupe No 1:* En aucun cas, le nombre d'heures supplémentaires de travail pour ce groupe ne devra excéder six heures dans une même semaine.

Groupe No. 8:

These employees shall be paid according to the provisions of Article 59 of Ordinance No. 4, until the Board issues a special ordinance covering Maintenance Men, but they are included with the employees of Group 2 for the purposes of establishing the percentages.

Groupe No. 9:

These employees must be paid according to the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board, but they are included with the employees of Group 2 for the purposes of establishing the percentages.

5. *Hours of Work:* The number of hours, for the work of a regular week, for each group, is as follows:

Group No. 1:

54 hours per week.

Employees of this group may work up to 12 hours per day for not more than 3 days in any one week.

Group No. 2:

59 hours per week.

Group No. 3:

a. Female employees—48 hours per week.

b. Male employees—59 hours per week.

Group No. 4:

72 hours per week.

Group No. 5:

72 hours per week.

Group No. 6:

According to the hours fixed for the groups in which they are employed.

Group No. 7:

According to the hours fixed for the groups in which they are employed.

Group No. 8:

65 hours per week.

Group No. 9:

These employees shall be subject to the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board.

6. Overtime:

For Groups 1, 2, 3, 6 and 7:

a. Over 10 hours per day: Time and one-half of the regular hourly rate, unless the number of hours worked in any one week equals 48, 54, 59 or 72 hours, according to the group, when payment shall be as shown in (c) below.

b. Over 12 hours per day in all cases: Time and one-half of the regular hourly rate.

For Groups 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8:

c) Over 48, 54, 59, 65 and 72 hours per week:

Time and one-half of the regular hourly rate.

For Group No. 9:

Payment for overtime for this group shall be according to the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board.

7. *Employees in Group No. 1.* At all times, the number of additional hours worked by the employees in this group must not exceed six in any one week.

TROISIEME PARTIE

Dispositions générales

8. *Employés masculins et féminins faisant le même travail:* Lorsque, dans la même établissement, des hommes et des femmes font le même travail, ou un travail qui est généralement ou plus souvent exécuté par des hommes, les salaires de tels employés féminins sont ceux stipulés pour le groupe No 2.

9. *Garçons de bureaux, messagers et garçons-livres:* Sont considérés comme tels, les salariés employés à rendre des services ne requérant pas plus d'instruction que celle d'un enseignement primaire et dont le travail se limite à la routine générale à l'intérieur et à l'extérieur du bureau, tels que livraison de marchandises, circulaires, messages de tous genres, à pieds ou à bicyclette, et ceux qui accompagnent les distributeurs sur voitures de livraison, afin de prendre soin des marchandises ou d'aider à la livraison d'objets légers.

10. *Employés surnuméraires:* Les employés surnuméraires sont ceux qui, en plus des salariés employés régulièrement le temps où l'établissement est en opération, sont engagés d'une façon intermittente seulement pour une période quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle de temps. Cependant, aucun employeur ne devra engager des employés surnuméraires, sans avoir obtenu l'autorisation de l'Office, qui déterminera les conditions de travail et les salaires à être payés.

11. *Pourcentages:* Les pourcentages et les salaires devront être calculés sur une période d'une semaine.

12. *Heures de travail perdues par l'observance des fêtes religieuses ou légales:* Les heures de travail perdues par l'observance des jours de fêtes légales ou religieuses, qui n'ont pas été comblées durant la même semaine, peuvent être compensées au taux régulier et sans majoration de salaire, durant la semaine qui précède ou suit telles fêtes.

13. *Application spéciale:* Cette ordonnance s'applique aussi aux salariés à qui l'employeur loue des effets ou un outillage ou vend des "routes", excepté lorsque l'Office, après enquête, décide que suivant son opinion, c'est un contrat *bona fide* et émet un permis à cet effet.

14. *Comité spécial:* L'Office des salaires raisonnables peut former un comité composé de cinq personnes dans le but d'exercer la surveillance de l'application de cette ordonnance et de faire rapport à l'Office. Ledit comité comprendra deux représentants-employeurs, deux représentants-employés et un représentant de l'Office des salaires raisonnables qui agira comme président, d'après les règlements et instructions prescrits par l'Office.

15. Les dispositions de l'ordonnance No 4—à l'exception des articles 71, 111, 112, 114 et 115 ou tout autre article régissant les apprentis—qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux employés visés par la présente ordonnance.

Dispositions finales

La présente ordonnance (No 17) demeurera en vigueur durant une période de six mois, et se

PART III

General Provisions

8. *Male and Female employees doing the same work:* Where, in the same establishment, male and female wage-earners perform the same work, or work which is generally or frequently done by men, the wages of the said female workers shall be those stipulated for Group No. 2.

9. *Office Boys, Messengers Boys and Delivery Boys:* These wage-earners are those rendering services not requiring more than primary school instruction and limited to general routine in and around the office, delivering goods, merchandise, circulars, messages of any kind, on foot or by bicycle, and those who, on a delivery vehicle, accompany the drivers to take care of the goods or help in the delivery of light articles.

10. *Temporary Help:* Temporary employees include those wage-earners who, besides the employees regularly occupied during the time when the establishment is in operation, are taken on only intermittently for a period of time, daily, weekly and even monthly. However, no employee shall be allowed to employ temporary help without authorization of the Board, which will define the conditions of work and wages to be paid.

11. *Percentages:* Percentages and Wages shall be calculated upon a period of one week.

12. *Hours of Work lost for legal or religious Holidays:* Time lost for the observance of legal or religious holiday, if not made up during the same week, may be made up and paid for at the regular rate, without overtime, during the week immediately preceding or immediately following the week in which the holiday occurred.

13. *Special Application:* This ordinance applies also to those wage-earners to whom the employer leases effects or equipment, or sells routes, except when the Board, after investigation, decides that, in its opinion, it is a *bona fide* contract and shall have issued a permit to that effect.

14. *Special Committee:* The Fair Wage Board may appoint a committee composed of five persons for the purpose of exercising supervision over the application of this ordinance and reporting to the Board. The said committee shall be composed of two representatives of the employers and two representatives of the employees and a representative of the Fair Wage Board, who shall act as its chairman, and will function under the regulations and instructions prescribed by the Board.

15. *Ordinance No. 4:* The provisions of Ordinance No. 4—with the exception of Section 71 and Sections 111, 112, 114 and 115, or any other sections covering apprentices—which are not incompatible with the present ordinance, shall apply *mutatis mutandis*.

Final Provisions

The present Ordinance (No. 17) shall remain in force for a period of six months, after which, it

renouvellera après ce temps pour une autre période de six mois, à moins d'ordonnance ou de décision au contraire du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Fait et daté à Montréal, ce 14ième jour d'octobre 1938.

Le président: FERDINAND ROY,
Le Vice-président: GEORGES CROMP,
Membres de l'Office: C. H. CHEASLEY,
5691-o THOMAS AUBRY.

shall be renewed for another period of six months, unless an ordinance or decision to the contrary is issued by the Lieutenant-Governor in Council.

Passed and dated at Montreal this 14th day of October, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGE CROMP, Vice-Chairman,
Members of the Board: C. H. CHEASLEY
5692-o THOMAS AUBRY

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 18 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2364 du 17 novembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 17 décembre 1938:

OFFICES DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 18

ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURANT DES CERCUEILS ET DES GARNITURES FUNÉRAIRES

L'Office des salaires raisonnables, à l'unanimité de ses membres, et conformément à la loi des salaires raisonnables (1 George VI, Chapitre 50), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et décrète que les salaires minima qui doivent être payés aux salariés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont celles ci-après fixées et déterminées, savoir:

PREMIERE PARTIE

Application

1. La présente ordonnance (No 18) s'applique à tous les salariés couverts par la loi des salaires raisonnables, employés dans les établissements manufacturant des cercueils et des garnitures funéraires.

2. *Zones:* Pour les fins de l'application de cette ordonnance, la Province de Québec est divisée en deux zones, comme suit:

Zone 1—Toutes les cités, villes et villages ayant une population de 10,000 âmes ou plus.

Zone 2—Le reste de la Province.

3. *Groupes:* Tous les employés desdits établissements sont divisés en neuf groupes, comme suit:

Groupe 1:

Tous les employés non inclus dans les groupes 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

Groupe 2:

Apprentis.

Groupe 3:

Employés de bureau.

Groupe 4:

Garçons de bureaux, messagers et autres, employés à faire des messages et rendre des services analogues ne requérant pas plus d'instruction que celle d'un enseignement primaire.

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 18 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 2364 of the 17th of November, 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 17th of December, 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 18

ESTABLISHMENTS MANUFACTURING CASKETS AND FUNERAL FURNITURE

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members, and in conformity with the Fair Wage Act, (1 George VI, Chapter 50) following a report from a conciliation committee,

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to the wage-earners hereinafter described and the hours and working conditions which must be observed are those hereinafter fixed and determined, namely:

PART I

Application

1. The present Ordinance (No. 18) shall apply to all wage-earners covered by the Fair Wage Act employed in establishments engaged in the manufacturing of Caskets and Funeral Furniture.

2. *Zones:* For the purposes of the application of this ordinance, the Province of Quebec shall be divided into two zones, as follows:

Zone 1:

All Cities, Towns and Villages with a population of 10,000 or more.

Zone 2:

The remainder of the Province.

3. *Groups:* All of the employees in the said establishments shall be divided into nine groups, as follows:

Group 1:

All employees not included in Groups 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9.

Group 2:

Apprentices.

Group 3:

Office Employees.

Group 4:

Office Boys, Messenger Boys, and others doing similar service not requiring more than primary school education.

Groupe 5:

Surintendants, contremaîtres, surveillants et autres occupant un poste de commandement.

Groupe 6:

Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs.

Groupe 7:

Hommes d'entretien.

Groupe 8:

Gardiens.

Groupe 9:

Machinistes.

Group 5:

Superintendents, Foremen, Overseers and others in a position of authority.

Group 6:

Stationary Enginemen and Firemen.

Group 7:

Maintenance Men.

Group 8:

Watchmen.

Group 9:

Machinists.

DEUXIEME PARTIE

Echelle de salaires et heures de travail

4. Salaires:

Groupe 1:

Tous les employés de ce groupe, dans chaque établissement, doivent être divisés par départements, selon le genre de travail spécifié plus bas. Dans chacun de ces départements les taux (soit taux à la pièce ou à l'heure) doivent être fixés comme suit, afin que:

- Pour le nombre total des employés de chacun de ces départements, le taux horaire moyen payé ne soit pas moindre que le taux horaire moyen spécifié pour le département où ils travaillent.
- Aucun employé individuel ne soit payé moins que le taux horaire minimum spécifié pour le département où il travaille.

Zone 1 Zone 2

Département de la menuiserie:

Taux horaire moyen.....	41c	37c
Taux horaire minimum.....	25c	23c

Département de la peinture:

Taux horaire moyen.....	33c	30c
Taux horaire minimum.....	28c	25c

Département de la draperie:

Taux horaire moyen.....	33c	28c
Taux horaire minimum.....	30c	25c

Département de l'expédition:

Taux horaire moyen.....	34c	30c
Taux horaire minimum.....	31c	27c

Département de la garniture:

Taux horaire moyen.....	39c	28c
Taux horaire minimum.....	35c	25c

Département de la couture:

Taux horaire moyen.....	20c	15c
Taux horaire minimum.....	18c	14c

Travail dans plus d'un département: Dans les établissements où des employés de ce groupe travaillent dans plus d'un département, les taux moyens et minima à être payés à de tels employés ne devront pas être moindres que la moyenne des taux stipulés pour les départements où ils travaillent.

Zone 1 Zone 2
Taux minima
par par
heure heure

Groupe 2:

Pour les premières 1300 heures de travail..... 18c 18c

De 1300 heures à 2600 heures de travail..... 21c 21c

Après 2600 heures de travail..... 25c 25c

Groupe 3:..... 25c 22½c

Groupe 4:..... 10c 10c

PART II

Scales of Wages and Hours of Work

4. Wages:

Group 1:

All of the employees of this group in each establishment must be divided by departments according to the category of work hereinbelow enumerated. In each of these departments rates (either piece-work rates or hourly rates) are to be set so that:

- For the total number of employees in each such department, the average hourly rate paid shall not be less than the average hourly rate specified for the department in which they work.
- No individual employee shall be paid an hourly rate below the minimum hourly rate specified for the department in which he works.

Zone 1 Zone 2

Wood Working Department:

Average hourly rate.....	41c	37c
Minimum hourly rate.....	25c	23c

Painting Department:

Average hourly rate.....	33c	30c
Minimum hourly rate.....	28c	25c

Draping Department:

Average hourly rate.....	33c	28c
Minimum hourly rate.....	30c	25c

Shipping Department:

Average hourly rate.....	34c	30c
Minimum hourly rate.....	31c	27c

Furniture Department:

Average hourly rate.....	39c	28c
Minimum hourly rate.....	35c	25c

Dress-Making Department:

Average hourly rate.....	20c	15c
Minimum hourly rate.....	18c	14c

Work in more than one Department: In those establishments in which employees of this group work in more than one department, the average and minimum rates to be paid to such employees shall not be less than the average of the rates for the departments in which they work.

Zone 1 Zone 2
Minimum Rates
per hour per hour

Group 2:

For the first 1300 hours of work 18c 18c

From 1300 to 2600 hours of work 21c 21c

After 2600 hours of work..... 25c 25c

Group 3:..... 25c 22½c

Group 4:..... 10c 10c

	par semaine	par semaine		per week	per week
Groupe 5:	\$18.00	\$18.00	Group 5:	\$18.00	18.00
Groupe 6:			Group 6:		
- Les employés de ce groupe doivent être rémunérés selon les dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables.			Employees in this group shall be paid in accordance with the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board.		
	Zone 1 par heure	Zone 2 par heure		Zone 1 per hour	Zone 2 per hour
Groupe 7:	35c	35c	Group 7:	35c	35c
Groupe 8:	25c	25c	Group 8:	25c	25c
Groupe 9:	50c	45c	Group 9:	50c	45c

5. *Heures de travail:* Le nombre d'heures, pour une semaine régulière de travail, sera le suivant:

Groupes 1, 2, 3, 4 et 9:

54 heures par semaine.

Groupe 5:

72 heures par semaine.

Groupe 6:

Selon les dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables.

Groupe 7:

60 heures par semaine.

Groupe 8:

60 heures par semaine.

6. *Temps supplémentaire:*

a) *En plus de 12 heures par jour dans tous les cas:* Une fois et demie le taux horaire actuellement payé.

b) *En plus de 10 heures par jour dans tous les cas:* Une fois et demie le taux horaire actuellement payé, à moins que le nombre d'heures de travail de la semaine n'égale 54, 60 ou 72, selon le cas, alors que le temps supplémentaire sera payé tel que spécifié dans le paragraphe (c) ci-dessous.

c) *Après 54, 60 ou 72 heures par semaine, selon le cas:* Une fois et demie le taux horaire actuellement payé.

5. *Hours of Work:* The number of hours for the work of a regular week shall be as follows:

Groups 1, 2, 3, 4 and 9:

54 hours per week.

Group 5:

72 hours per week.

Group 6:

According to the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board.

Group 7:

60 hours per week.

Group 8:

60 hours per week.

6. *Overtime:*

a. *Over 12 hours per day in all cases:* Time and one-half of the actual hourly rate paid.

b. *Over 10 hours per day in all cases:* Time and one-half of the actual hourly rate paid, unless the number of hours worked equals 54, 60 or 72 per week, according to the case, when overtime shall be paid as shown in (c) below.

c. *After 54, 60 or 72 hours per week, according to the case:* Time and one-half of the actual hourly rate paid.

TROISIEME PARTIE

Dispositions Générales

7. *Jours de fêtes:* L'observance des jours de fêtes légales et religieuses sera déterminée par entente mutuelle entre les employeurs et les employés.

8. *Minimum d'heures de travail:* Tout employé aura droit au paiement d'au moins une heure et demie de travail à chaque appel.

9. *Ordonnance No 4:* Les dispositions de l'ordonnance No 4 qui ne sont pas incompatibles avec celles de la présente ordonnance, s'appliqueront *mutatis mutandis* aux employés visés par cette ordonnance.

Dispositions finales

Les dispositions de cette ordonnance (No 18) resteront en vigueur durant une période de six mois et seront renouvelées pour une autre période de douze mois, à moins d'ordonnance de l'Office ou de décision au contraire du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Fait et daté à Montréal, ce 14ième jour d'octobre 1938.

Le Président: FERDINAND ROY,
Le Vice-Président: GEORGES CROMP,
Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY.

PART III

General Provisions

7. *Holidays:* The observance of religious and legal holidays shall be arranged by mutual agreement between employers and employees.

8. *Minimum Hours of Work:* An employee shall be paid for not less than one and one-half hour for each call to work.

9. *Ordinance No. 4:* The provisions of Ordinance No. 4 which are not incompatible with the special provisions of this Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees covered by this Ordinance.

Final Provisions

The provisions of this Ordinance (No. 18) shall remain in force for a period of six months, after which they shall be renewed for a further period of twelve months, unless an order of the Board or a decision of the Lieutenant-Governor in Council is issued to the contrary.

Passed at Montreal, this 14th day of October, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,
GEORGE CROMP, Vice-Chairman,
C. H. CHEASLEY,
THOMAS AUBRY, Members of the Board.

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail de la Province de Québec, donne avis par la présente que l'ordonnance No 19 de l'Office des salaires raisonnables, dont le texte suit, fut approuvée par l'arrêté ministériel No 2365 du 17 novembre 1938 et conformément aux prescriptions des articles 9 et 10 de la Loi des salaires raisonnables, deviendra en vigueur à compter du 17 décembre 1938:

OFFICE DES SALAIRES RAISONNABLES

Ordonnance No 19

ÉTABLISSEMENTS DE FABRICATION DES BAS FAÇONNÉS

L'Office des Salaires Raisonables, à l'unanimité de ses membres, et conformément à la Loi des salaires raisonnables, (1 George VI, chapitre 50), à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation,

Ordonne et décrète que les salaires minima qui doivent être payés aux employés ci-après désignés et que les heures et conditions de travail à observer sont celles ci-après fixées et déterminées, savoir:

PREMIÈRE PARTIE

Application

1. La présente ordonnance (No 19) s'applique à tous les salariés couverts par la Loi des salaires raisonnables, employés dans les établissements manufacturiers de bas façonnés, de la Province de Québec, savoir:

Belding-Corticelli Ltd., Montréal; Bonneville-Smith Ltd., Montréal; Butterfly Hosiery Co. Ltd., Drummondville; Canadian Silk Products Ltd., Sherbrooke; Gotham Hosiery of Canada Ltd., St-Hyacinthe; C. J. Grenier & Company, Montréal; Julius Kayser & Co. Ltd., Sherbrooke; National Hosiery Mills Ltd., Richmond; Nordic Hosiery Ltd., Granby; St-John Silk Co. Ltd., St-Jean; Sheer Silk Hosiery Mills Ltd., Sherbrooke,

et dans tous les autres établissements, actuels ou futurs, qui manufacturent ou manufactureront des bas façonnés.

2. *Zones:* Pour les fins de l'application de cette ordonnance, la Province de Québec est divisée en deux zones, comme suit:

Zone I: La Cité et l'Île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de 5 milles autour de l'Île de Montréal;

Zone II: Le reste de la Province.

3. *Groupes:* Le nombre total des employés de chaque établissement sera divisé en sept groupes, comme suit:

Groupes 1:

Tous les salariés travaillant aux opérations de la production, excepté ceux des autres groupes;

Groupes 2:

Tous les salariés occupant un poste de commandement—surintendants, contremaîtres, contremaîtresses, surveillants et autres.

Groupes 3:

Employés de bureau.

Groupes 4:

Garçons de bureaux, messagers et employés occupés à rendre des services analogues ne

Honourable William Tremblay, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice that Ordinance No. 19 of the Fair Wage Board, the matter of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 2365 of the 17th of November 1938, and, pursuant to the provisions of Sections 9 and 10 of the Fair Wage Act, shall come into force on the 17th of December, 1938:

FAIR WAGE BOARD

Ordinance No. 19

ESTABLISHMENTS ENGAGED IN THE MANUFACTURE OF FULL-FASHIONED HOSIERY

The Fair Wage Board, with the unanimous approval of its members, and in conformity with the Fair Wage Act, (1 George VI, Chapter 50), following a report from a conciliation committee,

Orders and decrees that the minimum wages which shall be paid to wage-earners hereinafter described, and the hours and working conditions which must be observed, are those hereinafter fixed and determined, namely:

PART I

Application

1. The present Ordinance (No. 19) shall apply to all wage-earners covered by the Fair Wage Act employed in processes necessary to the manufacture of Full-Fashioned Hosiery in the following establishments in the Province of Quebec:

Belding-Corticelli Ltd., Montreal; Bonneville-Smith Ltd., Montreal; Butterfly Hosiery Co. Ltd., Drummondville; Canadian Silk Products Ltd., Sherbrooke; Gotham Hosiery of Canada, Ltd., St. Hyacinthe; C. J. Grenier & Company, Montreal; Julius Kayser & Co. Ltd., Sherbrooke; National Hosiery Mills Ltd., Richmond; Nordic Hosiery Ltd., Granby; St. John Silk Co. Ltd., St. Jean; Sheer Silk Hosiery Mills Ltd., Sherbrooke,

and all other establishments, actual or future, which do, or will manufacture Full-Fashioned Hosiery.

2. *Zones:* For the purposes of the application of this Ordinance, the Province of Quebec shall be divided into two zones, as follows:

Zone I: The City and Island of Montreal and the territory included within a radius of 5 miles around the Island of Montreal;

Zone II: The remainder of the Province.

3. *Groups:* The total number of employees in each establishment shall be divided into seven groups as follows:

Group 1:

All wage-earners engaged in production operations, except those in the other groups;

Group 2:

All wage-earners who are engaged in a supervisory capacity, such as superintendents, foremen, foreladies, overseers, and others in a position of authority.

Group 3:

Office Employees.

Group 4:

Office boys, messenger boys, and employees rendering similar services not requiring

requérant pas plus d'instruction que celle d'un enseignement primaire.

more than a primary school education.

- Groupe 5:
Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs.
- Groupe 6:
Hommes d'entretien.
- Groupe 7:
Gardiens.

- Group 5:
Stationary Enginemen and Firemen.
- Group 6:
Maintenance Men.
- Group 7:
Watchmen.

4. *Classes*: Les employés du groupe 1 sont subdivisés en quatre classes, comme suit:

4. *Classes*: The employees of Group 1 shall be further divided into four classes, separately for each sex, as follows:

<i>Employés masculins</i>	<i>Employés féminins</i>
Classe A—Pas moins de 20%	Pas moins de 25%
Classe B—Pas moins de 20%	Pas moins de 25%
Classe C—Pas moins de 20%	Pas moins de 25%
Classe D—Pas plus de 40%	Pas plus de 25%

<i>Male employees</i>	<i>Female employees</i>
Class A—Not less than 20%	Not less than 25%
Class B—Not less than 20%	Not less than 25%
Class C—Not less than 20%	Not less than 25%
Class D—Not more than 40%	Not more than 25%

DEUXIÈME PARTIE

PART II

Echelle de salaires et heures de travail

Scales of Wages and Hours of Work

5. *Salaires*:

<i>Employés masculins</i>	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Classe A—	55c. l'heure	50c. l'heure
Classe B—	35c. l'heure	32c. l'heure
Classe C—	28c. l'heure	25c. l'heure
Classe D—	20c. l'heure	17c. l'heure
<i>Employés féminins</i>	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Classe A—	30c. l'heure	28c. l'heure
Classe B—	26c. l'heure	24c. l'heure
Classe C—	21c. l'heure	19c. l'heure
Classe D—	16c. l'heure	15c. l'heure

Groupe 2:
Les salaires payés aux employés de ce groupe sont ceux convenus mutuellement entre employeurs et employés. Toutefois, dans les deux zones, les salaires ne doivent pas être inférieurs à \$20. par semaine pour les hommes et \$18. par semaine pour les femmes.

Groupe 3:
Zone I—25c. l'heure; Zone II—22½c. l'heure.

Groupe 4:
Dans les deux zones—\$6.00 par semaine.

Groupe 5:
Ces employés doivent être rémunérés conformément aux dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables, mais sont inclus avec les employés du groupe 1 pour les fins du pourcentage.

Groupe 6:
Pour les deux zones: Employés expérimentés—40c. l'heure; Employés inexpérimentés—25c. l'heure.

Groupe 7:
Pour les deux zones—25c. l'heure.

6. *Heures de travail*: Le nombre d'heures par semaine régulière de travail de chaque groupe, est le suivant:

Groupe 1:
Département du retordage de fil—60 heures par semaine par équipe.
Tous les autres employés:
Du 1er juin au 31 août—50 heures par semaine par équipe;
Du 1er septembre au 31 mai—55 heures par semaine par équipe.

Groupe 2:
72 heures par semaine.

5. *Wages*:

<i>Male employees</i>	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Class A—	55c. per hour	50c. per hour
Class B—	35c. per hour	32c. per hour
Class C—	28c. per hour	25c. per hour
Class D—	20c. per hour	17c. per hour
<i>Female employees</i>	<i>Zone I</i>	<i>Zone II</i>
Class A—	30c. per hour	28c. per hour
Class B—	26c. per hour	24c. per hour
Class C—	21c. per hour	19c. per hour
Class D—	16c. per hour	15c. per hour

Groupe 2:
The wages paid to employees of this group shall be those mutually agreed upon between employer and employee. However, in both zones, they shall not be less than \$20.00 per week, for men; and \$18.00 per week, for women.

Groupe 3:
Zone I—25c. per hour. Zone II—22½c. per hour.

Groupe 4:
Both zones—\$6.00 per week.

Groupe 5:
Employees of this group shall be paid according to the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board, but they shall be included among the male employees of Group 1 for the purposes of establishing the percentages.

Groupe 6:
Both Zones—Skilled Workers—40c. per hour.
Unskilled Workers—25c. per hour.

Groupe 7:
Both zones—25c. per hour.

6. *Hours of Work*: The number of hours, for the work of a regular week, for each group, shall be, as follows:

Groupe 1:
Yarn Throwing Departments: 60 hours per shift per week.
All Other Employees:
June 1st to August 31st—50 hours per shift per week.
September 1st to May 31st—55 hours per shift per week.

Groupe 2:
72 hours per week.

Groupe 3:

Du 1er juin au 31 août—50 heures par semaine par équipe;

Du 1er septembre au 31 mai—55 heures par semaine par équipe.

Groupe 4:

Selon le groupe où ils sont employés.

Groupe 5:

60 heures par semaine.

Groupe 6:

Du 1er juin au 31 août—56 heures par semaine par équipe.

Du 1er septembre au 31 mai—61 heures par semaine par équipe.

Groupe 7:

72 heures par semaine.

7. *Temps supplémentaire:* Toute heure de travail en plus de celles stipulées pour chaque groupe à l'article 6 de cette ordonnance, doit être rétribuée comme suit:

Groupe 1:

Le taux horaire moyen gagné, majoré de 10 pour cent.

Groupe 2:

Le taux horaire actuellement payé, majoré de 10 pour cent.

Groupe 3:

Le taux horaire actuellement payé, majoré de 10 pour cent.

Groupe 4:

Le taux horaire actuellement payé, majoré de 10 pour cent.

Groupe 5:

Selon les dispositions de l'ordonnance No 6 de l'Office des salaires raisonnables.

Groupe 6:

Le taux horaire actuellement payé, majoré de 10 pour cent.

Groupe 7:

Le taux horaire actuellement payé, majoré de 10 pour cent.

Group 3:

June 1st to August 31st—50 hours per shift per week.

September 1st to May 31st—55 hours per shift per week.

Group 4:

According to the group in which they are employed.

Group 5:

60 hours per week.

Group 6:

June 1st to August 31st—56 hours per shift per week.

September 1st to May 31st—61 hours per shift per week.

Group 7:

72 hours per week.

7. *Overtime:* All hours worked in excess of those stipulated for each group in Section 6 of this Ordinance shall be paid, as follows:

Group 1:

The average hourly rate earned during the total number of hours worked, increased by 10 per cent.

Group 2:

The actual hourly rate paid, increased by 10 per cent.

Group 3:

The actual hourly rate paid, increased by 10 per cent.

Group 4:

The actual hourly rate paid, increased by 10 per cent.

Group 5:

According to the provisions of Ordinance No. 6 of the Fair Wage Board.

Group 6:

The actual hourly rate paid, increased by 10 per cent.

Group 7:

The actual hourly rate paid, increased by 10 per cent.

TROISIEME PARTIE

Dispositions Générales

8. *Taux de salaire supérieurs aux minima spécifiés:* Les taux réguliers pour le travail à la pièce ou à l'heure ou pour toute opération identique, en vigueur le 1er avril 1938 et supérieurs aux taux minima de cette ordonnance, ne peuvent être réduits sans l'autorisation de l'Office.

9. *Nombre d'ouvriers expérimentés par machine:* L'Office enquêtera et déterminera le nombre d'ouvriers expérimentés par machine, dans les cas où il jugera qu'il y a abus.

10. *Promotions:* Des promotions seront accordées aux apprentis selon leur ancienneté et aux autres employés selon (a) leur efficacité et (b) leur ancienneté.

11. *Vacances:* Tout employeur devra accorder à ses employés (7) sept jours de vacances par année, les dimanches non inclus.

12. *Temps perdu par l'observance des jours de fêtes:* Le temps perdu par l'observance des jours de fêtes peut être compensé en travaillant des

PART III

General Provisions

8. *Rates Higher than the Minimums Specified:* Any piece-work or hourly rate in effect on April 1st last for any identical operation, if such rate resulted in wages higher than the minimum hourly rates specified in this Ordinance, shall not be reduced without the approval of the Fair Wage Board.

9. *Number of Experienced Workers per Machine:* The Board will investigate and regulate the number of experienced workers per machine in those cases in which there are judged to be abuses.

10. *Promotion:* Promotions shall be given to apprentices according to seniority and, for other employees, according to (a) efficiency and (b) seniority.

11. *Holidays:* Every employer shall allow seven (7) days holidays each year, Sundays not included.

12. *Time lost for the Observance of Holidays:* Time lost for the observance of holidays may be made up by working at regular rates, without

heures supplémentaires à taux régulier, sans majoration de salaire, durant les deux semaines qui précèdent ou qui suivent telles fêtes.

13. *Interruption du travail:* Tout travail devra être interrompu durant les heures de repos spécifiées, excepté pour les ouvriers préposés aux opérations suivantes: le filage, le retordage et la teinturerie, ainsi que ceux travaillant sur les équipes de huit heures ininterrompues.

14. *Préparation de nouveaux patrons et d'échantillons:* Lorsqu'un employé est déplacé de son travail régulier pour préparer de nouveaux patrons de fantaisie, ou des échantillons, il doit recevoir au moins le taux horaire moyen des trois mois précédents jusqu'à ce qu'un nouveau taux pour travail à la pièce soit fixé.

15. *Rémunération des apprentis:* Tous les apprentis doivent être payés directement par la compagnie et non par les employés travaillant à la pièce.

16. *Aiguilles fournies gratuitement:* Les aiguilles seront fournies gratuitement de la façon suivante, aux préposés aux jambes (*leggers*), aux opérateurs de "single unit" et aux préposés aux pieds (*footers*):

Préposés aux jambes (*leggers*) et opérateurs de "single unit": 100 aiguilles par 100 heures de travail;

Préposés aux pieds (*footers*): 100 aiguilles par 50 heures de travail.

17. *Retenue sur salaire:* Aucune retenue sur le salaire ne peut être faite pour quelque cause que ce soit. Toutefois, exceptionnellement, l'employeur peut retenir des montants minimes (ne dépassant pas la partie saisissable du salaire), dans les cas suivants:

(a) Lorsque l'Office, par résolution, autorise certaine retenue déterminée;

(b) Lorsque le paiement intégral est empêché par une saisie-arrêt ou autre procédure analogue;

(c) Lorsque, avec le consentement de l'employé, l'employeur a payé à son profit sur son salaire:

- (1) des avances directes en cas de maladie ou de besoins pressants;
- (2) des primes d'assurance-vie;
- (3) des contributions à un fonds de pension;
- (4) La part de l'employé dans le prix de combustible ou de denrées nécessaires à la subsistance, acquis par l'employeur aux fins de fournir à ses employés le bénéfice de prix réduits;
- (5) Contributions pour bienfaisance médicale;
- (6) Loyer de maisons appartenant à l'employeur;
- (7) Paiement pour outils, aiguilles et marchandises vendus à l'employé.

(d) Lorsque, dans le but de maintenir la qualité de ses produits, l'employeur demande à l'employé de compenser l'ouvrage mal fait, dû à la négligence de cet employé;

(e) Excepté dans le cas du paragraphe (b), aucune retenue ne sera faite, même avec l'autorisation de l'Office, sans le consentement tacite ou écrit de l'employé; l'Office peut, s'il juge dans l'intérêt de l'employé annuler l'autorisation accordée ou prohiber la retenue permise.

18. *Ordonnance No 4:* Les dispositions de l'ordonnance No 4 de l'Office, qui ne sont pas in-

overtime, within two weeks either before or after the date of such holiday.

13. *Stopping of Work:* All work shall be stopped during specified resting hours except for those employees engaged in spinning, twisting, and dyeing operations, and for employees working on shifts of eight continuous hours.

14. *Work on New Styles or Samples:* When an employee is taken off standard lines to operate on a new special fancy style, or on samples, he shall receive at least the average hourly rate as computed, from the previous three months, until a new piece work rate is established.

15. *Payment of Apprentices:* All apprentices shall be paid directly by the Company and not by employees working on piece work;

16. *Needles Supplied Free of Charge:* Leggers, Single Unit Operators, and Footers shall be supplied with needles free of charge, as follows:

Leggers and Single Unit Operators—100 needles for each 100 hours of work—

Footers—100 needles for each 50 hours of work.

17. *Deductions from Wages:* No deductions from wages may be made for any cause whatsoever. However, by exception, the employer may deduct small amounts (not exceeding the saisable portion of the wages) in the following cases:

(a) When the Board, by resolution, authorizes certain specified deductions;

(b) When the entire payment is prevented by a garnishee or other similar court procedure;

(c) When, with the consent of the employee, the employer has paid out of his wages:

- (1) Direct advances in case of sickness or pressing needs.
- (2) Life Insurance Premiums.
- (3) Contributions to a pension fund.
- (4) The share of the employee for the price of fuel or necessary foodstuffs bought by the employer for the purposes of giving to the employees the benefit of lower prices.
- (5) Contributions for medical benefits.
- (6) Rental for dwellings owned by the employer.
- (7) Payments for tools, needles, and merchandise sold to the employee.

(d) When, for the purposes of maintaining the quality of his product, the employer requires the employee to compensate for work which, due to his negligence, has been improperly done;

(e) Except in the case of paragraph (b), no deductions may be made even with the authorization of the Board, without the written or tacit consent of the employee; and the Board may, if deemed in the interest of the employee, cancel the authorization given or forbid the deduction allowed.

18. *Ordinance No. 4:* The provisions of Ordinance No. 4 of the Fair Wage Board which are

compatibles avec celles de la présente ordonnance s'appliqueront *mutatis mutandis*, aux employés visés par la présente ordonnance.

Dispositions finales

Les dispositions de cette ordonnance demeureront en vigueur pour une période de six mois, et seront ensuite renouvelées pour une autre période de six mois, à moins d'ordonnance ou de décision contraire du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Fait et daté à Montréal, ce 14ième jour d'octobre 1938.

Le président: FERDINAND ROY,

Le vice-président: GEORGES CROMP,

Membres de l'Office: C.-H. CHEASLEY,

5693-o

THOMAS AUBRY.

not incompatible with those of the present Ordinance shall apply *mutatis mutandis* to the employees contemplated by this Ordinance.

Final Provisions

The provisions of this Ordinance shall remain in force for a period of six months, and shall then be renewed for another period of six months, unless an Ordinance of this Board or a decision of the Lieutenant-Governor-in-Council is issued to the contrary.

Passed at Montreal, this 14th day of October, 1938.

FERDINAND ROY, Chairman,

GEORGES CROMP, Vice-Chairman,

C. H. CHEASLEY, Member of the Board,

THOMAS AUBRY, Member of the Board.

5694-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 47

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Lefebvre vs Mongrain..... 3845

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Bolduc vs Roy..... 3842

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—..... 3813

ASSURANCES:—

Ass. mutuelle de la paroisse Ste-Anne de

Sorel..... 3843

Union Belge du district de Montréal.... 3843

AVIS DIVERS:—

Commission Industrie Laitière re Shawi-
nigan..... 3844

Commission municipale de Québec re

Greenfield Park..... 3845

Corp. village St-Benoit-Joseph-Labre... 3844

Le Syndicat Catholique de l'Industrie de

la Pulpe de Chandler Incorporé..... 3843

Montreal Repertory Theatre Inc..... 3843

Morand *et al* vs Chartré *et al*..... 3845

BUREAUX-CHEFS:—

Champoux & Parent Inc..... 3845

Giguère & Frères, Ltée..... 3846

J. L. Taylor & Sons, Ltd..... 3846

The Elmage Investment Co..... 3846

CHARTER—ABANDON DE:—

La Cie Immobilière d'Acton-Vale..... 3846

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:—

Champion Savings Corp. Ltd..... 3846

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Schlesinger, F.-G., *et al*..... 3847

The Apostolic Church of the British Isles

—In Quebec—..... 3847

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Lefebvre vs Mongrain..... 3845

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Bolduc vs Roy..... 3842

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—..... 3813

INSURANCES:—

Ass. Mutuelle de la paroisse Ste-Anne-de-

Sorel..... 3843

Union Belge du district de Montréal.... 3843

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Commission Industrie Laitière re Shawi-
nigan..... 3844

Quebec Municipal Commission re Green-
field Park..... 3845

Corp. village St-Benoit-Joseph-Labre... 3844

Le Syndicat Catholique de l'Industrie

de la Pulpe de Chandler Incorporé..... 3843

Montreal Repertory Theatre Inc..... 3843

Morand *et al* vs Chartré *et al*..... 3845

CHIEF-OFFICES:—

Champoux & Parent Inc..... 3845

Giguère & Frères, Ltée..... 3846

J. L. Taylor & Sons, Ltd..... 3846

The Elmage Investment Co..... 3846

CHARTER—SURRENDER OF:—

La Cie Immobilière d'Acton Vale..... 3846

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

Champion Savings Corp. Ltd..... 3846

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Schlesinger, F.-G., *et al*..... 3847

The Apostolic Church of the British Isles

—In Quebec—..... 3847

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Commission scolaire de:—
St-Dominique-du-Rosaire..... 3847

LETTRES PATENTES:—

Arno Quebec Mines, Ltd..... 3814
Baril Investments, Ltd..... 3815
J. E. Ker & Co., Ltd..... 3820
J. L. Taylor & Sons, Ltd..... 3822
Lyric Sweets Inc..... 3824
Mutual Automotive Repairs, Ltd..... 3826
Nordike Mining Syndicate, Ltd..... 3828
Regent Billiard & Social Club, Ltd..... 3831
Robinson-Edgar, Limited..... 3832
St. Lawrence Mica Corp., Ltd..... 3835
The Elmage Investment Co..... 3838
Valmor Dress, Limited..... 3836

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

East Rouyn (Quebec), Ltd..... 3840
Stober's 5 to \$1.00 Stores Inc..... 3841

LIQUIDATION—AVIS DE:—

Arcan Holdings, Ltd..... 3847
Arlac Holdings, Ltd..... 3847

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société d'Agriculture du comté de Terrebonne..... 3848
Société Coopérative Agricole de St-Valier..... 3848
Syndicat d'élevage de Chevaux Canadiens de St-Donat..... 3848

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Buanderie, nettoyage, teinturerie, etc., (Ordonnance No 17)..... 3870
Exportateurs et Marchands de gros de Beurre et fromage, (Ordonnance No 16)..... 3867
Fabrication des bas façonnés, (Ordonnance No 19)..... 3877
Fabrication de Cercueils et garnitures funéraires, (Ordonnance No 18)..... 3874
Fabrication de contreforts de chaussures, (Ordonnance No 7 révisée)..... 3865
Fédération Nationale des métiers du bâtiment..... 3857

NOMINATIONS:—

Quenneville, Odessa..... 3849

ORDRE DE COUR:—

Bédard vs Caron..... 3849
Hamel vs Caron..... 3849

PROCLAMATION:—

Municipalité partie sud-ouest de la paroisse de St-Joseph-de-Beauce..... 3841

SOUMISSIONS:—

Salaberry-de-Valleyfield, cité de..... 3849

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Pigeon, Alfred..... 3850

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School commission of:—
St-Dominique-du-Rosaire..... 3847

LETTERS PATENT:—

Arno Quebec Mines, Ltd..... 3814
Baril Investments, Ltd..... 3815
J. E. Ker & Co., Ltd..... 3820
J. L. Taylor & Sons, Ltd..... 3822
Lyric Sweets, Inc..... 3824
Mutual Automotive Repairs, Ltd..... 3826
Nordike Mining Syndicate, Ltd..... 3828
Regent Billiard & Social Club, Ltd..... 3831
Robinson-Edgar, Limited..... 3832
St. Lawrence Mica Corp. Ltd..... 3835
The Elmage Investment Co..... 3838
Valmor Dress, Limited..... 3836

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

East Rouyn (Quebec), Ltd..... 3840
Stober's 5 to \$1.00 Stores, Inc..... 3841

WINDING UP NOTICES:—

Arcan Holdings, Ltd..... 3847
Arlac Holdings, Ltd..... 3847

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société d'Agriculture du comté de Terrebonne..... 3848
Société Coopérative Agricole de St-Valier..... 3848
Syndicat d'élevage de Chevaux Canadiens de St-Donat..... 3848

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Laundry Cleaning, Dyeing, etc., (Ordinance No. 17)..... 3870
Butter and cheese wholesalers and Exporters, (Ordinance No. 16)..... 3867
Manufacturing of Full-Fashioned Hosiery, (Ordinance No. 19)..... 3877
Manufacturing of Caskets and Funeral Furnitures, (Ordinance No. 18)..... 3874
Manufacturing of Shoe Counters, (Ordinance No. 7 revised)..... 3865
Fédération Nationale des métiers du bâtiment..... 3857

APPOINTMENTS:—

Quenneville, Odessa..... 3849

RULE OF COURT:—

Bédard vs Caron..... 3849
Hamel vs Caron..... 3849

PROCLAMATION:—

Municipality of the South West part of the Parish of St-Joseph de Beauce..... 3841

TENDERS:—

Salaberry-de-Valleyfield, city of..... 3849

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Pigeon, Alfred..... 3850

VENTES POUR TAXES:—

Barkmere, ville de.....	3851
Coaticook, ville de.....	3851

SALES FOR TAXES:—

Barkmere, town of.....	3851
Coaticook, town of.....	3851

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFF'S SALES:—

ABITIBI:—

ABITIBI:—

Desrosiers vs River View Hotel.....	3852	Desrosiers vs River View Hotel.....	3852
-------------------------------------	------	-------------------------------------	------

ARTHABASKA:—

ARTHABASKA:—

Eastern Trust Co. vs St-Francis Hydro Co., Ltd.....	3852	Eastern Trust Co. vs St-Francis Hydro Co., Ltd.....	3852
Timmermans vs Tessier.....	3852	Timmermans vs Tessier.....	3852

BEAUCE:—

BEAUCE:—

Deblois vs Grenier.....	3855	Deblois vs Grenier.....	3855
-------------------------	------	-------------------------	------

MONTREAL:—

MONTREAL:—

Ramsay vs Lawes.....	3857	Ramsay vs Lawes.....	3857
The Prudential Ins. Co. of America vs Gauthier.....	3856	The Prudential Ins. Co. of America vs Gauthier.....	3856

